

150

THE LIBRARY  
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTÉ-TROISIÈME ANNÉE — N° 9852

20 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 26-LUNDI 27 SEPTEMBRE 1976

En Inde, le président  
du parti socialiste  
est inculpé  
de « complot contre l'État »  
LIBRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F  
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 DA ; Tunisie, 100 m. ;  
Belgique, 1 BF ; Autriche, 10 sch. ; Espagne, 12 fr. ; Canada, 5 \$ ; Danemark, 3 kr. ;  
Suisse, 25 fr. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Suède, 18 kr. ; Israël, 100 l. ; Iran, 100 r. ; Japon, 100 y. ;  
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 10 M. ;  
Soudan, 100 S. ; Thaïlande, 10 baht. ; Turquie, 100 l. ;  
Tél. : 246-72-23

## M. Smith accepte la règle de la majorité en Rhodésie

### Un succès pour M. Kissinger

En annonçant vendredi à ses compatriotes qu'il s'inclinaient devant les pressions de M. Kissinger et du « monde libre », M. Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, a ouvert de nouvelles perspectives à son pays, que les nationalistes noirs dénoncent pour leur part, Zimbabwe. Onze ans après la proclamation unilatérale de l'indépendance par une minorité blanche en rébellion ouverte contre la puissance coloniale britannique, ce geste lève une timide espérance de décolonisation par des voies pacifiques.

L'optimisme doit pourtant rester prudent. Depuis le 11 novembre 1965, à plusieurs reprises déjà, les séparatistes blancs de Salisbury avaient paru prêts à négocier avec leurs interlocuteurs noirs. A chaque fois, après de premières concessions réciproques, le dialogue avait tourné court. L'extension de la guérilla et la brutalité de la répression ont creusé davantage le fossé entre la minorité blanche et la majorité noire, impatientée d'accéder à un pouvoir qui lui a été totalement confisqué.

Les obstacles à surmonter pendant la période initiale de deux années qui doit aboutir à l'accès des Noirs aux responsabilités politiques sont innombrables. L'un des plus importants est la recherche d'Africains qualifiés pour participer aux diverses institutions dont la mise en place est d'ores et déjà prévue. L'absence de bases éducatives, l'enseignement secondaire et supérieur, M. Smith et ses amis ont réduit le nombre — comme en 1960 les Belges dans leur colonie congolaise — de leurs interlocuteurs possibles. D'autre part, les divisions du noir souffrent de la nationalisme noir risquent, si elles ne sont pas rapidement mises entre parenthèses, de perturber le déroulement du processus de transition pacifique.

Mais c'est dans la nécessaire reconversion des mentalités que résident les complications les plus sérieuses. Il est vrai que le revirement de M. Smith donne à penser qu'après des années d'obstination l'homme le plus têtu peut céder à la tentation du réalisme ; il n'est pas prouvé que tous les Rhodésiens blancs soient prêts à cette reconversion dans des délais aussi brefs. La création d'un fonds d'investissement d'un milliard et demi de dollars, au financement duquel participent notamment Américains, Britanniques et Français, pourrait les aider dans cette voie et faciliter l'ère des tentatives irréductibles de la suprématie blanche.

Quelle que soit l'importance du concours dont M. Kissinger a bénéficié de la part du premier ministre sud-africain Vorster pour amener M. Smith à composer, le secrétaire d'Etat américain vient de remporter un brillant succès personnel. Cette victoire diplomatique, qui pourrait profiter à M. Gerald Ford aux élections de novembre, repose sur le fait que les Américains ont marqué un net avantage sur les Soviétiques. Ces derniers en sont d'ailleurs parfaitement conscients, puisque, depuis d'avoir été mis en échec, ils ont dû abandonner aujourd'hui « a priori » le plan américain de règlement négocié. Mais, en se plaçant du côté des Africains les plus radicaux, le Kremlin pourrait bien commettre une erreur tactique. De toute façon, les Africains, par leur propre attitude, tant en Rhodésie que dans « les pays de la ligne de front », posent, en effet, sur l'avenir de l'Ancienne colonie britannique.

Les responsables nationalistes noirs rhodésiens acceptent-ils tous de déposer les armes pour composer à une table de négociations avec les chefs d'Etat africains ? Les chefs d'Etat africains acceptent-ils directement implémenter l'affaire rhodésienne en vertu d'un règlement

- Un gouvernement multiracial devra mettre en place en deux ans les futures institutions
- Le plan anglo-américain suscite des réactions prudentes des Africains et hostiles de Moscou

M. Ian Smith, chef du gouvernement de Salisbury, a annoncé vendredi 24 septembre qu'il acceptait le plan anglo-américain de règlement de l'affaire rhodésienne. Ce projet avait été présenté par M. Kissinger, avec l'accord de M. Vorster, premier ministre sud-africain.

Le document comprend six points : la Rhodésie accepte que la règle de la majorité soit établie dans les deux ans ; les représentants du gouvernement de Salisbury rencontreront immédiatement, en un lieu convenu d'un commun accord, des dirigeants africains en vue de constituer un gouvernement intérimaire, qui restera en fonction jusqu'à ce que soit instituée la règle de la majorité ; le gouvernement intérimaire convoquera un Conseil d'Etat composé, en nombre égal, de Noirs et de Blancs, et un conseil des ministres à majorité africaine ; la Grande-Bretagne, toujours reconnue comme autorité coloniale, adoptera une législation permettant de parvenir à la règle de la majorité ; dès la formation du gouvernement intérimaire, les sanctions contre la Rhodésie seront levées et toutes les actions militaires cesseront ; un soutien financier sera accordé aux Rhodésiens par la communauté internationale.

Le plan anglo-américain de règlement de la

crise a suscité des réactions prudentes des nationalistes africains de Rhodésie, qui se sont dits néanmoins disposés à l'étudier. Moscou, pour sa part, continue de critiquer vivement l'entreprise de M. Kissinger dans la région.

Deux chefs d'Etat africains, le président angolais Neto et congolais Nguabi, ont publié samedi à Luanda un communiqué conjoint, au terme de la visite officielle en Angola du président de la République du Congo. Selon ce texte, « seule la lutte armée » peut garantir la victoire « des peuples opprimés de Zimbabwe, de Namibie et d'Afrique du Sud ».

A Paris, un commentaire des milieux autorisés déclare : « Sans se dissimuler les difficultés qui restent à surmonter pour les deux communautés et en se refusant à tout optimisme prématuré en l'état actuel de leur information, les responsables français ne veulent retenir que le progrès décisif que constitue cette évolution des esprits et les perspectives de règlement pacifique qu'elle offre, conformément aux vœux que la France a toujours exprimés. Les autorités françaises se félicitent que la mission du secrétaire d'Etat américain, à laquelle elles avaient apporté leur encouragement, ait obtenu ce résultat positif. »

De notre envoyé spécial

constances actuelles, ce « package deal » consistait le « meilleur choix » offert aux Européens de Rhodésie. M. Smith a dit avoir reçu de M. Kissinger l'assurance « catégorique » que les sanctions internationales seraient levées et que le cessez-le-feu serait appliqué. Il a fait de ces deux données, a-t-il dit, les conditions de

son accord dans le message qu'il a adressé au secrétaire d'Etat américain après avoir consulté son cabinet et son parti. Il a également insisté auprès du public rhodésien sur la composition particulière du conseil d'Etat et sur l'importance du rôle que ce dernier verra attribuer pendant la phase de transition.

JEAN-CLAUDE POMONTI.  
(Lire la suite page 3.)

## Les conflits à venir

par PIERRE LEFRANC (\*)

entraîner par quelque chose de ces forces centrifuges qui lui sont étrangères ? En restant eux-mêmes, en demeurant étroitement fidèles aux grands principes qui constituent l'idéologie gaulliste, en jetant un pont sur la cassure artificielle qui tente d'imposer, les élus de l'U.D.R. bénéficieront, au-delà des séparations voulues par les partis, d'un soutien élargi. La première erreur à éviter, c'est donc de placer le gaullisme dans les limites de l'un des camps en présence.

Deuxième erreur, corollaire de la première : accepter le principe d'une candidature unique de majorité lors des élections législatives.

La seule idéologie que l'on puisse opposer au conservatisme et au programme commun, c'est le gaullisme. Il est vital de donner aux électeurs qui le choisissent la possibilité de s'exprimer. Cela rend la présence d'un candidat gaulliste dans chaque circonscription absolument indispensable. On ne saurait demander à un gaulliste de voter pour un centriste ou un républicain indépendant, c'est-à-dire de voter pour un adversaire de ses convictions. Certains membres de l'actuel gouvernement préconisent déjà cette formule qui aurait pour résultat de provoquer de nombreuses abstentions et le transfert d'innombrables voix à l'alliance marxiste. C'est constater que, si l'on suivait ces schématises, l'échec serait certain.

De plus, le gaullisme, perdu dans le salmigondis qu'on nous propose, ne disposerait plus du moyen de « réprimer » et de « séduire » les électeurs dans un paysage de ruines, traversé par la force de l'air, une fois de plus — la centième sans doute — le général est bien mort !

L'unité de candidatures au premier tour est une manœuvre anti-gaulliste dont le but, révoqué par la loi, est un changement de majorité. Refusons-la, composons d'abord nos voix sur nos idées et nos objectifs, et, ensuite, au second tour, nous pourrions discuter de futures alliances avec qui nous choisissons. Pourquoi ne seraient-ce pas les socialistes ?

Qu'il s'agit, en effet, ce que seront les résultats ? Les candidats de la majorité ? Les candidats de la minorité ? Les candidats de la majorité ? Les candidats de la minorité ?

(\*) Président de l'Association nationale des gaullistes pour la Rhodésie au service de l'Etat.

## La poussée des prix est restée forte durant l'été

L'indice aurait augmenté de 0,7 % en août en raison d'une flambée des cours des produits alimentaires

Les prix de détail auraient augmenté en France de 0,7 % en août. C'est un mauvais résultat pour cette période de l'année, survenant après la poussée déjà enregistrée en juillet (+ 1 %). Les produits alimentaires (légumes, pain, lait, café...) portent, une fois encore, la plus grande part de responsabilité, mais le renchérissement des « services » continue aussi à être important. Compte tenu des sacrifices déjà demandés aux Français comme contribuables et comme consommateurs, le Conseil national de crédit, qui se réunira mercredi 29 septembre, ne devrait pas décider d'aggraver les conditions du crédit à la consommation. Il n'empêche que l'encaissement général du crédit sera plus sévère en 1977 que cette année.

M. Barre, assisté de plusieurs ministres, a réuni vendredi à l'hôtel Matignon l'ensemble des préfets pour leur expliquer le plan anti-inflation et leur donner des consignes pour son application, ainsi que pour la répartition des aides aux agriculteurs sinistrés.

Le coût de la vie a fortement progressé en août. Certes, le pourcentage de hausse mensuelle, qui sera officiellement annoncé mercredi 29 septembre (probablement + 0,7 %, est nettement en retrait sur le très mauvais résultat de juillet (+ 1 %). Mais chaque année les calculs qui sont faits en août sous-estiment la hausse réelle.

Les enquêteurs de l'INSEE n'y sont pour rien : beaucoup de boutiques sont fermées, leurs propriétaires — ou gérants — étant partis en vacances. Les relevés sont donc sensiblement moins nombreux que pendant les onze autres mois de l'année. Quand un enquêteur trouve porte close, il inscrit dans son dossier la même prix que celui relevé en juillet, ce qui correspond à une stabilité complète... assez

théorique. C'est une convention parfaitement admissible et d'une certaine façon réaliste. Il n'empêche que le résultat final en est sous-estimé. En revanche, et pour les mêmes raisons, l'indice de septembre est plutôt surestimé, puisqu'il incorpore pour de nombreux points de vente une période de deux mois.

Voilà pourquoi la hausse de 0,7 % en août est plutôt un mauvais résultat, à peine moins mauvais que celui de juillet... En août, malgré la baisse des cours des fruits, ce sont les prix des produits alimentaires qui sont les principaux responsables — et de loin — de la forte progression de l'indice. On se souvient que ce mois-là le gouvernement avait autorisé une hausse du prix du lait (12 centimes par litre) et du prix du pain (+ 10 centimes pour la baguette). Les services du prix du lait avaient également autorisé toute une série d'augmentations : corps gras, produits surgelés, conserves, jus de fruit. Enfin les cours de gros du café ont augmenté de 122 % en un an sur le marché de Londres et de 110 % sur celui de Paris, les opérateurs en Bourse spéculant sur le gel qui a détruit, en juillet 1975, 80 % des récoltes au Brésil (premier exportateur mondial) et sur les incertitudes qui en Colombie ont fait des ravages. Ce qui explique que le kilo de café ait augmenté au détail dans des proportions variant entre 1,50 F et 2,20 F (l'autorisation en avait été donnée par l'administration dans le Bulletin officiel des services des prix du 28 septembre).

Une fois encore les hausses de cours au stade de la production et du gros sont répercutées au détail, alors que les baisses, elles, sont dans la plupart des cas mystérieusement absorbées.

Les prix des produits manufacturés ont, en revanche, augmenté faiblement en août, mais ceux des services ont encore grimpé d'un pourcentage voisin de 0,7 %, ce qui apparaît tout à fait excessif après la hausse de 2 % déjà enregistrée dans ce secteur en juillet. Les prix services augmentent, dans tous les cas, maintenant nettement plus vite que l'ensemble des prix de détail : + 12,3 % en un an contre + 9,5 %.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 17.)

## LE PARIS DU SIÈCLE DERNIER

### L'architecture du fer

Le dix-neuvième siècle, qui fut celui de la peinture française de David à Delacroix et de Monet et Cézanne à Bonnard, fut également celui de l'architecture. L'architecture de beaux-arts et l'architecture du fer, de Boullée à Jourdain, Eiffel et Labrousse.

La première fait l'objet d'une exposition organisée par le Musée d'art moderne de New-York, exposition qui vient d'être prêtée à la galerie nationale d'Ortodoxie, avant d'être présentée à Paris, à Beaubourg, l'an prochain. La seconde se trouve... au Bon Marché, 22, rue de Sévres, où un ensemble de photographies retrace chronologiquement l'histoire du fer dans la pierre parisienne. Ces deux manifestations font l'objet de catalogues qui tentent de donner une lecture nouvelle de ces grandes écoles qui ont, ensemble, largement déterminé

JACQUES MICHEL.  
(Lire la suite page 15.)

## CASAMAYOR

### A bas la vertu

"On parle trop de vertu pour que ça ne devienne pas louche"

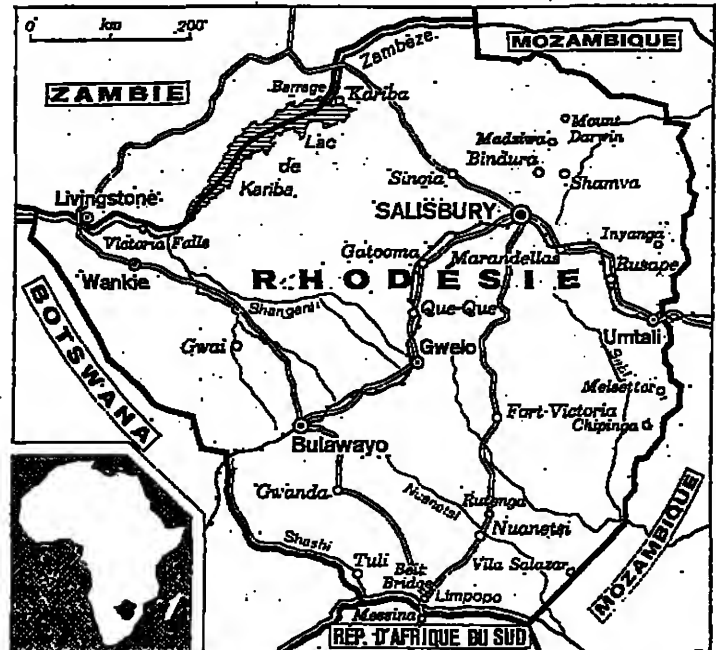
IDEE FIXE JULIARD



# LE PLAN DE RÈGLEMENT

Optimisme à Washington et à Londres, surprise et satisfaction dans de nombreux pays occidentaux, scepticismes à l'ONU, silence dans la plupart des pays africains et arabes, c'est ainsi que l'on peut résumer schématiquement les réactions à la suite de l'acceptation par M. Ian Smith des propositions anglo-américaines sur l'indépendance, d'ici deux ans, de la majorité africaine dans un « Zimbabwe indépendant ».

● A WASHINGTON, le président Ford a déclaré, vendredi, que « la route était maintenant ouverte à une solution africaine ».



La Rhodesie s'étend sur 359 361 kilomètres carrés. La population était évaluée en 1973 à 5 620 000 habitants, parmi lesquels plus de 5 millions d'Africains, environ 270 000 Européens, près de 230 000 Européens et Asiatiques. La capitale, Salisbury, a quelque 500 000 habitants contre presque 300 000 à Bulawayo. Les Blancs sont, en majorité, installés sur les hautes terres de l'Est (les plus riches) et dans les villes. L'agriculture fournit 23 % du revenu national. Les Blancs pratiquent l'élevage intensif de bovins et de moutons. Le potentiel hydro-électrique est riche. L'industrie traite les produits miniers (fer, chrome) ; les secteurs alimentaire, textile et chimique sont puissants.

## Onze années de crise

- 1965**
- 11 NOVEMBRE. — Proclamation unilatérale d'indépendance de la Rhodesie par M. Ian Smith.
  - 12 NOVEMBRE. — Le gouvernement britannique décide d'appliquer des sanctions administratives, politiques, économiques, mais non militaires.
- 1966**
- 27 AVRIL. — Ouverture de négociations officielles entre les gouvernements de Londres et de Salisbury. Les négociations officielles commencent le 9 mai à Londres et se poursuivent le 2 juin à Salisbury. Elles seront rompues le 23 août.
  - 17-18 DÉCEMBRE. — M. Wilson rencontre M. Ian Smith à bord du croiseur britannique « Tiger » au large de Gibraltar.
  - 17 DÉCEMBRE. — Le Conseil de sécurité adopte une résolution sur des sanctions économiques obligatoires contre la Rhodesie.
- 1967**
- 20 JUILLET. — M. Wilson rejette un projet de Constitution élaboré du côté rhodésien.
  - 9-12 OCTOBRE. — MM. Wilson et Smith se rencontrent à nouveau, à bord du croiseur « Fearless », à Gibraltar.
- 1968**
- 20 JUIN. — Un référendum est organisé en Rhodesie sur la transformation du pays en République et l'adoption de la nouvelle Constitution. Une majorité d'Européens blancs, seuls admis à voter, répond aux deux questions de façon positive. Les derniers liens sont rompus avec Londres.
- 1971**
- 14 NOVEMBRE. — Sir Alec Douglas-Home, secrétaire au Foreign Office, se rend à Salisbury.
  - 24 NOVEMBRE. — Accord anglo-rhodésien mettant fin au conflit constitutionnel sous réserve de l'acceptation par la majorité noire.
- 1972**
- 11 JANVIER. — Arrivée de Lord Pearce à Salisbury. Il doit effectuer une mission sur l'application de l'accord.
  - 23 MARS. — La commission Pearce estime que la population noire rejette cet accord. Le gouvernement de Londres maintient les sanctions contre la Rhodesie.
- 1974**
- 16 SEPTEMBRE. — Des représentants anglais se rencontrent avec des élus locaux de la Zambie, de la Tanzanie et du Botswana sur l'avenir constitutionnel de la Rhodesie.
  - 23 OCTOBRE. — Devant le Sénat sud-africain, M. Vorster s'engage à ouvrir pour la paix en Afrique australe.
  - 26 OCTOBRE. — Le président Kaunda, évoquant la déclaration de M. Vorster, déclare que c'est la voix de la raison et qu'il est au moment de venir pour l'Afrique

d'un problème africain sans intervention extérieure, sans violence ni amertume. « Une menace à la paix du monde a été écartée. » Il a rendu hommage au « rôle constructif » joué selon lui par le premier ministre d'Afrique du Sud, M. John Vorster.

● A LONDRES, le Foreign Office a publié un communiqué qui déclare notamment : « L'acceptation du caractère inévitable de la règle de la majorité constitue une victoire du réalisme et du bon sens. Ce succès n'aurait pas pu être obtenu sans le talent et l'enthousiasme de M. Kissinger. Partout les hommes

de bonne volonté ont, envers lui et pour ceux qui ont contribué à son succès, une dette de profonde gratitude. »

Le gouvernement britannique est décidé à poursuivre son action en faveur d'un règlement pacifique. Un diplomate ou un homme politique de haut rang sera envoyé dans les prochains jours à Salisbury. Il restera également en contact avec les dirigeants nationalistes noirs. Le premier ministre britannique, qui se trouvait vendredi soir à Blackpool, a annoncé son

## L'ALLOCATION DE M. IAN SMITH

« Les propositions qui nous ont été faites à Pretoria ne constituent pas, selon nous, la meilleure solution à nos problèmes »

Voici les principaux passages de l'allocution prononcée, vendredi 24 septembre, par M. Smith.

« J'ai eu récemment une série de rencontres à Pretoria, d'abord avec le premier ministre sud-africain puis avec le Dr Kissinger et finalement avec le Dr Vorster. Elles ont été très fructueuses. On m'a fait comprendre d'abandonner (...) qu'aucun des problèmes présents en Rhodesie nous ne pourrions les résoudre sans aucune aide, sur aucun soutien de la part du monde libre. Au contraire, les pressions exercées sur nous par le monde libre continueraient à s'accroître. (...) Le Dr Kissinger m'a assuré que nous avions un objectif commun, un but commun, à savoir le maintien de la Rhodesie au sein du monde libre, et en dehors de la pénétration communiste. De ce point de vue, la Rhodesie occupe une position clé en Afrique australe. (...) »

« Il serait malhonnête de ma part de ne pas déclarer clairement que les propositions qui nous ont été faites à Pretoria ne représentent pas ce que, selon notre conception, serait la meilleure solution des problèmes de la Rhodesie. (...) »

« A notre grand regret, toutefois, nous n'avons pas été en mesure de faire précéder nos vues, quoique nous soyons parvenus à introduire certaines modifications dans les propositions : les gouvernements américains et britanniques ont accepté avec les principes qui nous ont été proposés. (...) »

« Depuis notre retour, le cabinet a examiné dans le plus grand détail et sous tous ses aspects les propositions qui nous ont été faites. (...) »

« Avant d'exposer ces propositions en détail, je voudrais faire certains commentaires d'ordre général. Les propositions représentent ce que, dans le langage des négociations, on appelle d'habitude « le meilleur des deux mondes ». (...) »

« A notre grand regret, toutefois, nous n'avons pas été en mesure de faire précéder nos vues, quoique nous soyons parvenus à introduire certaines modifications dans les propositions : les gouvernements américains et britanniques ont accepté avec les principes qui nous ont été proposés. (...) »

« Depuis notre retour, le cabinet a examiné dans le plus grand détail et sous tous ses aspects les propositions qui nous ont été faites. (...) »

« Avant d'exposer ces propositions en détail, je voudrais faire certains commentaires d'ordre général. Les propositions représentent ce que, dans le langage des négociations, on appelle d'habitude « le meilleur des deux mondes ». (...) »

« A notre grand regret, toutefois, nous n'avons pas été en mesure de faire précéder nos vues, quoique nous soyons parvenus à introduire certaines modifications dans les propositions : les gouvernements américains et britanniques ont accepté avec les principes qui nous ont été proposés. (...) »

« Avant d'exposer ces propositions en détail, je voudrais faire certains commentaires d'ordre général. Les propositions représentent ce que, dans le langage des négociations, on appelle d'habitude « le meilleur des deux mondes ». (...) »

de rédiger une nouvelle Constitution.

« Ses délibérations seront donc d'une importance capitale pour l'avenir de notre pays et de tout son peuple. Ses décisions engageront l'avenir de la Rhodesie en tant que pays stable, démocratique et progressiste. (...) »

« Ce sera une Constitution basée sur la règle de la majorité, et ceci est expressément inclus dans les propositions. (...) »

« Les six points »

« Vous ayant exposé les faits généraux, je vais maintenant vous lire les termes des propositions qui m'ont été soumises par le Dr Kissinger. Le paragraphe 6 ayant trait à l'aide économique, je résume d'un plus long document. (...) »

« 1) La Rhodesie accepte la règle de la majorité dans les deux ans. (...) »

« 2) Les représentants du gouvernement rhodésien rencontreront immédiatement, en un lieu convenu d'un commun accord, des dirigeants africains en vue de constituer un gouvernement intérimaire qui restera en fonctions jusqu'à ce que la règle de la majorité soit instituée. (...) »

« 3) Le gouvernement intérimaire comprendra un Conseil d'Etat, dont la moitié des membres seront noirs et la moitié blancs, avec un président blanc sans vote prépondérant. (...) »

« 4) Le Royaume-Uni adoptera une législation permettant de passer de la règle de la majorité à la règle de la majorité absolue. (...) »

« 5) Le ZANU et le ZAPU ont annoncé la formation, le 23 mars 1972, d'un commandement militaire unifié dont la direction fut confiée à M. Chitepo — qui sera assassiné en 1975. (...) »

« 6) Le ZANU et le ZAPU ont annoncé la formation, le 23 mars 1972, d'un commandement militaire unifié dont la direction fut confiée à M. Chitepo — qui sera assassiné en 1975. (...) »

« 7) Le ZANU et le ZAPU ont annoncé la formation, le 23 mars 1972, d'un commandement militaire unifié dont la direction fut confiée à M. Chitepo — qui sera assassiné en 1975. (...) »

nécessaire à la mise en place de ce processus :

« 5) Lors de la mise en place du gouvernement intérimaire, les sanctions seront levées et tous les actes de guerre, y compris la guérilla, cesseront. (...) »

« 6) Une aide économique substantielle sera accordée par la communauté internationale pour donner aux Rhodesiens des assurances concernant l'avenir économique du pays. (...) »

« 7) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 8) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 9) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 10) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 11) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 12) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 13) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« 14) Les droits aux pensions, les investissements individuels dans les domaines particuliers et les termes, et les envois à l'étranger de liquidités personnelles, à des niveaux qui demeurent encore à stipuler, seront garantis par le gouvernement intérimaire. (...) »

« La fin du commencement »

« Cet accord ne nous donne évidemment pas la réponse que nous aurions désirée. Cependant, il nous offre une occasion que nous n'avons jamais eue auparavant. (...) »

« L'espérance est le privilège de continuer à jouer un rôle pour contribuer à guider le destin de la Rhodesie. (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

« Permettez-moi de terminer en citant quelques mots prononcés par Winston Churchill pendant la dernière guerre mondiale : « Maintenant, ce n'est pas la fin, mais c'est peut-être la fin du commencement. » (...) »

John Vorster



RÈGLEMENT

ISD

## DE L'AFFAIRE RHODÉSIENNE

intention de s'entretenir par téléphone avec plusieurs chefs d'Etat africains afin d'analyser avec eux la situation.

Le parti conservateur fait état d'une profonde satisfaction. « Il faut encore résoudre beaucoup de graves problèmes », a dit l'un de ses porte-parole, les espoirs qui sont nés pourraient être anéantis à chaque stade de l'évolution qui se dessine.

● A PRETORIA, le ministre de l'information a indiqué que M. Vorster, le premier ministre du gouvernement sud-africain, désirait étudier dans le détail l'allocation de M. Ian

Smith avant de faire un commentaire. Les milieux gouvernementaux ne cachent pas leur satisfaction. L'évolution de la situation correspond aux vœux défendus depuis plusieurs années à Pretoria, où l'on était ouvertement partisan d'un règlement négocié du conflit constitutionnel rhodésien.

M. Vorster, rappelle-t-on, a pris d'ailleurs une large part à l'élaboration du plan rendu public par M. Ian Smith.

● A OSLO, le ministre norvégien des affaires étrangères,

M. Knut Frydenlund, a déclaré que son gouvernement accueillait avec satisfaction la déclaration du premier ministre rhodésien.

● A BIENNE, en Suisse, une brève manifestation antirhodésienne a marqué, vendredi après-midi, le début de la rencontre de tennis Suisse-Rhodésie comptant pour le deuxième tour de la Coupe Davis, zone européenne A. Les manifestants ont été immédiatement maîtrisés par des policiers. — (A.F.P., U.F.I., Reuter).

### La règle de la majorité

(Suite de la première page.)

Les dispositions annoncées par M. Smith offrent des garanties à la minorité européenne du pays : financières (avec un fonds combiné à l'étranger), physiques (les portefeuilles de l'intérieur et de la défense, dans le gouvernement intérimaire, seront attribués à des Blancs) et institutionnelles (avec une participation à la rédaction de la Constitution).

Enfin, M. Kissinger compte sur M. Smith et son parti pour participer à la mise en place de nouvelles institutions provisoires. M. Smith a lui-même dit vendredi soir qu'il espérait partager le privilège de continuer de jouer un rôle en aidant à guider la destinée de la Rhodésie. Mais il serait étonnant que les Africains acceptent de lui confier un portefeuille dans le futur conseil des ministres ou un siège au sein du Conseil d'Etat intérimaire. Tout en rejetant les responsabilités de ce qui va se passer sur Washington et sur Londres, le premier ministre rhodésien n'a pas caché ses doutes sur l'avenir en disant qu'il faudra attendre la fin de la période de transition « pour savoir si toute cette opération a réussi ou échoué ».

En attendant la réponse africaine, M. Smith a averti les « forces de sécurité » et ceux qui vivent dans les zones d'insécurité qu'il ne fallait pas s'attendre à une cessation immédiate des activités terroristes. Le ministre de l'intérieur a fait savoir de son côté que la loi n'avait pas changé et, en particulier, qu'aucun rassemblement ne pouvait se faire sans l'autorisation préalable de la police.



(Dessin de KONE.)

#### La réaction des nationalistes

Quant à la population africaine, il est probable qu'elle attendra que ses leaders se manifestent pour réagir. Le plus modéré d'entre eux — et celui qui passe pour obtenir les meilleures chances de partager le pouvoir au sein du gouvernement intérimaire, — M. Joshua Nkomo, devait regagner Salisbury samedi 25 septembre après plusieurs jours d'absence. Il devait, dès dimanche, réunir ses partisans à Bulawayo, la deuxième ville du pays, pour leur rendre compte de ses entretiens avec plusieurs chefs d'Etat africains et avec M. Kissinger. Il pourrait, à cette occasion, annoncer son ralliement au plan anglo-américain, que M. Nyerere, le président tanzanien, semble pour sa part avoir déjà accepté.

M. Chinamano, l'un des adjoints de M. Nkomo, a déjà indiqué que les propositions « contenaient des aspects positifs » et que son mouvement, l'Alliance nationale, était prêt « à prendre le document en considération ». En dépit de certaines réserves. Le Dr Gordon Chavunduka, un porte-parole de la tendance opposée de l'A.N.C. (celle qui est fidèle à Mgr Musorewa), a estimé que les propositions « étaient loin de répondre à nos demandes », mais qu'elles seraient examinées dimanche, lors d'une réunion de cette fraction à Salisbury. Un autre partisan de

Mgr Musorewa, M. Malianga (qui préside, en l'absence de l'évêque, l'assemblée dite militante de l'A.N.C.), a reproché aux propositions Kissinger leur « globalité » et leur « manque de clarté ».

Cinq mois de négociations et de démarches américaines ont donc débouché sur une démonstration de force (à Pretoria, il y a une semaine), et sont en passe de dénouer un des grands conflits d'Afrique australe. Il reste à voir si l'adhésion forcée du gouvernement Smith à un type de règlement qu'il n'a jamais souhaité, et les réticences d'une direction africaine divisée, ne seront pas un obstacle de trop grande taille à la « transition pacifique » voulue par le chef de la diplomatie américaine. Mais il semble déjà que le poids du « chef-ministre » ou ministre principal africain, l'emportera sur celui du président européen du Conseil d'Etat.

M. Smith n'a pas caché, d'autre part, qu'il s'attendait à des changements rapides. Deux ans pour rédiger une Constitution, « c'est plus qu'il n'en faut », a-t-il dit après avoir souhaité que la première étape de ce processus — la rencontre entre des représentants du gouvernement — et les leaders africains — se déroule « aussi vite que possible ». Le Rhodésien de Salisbury écrit que M. Smith espère la mise en place du Conseil d'Etat dans environ un mois.

S'il est encore trop tôt pour voir comment les Européens de

Rhodésie vont accueillir la nouvelle, il est clair qu'elle sera perçue comme un choc. Pour le public européen, le Rhodésien fait accompli. Le 7 septembre, M. Smith avait déclaré que la règle de la majorité serait un « désastre pour la Rhodésie », qu'elle signifierait que « le monde communiste prendrait la Rhodésie au détriment du monde libre ». A l'instant, une semaine plus tard, le congrès du Front rhodésien — le parti qui détient cinquante sièges européens sur soixante-six au Parlement de Salisbury — avait révisé du rôle de la règle de la majorité son thème central.

Mais on voit mal ce que pourrait faire la Communauté européenne sinon se résigner, à l'exemple de la classe politique et du gouvernement. M. Tim Gibbs, chef du Rhodésia Party (faction libérale de l'électorat européen), a félicité M. Smith pour les « pas réalistes » ainsi franchis. Pour Sir Roy Welensky, le dernier gouverneur de la Rhodésie, le fait évident que le gouvernement rhodésien a été soumis à de fortes pressions. M. John Strong, président de l'Union nationale des fermiers, a dit que compte tenu des problèmes économiques et militaires, les propositions étaient dans l'intérêt des fermiers rhodésiens et du pays. Le Parti du centre, un petit mouvement multiracial, a fait savoir que la décision du gouvernement et du Front rhodésien était « dans l'intérêt de tous. Nous et les Blancs ».

Les chefs de l'armée sont les mieux placés pour connaître les moyens de pression dont dispose Pretoria à leur égard. Déjà, en août, une cinquantaine de pilotes d'hélicoptères sud-africains, laissés à leur disposition après le retrait, en 1975, de la « police » sud-africaine, ont été rapatriés. L'Afrique du Sud contrôle le ravitaillement en armes et munitions de l'armée rhodésienne. Les officiers rhodésiens savent que « cet appel est vital ».

L'intervention légale de la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance tutélaire, laisse prévoir un dénouement assez rapide, ce qui souligne le caractère « chirurgical » de l'action diplomatique de M. Kissinger. Chaque année, c'est dans la deuxième semaine de novembre que la Chambre des communes reconduit les sanctions contre le régime de M. Smith. La date d'intervention, donc, est cette année, une semaine après les élections américaines. Si, à cette date, l'ancienne colonie est dotée d'un gouvernement à majorité africaine, les parlementaires britanniques auront alors l'occasion de lever légalement les sanctions contre Salisbury. Déjà, l'étape d'une conférence constitutionnelle est dépassée, puisqu'il n'est plus question de « rencontre » entre représentants des deux communautés. Des listes de noms auraient été déjà dressées, si l'on en croit certaines sources bien informées.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

### PRETORIA : la presse se félicite du rôle joué par M. Vorster

Johannesburg. — « L'Afrique australe s'est soudainement réveillée très différente ce matin. Pour cette raison, un espoir devrait renaitre chez tous ses habitants », lit-on dans un éditorial publié en première page du *Rama Daily Mail* samedi 25 septembre. Satisfait des décisions annoncées vendredi par M. Smith, le quotidien sud-africain tient en valeur le rôle joué par son premier ministre, M. Vorster. Il se félicite de ses efforts diplomatiques et reponssent l'idée qu'il ait pu utiliser des pressions telles que le chantage économique sur son homologue rhodésien.

L'organe officiel du parti national, *Die Transvaler*, citait M. Smith, titre dépendant : « On n'a pas été forcé de la main ».

Le nouveau quotidien anglophone proche du gouvernement, *The Citizen*, écrit de son côté : « Nous disons aux Rhodésiens que nous admirons leur courage et que nous avons été émus par leur bravoure. Mais il n'aurait pas été de leur intérêt et de celui

De notre correspondant

du sous-continent de continuer à se battre ».

Tandis que le quotidien africain *Belela* titre : « Adieu M. Smith, c'est la fin de l'U.D.I. » (Déclaration unilatérale d'indépendance), le *Rama Daily Mail* s'interroge sur les chances de succès du premier ministre rhodésien : « Maintenant, s'il n'est l'heure de l'apogée, les décisions de M. Smith sont loyales et pleines d'espoir. Elles auront une chance de réussir si les hommes d'Etat rhodésiens ont la possibilité. Elles peuvent être facilement entravées par les dissidences africaines, l'absence des Blancs ou des querelles dans l'un ou l'autre camp ».

Si M. Vorster a remis à plus tard le discours qu'il devait prononcer vendredi, plusieurs responsables politiques d'opposition tiennent déjà des leçons de l'affaire rhodésienne. M. Jeffie Basson,

député de l'United Party (opposition officielle), souhaite que l'opinion mondiale pèse du même poids sur l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain. L'Afrique du Sud n'a pas à être satisfait. Le cloche qui a sonné pour la Rhodésie sonnera bientôt plus fort et de façon plus intensive en Afrique du Sud.

« La réconciliation en Rhodésie, estime de son côté M. Colin Eglin, chef du Progressive Reform Party, enseigne deux choses à l'Afrique du Sud. Premièrement, c'en est fini de la domination blanche exclusive. Deuxièmement, nous ne pouvons pas nous permettre de nous aliéner les pays occidentaux quand les Soviétiques pénètrent toujours plus profondément en Afrique ».

Le vice-président du Labour Party, formation métisse, affirme, quant à lui, que « l'Afrique du Sud sera forcée de suivre le modèle rhodésien et de prendre les mêmes décisions, quelles que soient les circonstances ». — C. C.

#### SURPRISE ET SCEPTICISME A L'ONU

(De notre correspondant.)

Nations unies (New-York). — Des membres du Conseil de sécurité se sont discrètement consultés, vendredi 24 septembre, pour examiner la possibilité d'une prochaine levée des sanctions à l'encontre de la Rhodésie. M. Ian Smith, en effet, a exigé pour prix de son acceptation d'un régime majoritaire d'ici à deux ans la levée de l'embargo imposé contre son pays en application d'une résolution adoptée par le Conseil de sécurité en 1968. Il ressort de ces consultations que le Conseil de sécurité ne lèvera les sanctions qu'après avoir reçu les assurances les plus fermes et les plus précises concernant l'application du programme politique élaboré de concert par M. Kissinger et Smith.

La nouvelle du succès diplomatique de M. Kissinger a été accueillie par de nombreux diplomates avec surprise et par beaucoup d'Africains avec scepticisme. Nombre d'entre eux ne cachent pas leur méfiance à l'égard de M. Ian Smith, qui, selon un délégué, « avait déjà une fois donné son accord à un projet de mise en place d'un régime majoritaire puis l'avait retiré ». Les représentants africains que nous avons pu interroger veulent savoir : comment les accords seront appliqués, quelle sera la portée du Conseil de la couronne, et des représentants des mouvements nationalistes authentiques figureront-ils parmi eux ? Dans l'entourage de M. Waldheim, on se montre circospect et prudent. Beaucoup de diplomates attendent notamment les discours que M. Kissinger prononcera jeudi prochain devant l'Assemblée générale. — L. W.

### MOSCOU : l'agence Tass accuse les Etats-Unis de soutenir « le pouvoir vacillant des racistes »

A Moscou, l'agence Tass estime que les Etats-Unis veulent faire de la Rhodésie une sorte de « tampon » entre l'Afrique indépendante et l'Afrique du Sud. Dans sa dépêche datée de Maputo, l'agence se réfère à des milieux politiques du Mozambique. Selon elle, les Etats-Unis, qui soutiennent « le pouvoir vacillant des racistes rhodésiens », entendent « tenter d'arrêter la poussée du mouvement de libération nationale africain contre le principal bastion du racisme en Afrique, la République Sud-Africaine ». Elle déclare enfin que le « gouvernement mixte » prévu en Rhodésie par le plan Kissinger ne saurait comprendre que des éléments « ayant une attitude conciliatrice à l'égard du régime raciste ».

De notre correspondant

Moscou. — La présentation que donne l'agence Tass des nouvelles de Rhodésie ne surprend guère lorsqu'on voit les très violents articles consacrés depuis plus d'une semaine par la presse soviétique à la mission que s'est assignée M. Kissinger en Afrique australe. Jamais les commentaires soviétiques n'avaient été aussi durs et aussi sévères à l'égard du secrétaire d'Etat américain, qui a été dénoncé à plusieurs reprises comme l'un des meilleurs alliés des racistes de Salisbury et de Pretoria.

Le ton était très différent l'an dernier pendant les « navettes » de M. Kissinger au Proche-Orient pour favoriser la conclusion d'un accord partiel israélo-arabe. La presse soviétique avait observé le silence pendant les voyages du secrétaire d'Etat, se contentant de désapprouver l'accord, lorsqu'il avait été conclu. L'attitude adoptée cette fois-ci est diamétralement opposée, elle ressemble à une tentative de sabotage, à tel point d'ailleurs que l'ambassade américaine à Moscou a défilé une protestation verbale auprès du ministre soviétique des affaires étrangères, reprochant notamment à la presse de déformer systématiquement le

sens des initiatives du secrétaire d'Etat.

Les attaques lancées contre M. Kissinger vont très au-delà de la rhétorique anti-impérialiste habituelle : ici, en abondant toute prudence dans leur condamnation « prior des efforts américains, les Soviétiques indiquent clairement qu'ils n'entendent pas faciliter la recherche d'une solution grande et relativement pacifique, et qu'ils se placent aux côtés des éléments africains les plus radicaux. C'est en quelque sorte la confirmation de la nouvelle politique soviétique en Afrique australe, inaugurée par l'aide massive fournie en Angola.

L'acceptation du plan Kissinger par le gouvernement rhodésien va sans doute quelque peu échauffer les commentaires soviétiques. On n'oublie pas cependant à Moscou que le problème de la Rhodésie est sans doute le plus facile à régler dans le sud du continent, ne serait-ce qu'en raison de la faible population blanche sur ce territoire. Le cas de la République Sud-Africaine est autrement délicat et c'est surtout à celui-ci, estime-t-on, que pensent les stratèges soviétiques.

JACQUES AMALRIC.

jamais par divisions

LE NOUVEL

# Observateur

La pâmoison rétro. Les grandes figures de l'horreur.  
L'ennui comme mal absolu. Les monstrueuses rêveries autour  
du fusil et de la bombe. Ici et ailleurs.  
Les enfants de Lang et de Leni Riefenstahl.  
Et toujours... la demande de péplum.







## PROCHE-ORIENT

## Liban

M. Joumbatt aurait formulé des réserves  
au sujet du cessez-le-feu unilatéral  
décidé par les Palestiniens

Beyrouth (A.F.P.). — Le cessez-le-feu décrété unilatéralement par la résistance palestinienne en signe de bonne volonté à l'égard du nouveau président libanais, M. Sarkis, n'a pas permis de mettre fin aux combats.

La décision de la résistance palestinienne semble avoir été mal accueillie par M. Kamal Joumbatt, qui aurait formulé des réserves à ce sujet. Le chef de file de la gauche n'a pas participé jeudi à la réunion du commandement central palestinien, et a regagné son village natal de Mouchkara après s'être entretenu avec des dirigeants du P.F.L.

Vendredi soir, le Conseil politique central, qui regroupe l'ensemble des organisations de gauche, a estimé qu'un accord entre les différentes parties libanaises « doit précéder l'examen de toute autre question ». Le dialogue qui naîtra de la solution libano-libanaise, indique un communiqué, aboutira à une position unifiée au sujet de la présence palestinienne et de toutes les autres questions soulevées par le conflit.

Le Conseil politique central a

réaffirmé que « le retrait des forces palestino-progressistes de la montagne ne pouvait être envisagé que dans le cadre d'une solution politique globale comprenant notamment un retrait des troupes syriennes du Liban, ainsi que celui des forces de droite des positions qu'elles occupent dans le secteur ». Ce texte poursuit : « Personne ne peut évoquer la question du retrait de la montagne sans la participation du mouvement national. (...) La demande faite aux Palestiniens d'un retrait de la montagne laisse croire que la résistance palestinienne est la cause du conflit, alors qu'elle y a été entraînée par un complot. »

D'autre part, le Conseil déclare que si l'arrivée au pouvoir de M. Sarkis « constituait un pas positif, cela ne signifiait pas la solution de la crise libano-libanaise car si le nouveau président symbolise l'unité du pays, il ne peut représenter la légitimité vers un chef de gouvernement à ses côtés ».

Seïm M. Eholi, représentant de la Ligue arabe, M. Rachid Karim, premier ministre libanais, a présenté ce samedi sa démission au président Sarkis.

## DÉFENSE

## LA FRANCE ET LES MANŒUVRES DE L'OTAN

## DISCRÉTION...

Le gouvernement français a choisi de se montrer discret sur la participation de ses forces armées — notamment la marine nationale — à deux grandes manœuvres de l'OTAN en mer de Norvège et en Méditerranée. Le premier exercice, baptisé Teamwork 76 (Travail d'équipe 76), a lieu tous les quatre ans et il s'est achevé, lundi 20 septembre, avec le débarquement de fusiliers marins britanniques, américains et néerlandais en Norvège. La seconde manœuvre, dénommée Display Determination (Montrer sa détermination), a commencé le 24 septembre et prévoit, pendant une vingtaine de jours, une série d'opérations aériennes et navales en Méditerranée, suivies d'exercices amphibies et terrestres en Italie et en Turquie.

Neuf pays de l'OTAN, au total, ont participé à Teamwork 76, qui avait pour but de simuler l'arrivée de renforts alliés en cas d'agression extérieure sur le flanc nord de l'organisation atlantique. Cinq pays de l'OTAN devraient participer à Display Determination, dont Jobert est de simuler, sous le commandement en chef des forces alliées Sud-Europe, le réapprovisionnement par mer du flanc sud de l'OTAN.

Officiellement, la France, qui n'est pas membre de l'organisation militaire intégrée, pour faire valoir que la participation de ses forces armées à l'un et à l'autre de ces deux exercices reste symbolique. La preuve en est, pour ne prendre qu'un seul exemple, que la marine nationale s'est contentée de fournir, lors de la manœuvre Teamwork 76, huit dragueurs de mines qui ont ouvert un chenal en Manche et en mer du Nord à un convoi de deux cent cinquante navires alliés — pour la plupart américains, — qui composaient une colonne de renforts vers la Norvège.

C'est une participation modeste, comme toute, mais c'est une participation sur laquelle les autorités françaises hésitent à donner davantage de renseignements de crainte, sans doute qu'à l'occasion de ces manœuvres alliées le gouvernement ne soit, une nouvelle fois, accusé de vouloir se rapprocher, plus étroitement de l'OTAN. Or, sur ce point précis, le président de la République s'est fait récemment communiquer un dossier du ministère de la Défense qui montre que la France participe, aujourd'hui, à autant, sinon moins, d'exercices annuels de l'organisation atlantique que du temps du général de Gaulle et de Georges Pompidou.

En revanche, le thème et le lieu des manœuvres alliées auxquelles la France choisit de participer sont intéressants à analyser. Teamwork 76 et Display Determination ont ceci de commun que ces deux opérations ont notamment pour but le contrôle naval et aérien des lignes de communications dans des zones — le nord et le sud du dispositif militaire allié — jugées actuellement « sensibles » ou vulnérables par l'ensemble des états-majors occidentaux.

Bref, il s'agit de considérations géostratégiques que le gouvernement français semble partager avec l'OTAN. Des stratégies de l'Institut des hautes études de défense nationale ont, du reste, retenu pour thème de leurs réflexions, cette année, la protection des liaisons nord et sud de l'Europe, et, de son côté, l'ancien chef d'état-major de la marine nationale, l'amiral Albert Joire-Nourens, aujourd'hui conseiller d'Etat, n'a pas démenti, en son dernier, que la France s'associerait à une réaction multinationale et concertée — aux côtés de ses alliés — de défense contre toute agression de ses lignes commerciales d'approvisionnement énergétique.

J. L.

## A travers le monde

palements illégaux qu'aurait effectués la société Lockheed, en R.F.A. — (A.F.P.)

## Éthiopie

LE COMMANDANT MENGISTU HAILE MARIAM, vice-président du conseil militaire provisoire éthiopien, a fait une mise au point sur l'incident perpétré contre lui jeudi (le Monde du 25 septembre) en donnant vendredi à Addis-Abeba une conférence de presse. Il a indiqué qu'il avait été blessé par balle, ainsi qu'un de ses « collègues », sans préciser les circonstances de l'attentat. Le commandant parle, selon l'agence éthiopienne, se mouvant librement après qu'on lui eut enlevé une balle de la jambe. — (A.F.P.)

## Iran

A LA VILLE DU VOYAGE EN IRAN du président Valéry

Giscard d'Estaing (du 4 au 7 octobre), la section française d'Amnesty International dénonce le « totalitarisme de plus en plus violent » qui sévit en Iran. Le communiqué engage l'opinion publique française à rester vigilante vis-à-vis d'un pays dont « l'ambition déclarée est de devenir rapidement une grande nation ouverte à tous les progrès de l'économie moderne, tout en défendant ses citoyens les droits et les libertés fondamentales à la liberté individuelle ».

## Maroc

UN PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE ESPAGNOL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES a annoncé vendredi 24 septembre les informations diffusées par une agence espagnole selon lesquelles le roi Hassan II du Maroc pourrait être prochainement hospitalisé dans une clinique de Madrid.

(Publicité)

la lettre  
de Michel Jobert

Septembre 1976

L'INDISPENSABLE RECOURS

n° 24

Ainsi, nous avons changé de gouvernement : à peine. Ainsi, nous allons changer de politique : est-ce sûr ? Après avoir brossé depuis deux ans l'illusion d'un impudique et quelques recettes pour attraper les gogos, voilà que l'essentiel apparaît aux aveugles qui dirigent : l'infatigable ! La lumière leur parvient avec un tel retard ! Et s'ils apercevaient que, dans leur ombre, ils sont désormais impuissants ?

Un triste spectacle

Ce qui vient de se passer souligne l'idée qu'ils se font du citoyen. Pendant deux ans, liés par un pacte électoral qui fut pour l'un d'eux comme une sorte de trahison vis-à-vis de ses amis politiques, le président de la République et le premier ministre se démolissaient les uns les autres dans la considération et de l'ambition. Ils viennent de se séparer comme deux adolescents rageurs, l'un plus contourné que l'autre, il est vrai. Quel triste spectacle, quel médiocre événement ! Il paraît que leurs ambitions, désormais rivales, se faisaient une ombre insupportable. Que ne l'ont-ils dit tout de suite !

Pour arranger quelques situations

Voilà qu'ils ont dénoué leur petit échec d'intrigues et de méfiances. Le héros de la droite et de l'U.D.R. se retire en Corbière pour y apprendre la difficulté et la solitude. Le héros de la gauche et de la société libérale avancée reste maître du terrain qu'il a débarrassé des ergots d'un coquelicot présomptueux. Mais le terrain n'est pas beau à voir, châtigné par leurs esquives et leurs piteux mensonges.

L'Evangile respecté évidemment

Il se trouvera encore cent rouches pour parler de l'intérêt national, alors qu'on a allègrement dansé sans s'en soucier. On va d'abord l'invoquer pour justifier ce qui arrange quelques situations. Comme dans les beaux entretiens, chacun déposera des fleurs sur l'indispensable qui d'ailleurs il faudra à l'ancien premier ministre s'endormir dans les parfums de l'ingratitude. Car la vie doit continuer, même sans lui. Et elle continuera, avinée, inventée de sourires, de formules, d'interprétations, de références.

La désinvolture

Il se trouvera toujours un grand prêtre pour venir jurer, la main sur le cœur, que la nouvelle équipe illustre parfaitement les saintes évangiles, que l'ancien avait d'ailleurs entièrement respectés. Laissons tous ces messeurs à ces conforts intellectuels qu'ils se bâtissent aisément. Souhaitons seulement qu'ils abusent toujours moins de braves cœurs.

Un homme en péril

De ces médiocres comédies, « La Lettre », depuis deux ans, nous n'avons guère été dupes. Les vingt-trois numéros précédents sont à votre disposition, y compris celui indiquant comment finirait le premier gouvernement de ce septennat. Sans doute « Mions-nous pas en phase avec les commentaires du moment. Mais n'était-il pas préférable de voir juste et de n'être pas finalement ridicules ?

D'autres aussi parlent de l'avenir

Revenons à l'essentiel, encore qu'il n'ait pas été inutile de souligner la désinvolture qu'expriment, à l'égard du public, ces jeux de l'ambition, ni surpuissant de rappeler qu'un peu de rigueur rendrait quand même meilleur visage à quelques responsables politiques.

Le souci de plaire

Un homme est aujourd'hui en péril et virtuellement condamné : le président de la République. Parti d'une victoire électorale acquise de justesse, il a en deux ans gâché la plupart de ses chances et terni son image chez ses propres partisans. Deux ans d'immobilisme ou de désastres économiques, quelles que soient les précautions ou les présentations dont on puisse user. Deux ans de handicap désormais pour réussir un pari, déjà hasardeux au départ. Derrière lui se régalent ceux qui ont peur de l'avenir, les plus effrayés cherchent même avec angoisse d'autres recours. Et pour la compétence économique qu'on lui suppose, il renvoie aujourd'hui ses serviteurs, pour se vouer au mérite du « meilleur économiste français », son premier ministre. Il est bien tard. Son savoir-faire politique, peut-être clinquant, aurait pu, bien orienté, porter, voici deux ans, les Français, informés sans détour, vers l'effort et son corollaire, la véritable solidarité.

Des tranquillités

Mais ce temps disponible et confiant n'est plus : chacun s'est entouré de scepticismes et d'angoisses. D'autres aussi se sont mis à parler de l'avenir, mieux peut-être, au point qu'il ne suffit plus de brandir les épouvantails habituels pour empêcher une partie du public d'entendre leur discours.

Un nouveau comportement pour le citoyen

Que de chances gâchées par le souci de plaire, sans regarder le prix payé ! Mais il serait injuste de s'en tenir à cette analyse. Ce serait oublier les efforts, un peu pathétiques, qui ont été faits pour donner à la majorité — c'est-à-dire la droite — un autre visage. Ces efforts ont échoué, avec « le changement », « la réforme ».

Etre ailleurs

Contre leur intérêt à long terme, les mieux établis dans la société n'entendent pas laisser, même au président de la République, une marge de manœuvre suffisante. Faute d'en avoir su convaincre les siens ou de leur avoir imposé, le président de la République ne peut désormais qu'essayer de durer.

Le recours

Sauf à la Providence, bien ou mal avisée (on en jugera selon ses préférences), lui gâché, dans son jeu actuel, quelques bonnes cartes. Maintenir les élections législatives à leur date normale est un acte de folie en cette intervention. Mais le temps, jusqu'ici, n'a pas été gâché homme. Les tensions et les blocages dont souffre notre société apparaissent davantage dans une situation économique précise et au travers des mesures sévères qu'elle impose. Les hommes politiques professent que toute difficulté finalement s'estompe et que les périls se dissipent. Peut-être parce qu'ils ont une aptitude particulière à s'en accommoder, et qu'ils croient, en regardant leur cas particulier, constater une amélioration générale. Cet optimisme impavide qui est sans doute de rigueur, peut aussi ressembler à de l'aveuglement.

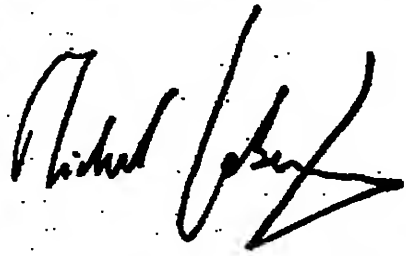
Peser

Tout cela, le personnel politique le sait bien. Mais tant que cela dure ! Et puis on s'administre des tranquillités comme ceux-ci : « Mais Giscard fera finalement affaire avec Mitterrand, vous ne voyez pas qu'ils manœuvrent subtilement pour cela depuis des mois ! », ou bien « Jamais les Américains ne permettront la venue de la gauche au pouvoir », ou encore : « La gauche échouera en six mois et il faudra bien qu'elle parle, de gré ou de force. » Tous ces raisonnements et cette politique qui accompagnent le collectivisme, nous affirmons qu'il ne faut surtout pas choisir, nous pensons être utiles au pays, à notre temps. Comme nous le sommes en proposant aux citoyens, ou, un recours entre ces deux désarrois, l'un qui se bouscule sous nos yeux, l'autre qui attend en coulisse.

Le recours, ce n'est pas un homme qui parle fort, ou un homme à la parole suave. Le recours, ce n'est, pas ici ou là, la ton « gaillarde » d'un discours ou la référence faite à une phrase du général. C'est beaucoup plus sérieux. Le véritable recours, c'est l'attitude volontaire du citoyen qui réclame que la responsabilité lui soit déléguée autant qu'il peut l'assumer. Le recours, c'est cette attitude nouvelle en politique, qui se débarrasse des mythes et des idéologies, et s'applique à mettre la démocratie entre les mains d'un citoyen responsable.

Le recours, c'est la démocratie vivante, et non plus cette démocratie déglutée à des spécialistes, cumulant les mandats et incapables de justifier cet accaparement qui décourage au lieu de lui servir. Le recours, c'est plus d'hommes et de femmes dévoués à l'organisation et à l'essor de leur collectivité de travail et de résidence. Le recours, il a un visage : votre responsabilité.

Les militants du Mouvement l'ont bien compris. Et ceux qui ont voté pour nos candidats. Peut-être marquaient-ils aujourd'hui, néanmoins, l'indifférence. Décidés en tout cas à peser sur l'un ou l'autre camp, gauche ou droite, peu importe, pour le forcer à garantir une démocratie que des citoyens accepteraient de défendre comme la meilleure part d'eux-mêmes. Etre ailleurs, c'est cela. Ce n'est ni vague ni impossible.



Témoignez-nous votre intérêt ou votre appui en vous abonnant à :

« La lettre de Michel Jobert ».

Les Comités de Paris du Mouvement des Démocrates  
49, quai de Grenelle 75015 PARIS - Tél. 579-54-80

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A adresser à : LA LETTRE DE MICHEL JOBERT  
108, quai Bérliot - 75016 PARIS  
C.C.P. N° 34.541.31 - La Source

NOM ..... Prénom ..... Profession .....  
Adresse .....  
JE SOUSCRIS ..... ABONNEMENT (S) de ..... F. et vous adresse ci-joint le  
somme de ..... francs par .....  
Abonnement d'un an : pour la France 60 F. Abonnement de soutien 150 F. et plus  
pour l'étranger 100 F.



## POLITIQUE

### AU PARTI RADICAL

#### Retour de M. Servan-Schreiber place de Valois

Le comité directeur du parti radical a siégé vendredi 24 septembre sous la présidence de M. Gabriel Périot, en présence des membres du gouvernement appartenant à la formation et de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien président. Depuis le congrès de Lyon, qui s'était tenu en novembre 1975 par la victoire de M. Périot sur Mme Françoise Giroud, soutenue par les amis de M. Servan-Schreiber, l'ancien président n'avait pratiquement plus participé aux travaux des instances dirigeantes. Ces « retrouvailles » — que M. Périot qualifiait vendredi d'« excellente chose » — pour- raient laisser prévoir un prochain congrès plus unitaire que le précédent. La question qui se pose pour la direction actuelle est en effet de savoir si son mandat sera remis en cause aux élections qui se tiendront à Vichy le premier week-end de décembre et quelles sont les intentions réelles des dirigeants précédents ou d'un candidat possible comme M. Michel Durafour. Paradoxalement, l'élection de M. Périot au gouvernement paraît renforcer sa position à la présidence du parti radical : d'une part, l'ancien secrétaire d'Etat est désormais plus disponible pour la Place de Valois ; d'autre part, ses concurrents potentiels peuvent hésiter à lui créer de nouvelles contrariétés dans l'immédiat.

Sans doute parce que « tout le monde était là », les débats du

comité directeur ont été animés, vendredi, et il a fallu plus d'une heure à une commission « ad hoc » mise en place au terme des travaux pour rédiger une motion de synthèse. Deux textes étaient, en effet, en présence, l'un présenté par M. Jean-Claude Collin, vice-président, l'autre par M. Philippe Delpech (Yvelines). Ce dernier texte reprenait pour l'essentiel les propositions formulées en matière de lutte contre l'inflation par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber dans l'ouvrage qu'il a publié récemment sous le titre *« L'Arme de la confiance »* ; il comportait des réserves sur l'efficacité du plan de M. Raymond Barre et des remarques sur son caractère électoral.

La déclaration finalement adoptée affirme notamment : « Désormais, non-déjà de la politique anti-inflationniste — et à mesure de ses résultats, — il faut engager résolument les réformes profondes définies par le Manifeste radical, et principalement : un préambule équilibré de la collectivité sur les grandes fortunes et leur transmission, une véritable clarté fiscale, un emploi de l'argent public par la voie des besoins immédiats des Français... » La motion prévoit aussi que l'étude des sept propositions contenues dans le livre de M. Servan-Schreiber (*Le Monde* du 11 septembre) sera à l'ordre du jour du congrès de Vichy.

N. J. B.

#### Le Conseil supérieur des Français de l'étranger a pris acte des mesures du gouvernement en faveur des expatriés

Le Conseil supérieur des Français de l'étranger a terminé vendredi soir 24 septembre en élanant son nouveau bureau. Le sénateur Pierre Croze, représentant les Français d'Afrique, succède comme premier vice-président (le président est d'office le ministre des affaires étrangères) au sénateur Jacques Habert, dont le mandat venait à expiration.

Le conseil a notamment émis le vœu que sa composition soit plus représentative. Le C.S.F.E. comprend 120 membres, dont 12 de droit, choisis par le ministre et 98 désignés dans le monde entier par les associations de Français de l'étranger. Là où ces associations sont interdites (c'est le cas dans les pays communistes et dans la plupart des pays francophones d'Afrique), les membres du conseil sont nommés

par le ministre. Le conseil demande au gouvernement de faire des démarches par la voie diplomatique pour que ces associations soient autorisées partout. Il demande, d'autre part, que les représentants au conseil soient désignés directement par les membres des associations et non par des votes à plusieurs degrés.

Réuni depuis mardi 21 septembre au palais du Luxembourg, le conseil a accueilli avec satisfaction les mesures sociales, fiscales et scolaires décidées par le gouvernement le 22 juin dernier, et qui font l'objet de projets de loi dont la discussion au Parlement est imminente. Il a d'ailleurs rendu hommage à M. Chirac. Le C.S.F.E. voudrait cependant compléter les mesures gouvernementales et souhaite, en particulier, que la possibilité d'adhésion volontaire au régime français de la sécurité sociale soit étendue à tous les Français de l'étranger et non réservée aux seuls salariés.

Le conseil a pris acte de l'intention du gouvernement, exprimée le 24 juin par M. Giscard d'Estaing au cours de son voyage à Londres, de « rendre progressivement » à la gratuité de l'enseignement pour les jeunes Français de l'étranger. Quarante-sept nouveaux postes d'enseignants ont été créés pour les établissements français de l'étranger (c'est-à-dire en dehors des anciens territoires français d'outre-mer).

Le conseil a pris acte également des mesures décidées pour améliorer l'information des Français allant à l'étranger, notamment la création récente du Service national pour l'emploi à l'étranger. Mais il a déploré l'insuffisance du rayonnement et de la qualité des programmes de Radio-France-International, qui n'atteint que l'Afrique et le Proche-Orient et, depuis une date récente, l'est de l'Amérique du Nord (avec, dans ce dernier cas, un programme non adapté aux fuseaux horaires).

Le conseil a été informé des efforts du gouvernement pour faire libérer des Français retenus prisonniers. Le gouvernement aurait notamment l'assurance que M. et Mme Claude sont en bonne santé, mais il ne veut donner aucune précision sur les démarches qu'il poursuit pour obtenir leur libération.

Enfin le conseil a été informé des mesures prises pour les Français rapatriés. La commission d'urgence des Français rapatriés gère cinquante-trois centres d'accueil, dont trente-huit ont été créés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1976. Au cours des douze derniers mois, onze mille personnes ont transité dans ces centres, huit mille venant du Vietnam, du Cambodge, et les autres de divers pays, notamment du Laos (où les départs se multiplient) et de Madagascar. Quatre mille cinq cents de ces rapatriés ont été réinsérés dans la vie active, mais six mille cinq cents sont encore dans les centres d'hébergement. Le conseil s'est préoccupé du sort des huit mille Français du Liban, dont beaucoup sont actuellement dispersés dans différents pays du Proche-Orient. Il souhaite que le bénéfice des indemnités aux rapatriés, aujourd'hui réservé par la loi aux Français rapatriés avant le 1<sup>er</sup> juin 1970, soit étendu à tous les rapatriés.

MAURICE DELARUE.

#### M. GISCARD D'ESTAING A REMIS LES INSIGNES DE LA LÉGION D'HONNEUR A M. DE GUINGAUD

M. Valéry Giscard d'Estaing a remis vendredi après-midi 24 septembre, au palais de l'Élysée, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur à titre militaire à M. Louis de Guingaud, ministre des affaires étrangères, pour sa participation aux combats de 1944-1945 en Italie et en Alsace. M. de Guingaud, qui était capitaine au 4<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, fut grièvement blessé, en février 1945, à Rottach, lors des combats pour la libération de Colmar.

Le chef de l'Etat a déclaré : « Il est bon pour la diplomatie française d'avoir à sa tête un homme qui a versé son sang dans des combats où ce qui était en cause était la dignité et l'indépendance de la France. La tradition républicaine veut que l'on ne décore pas les ministres, mais c'est le combattant qui est décoré aujourd'hui. »

M. Valéry Giscard d'Estaing recevra, à déjeuner, lundi 27 septembre, M. Raymond Barre, premier ministre, entouré des quatre ministres qui sont en même temps les chefs de file des formations de la majorité : MM. Guichard, U.D.R. ; Pontonowski, R.I. ; Lecanuet, C.D.S. ; et Durafour, Rad. M. Robert Boulin, ministre chargé des relations avec le Parlement, sera également présent.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., député de la Dordogne, a commenté vendredi 24 septembre, dans *Sud-Ouest*, la décision de M. Jean-Louis Soustelle, conseiller général de Périgueux-Est, de rompre avec la majorité présidentielle et de rejoindre l'opposition (*Le Monde* du 24 septembre) : « Rien ne laissait prévoir qu'il pût soudain choisir l'opposition avec le parti communiste. Même si cette démarche est sinistre, même si elle n'est pas guidée par de simples soucis électoraux ou le désir de se faire connaître, il s'agit là d'une attitude peu conforme aux règles de la morale politique. (...) Mes amis et moi le combattons désormais comme un adversaire. »

### La préparation des élections municipales

#### M. VERTADIER (U.D.R.) MAIRE DE POITIERS NE SE REPRÉSENTERA PAS

(De notre correspondant.)

Poitiers. — M. Pierre Vertadier, maire (U.D.R.) de Poitiers depuis 1965, ancien secrétaire d'Etat, a annoncé vendredi 24 septembre qu'il ne serait pas candidat aux élections municipales de 1977. L'ancien député, qui avait été battu aux élections cantonales de mars 1976, a indiqué qu'il apporterait son soutien à une liste conduite « par un membre de l'équipe » de M. Jean-Yves Charnaud (U.D.R.), adjoint au maire, conseiller général de Poitiers-4. A fait connaître son intention de constituer une liste d'union.

#### M. JOBERT SE DÉCLARE « TÊTÉ »

(De notre correspondant.)

Nice. — Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée le vendredi 24 septembre à Nice, M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a notamment confirmé que son parti essaierait de constituer des listes aux élections municipales « partout où cela sera possible ». « Nous sommes ouverts de tous les côtés », a-t-il précisé. Interrogé sur ses intentions électorales personnelles, M. Jobert n'a pas caché qu'il était « très tenté par les municipales », mais qu'il ne pouvait pas, en raison des responsabilités qu'il avait prises, « se faire battre ».

Le président du Mouvement des démocrates n'a pas démenti les rumeurs concernant son éventuelle candidature à Grasse (Alpes-Maritimes) et a précisé que s'il se présentait aux municipales « cela voudrait dire qu'il ne se présenterait pas à une élection législative ».

L'ancien ministre des affaires étrangères a également admis que son long séjour à l'étranger était d'être candidat aux élections présidentielles de 1981. « C'est un long chemin que nous avons entamé, a-t-il dit, il peut aboutir ou ne pas aboutir. »

M. Louis Pradel, maire de Lyon, a été hospitalisé, jeudi 23 septembre, à l'hôtel-Dieu, où il a été admis dans le service de gastro-entérologie. M. Pradel, qui avait décidé de reporter du 27 septembre au 4 octobre la réunion du conseil municipal, a indiqué à son personnel qu'il regagnera sa mairie mardi.

## AUTOMOBILE

### PRÉSENTÉE PAR VOLKSWAGEN AU SALON DE PARIS

#### La Golf à moteur Diesel sera-t-elle l'événement automobile de l'année ?

Volkswagen présentera au prochain Salon de l'automobile de Paris (11 rue Golf équipée d'un moteur Diesel de 6 CV. La firme allemande — dont c'est la première incursion sur le marché des voitures particulières à combustion — ne cache pas son intention de devenir rapidement le premier constructeur de petits moteurs Diesel rapides : une production quotidienne de deux mille unités est déjà envisagée à l'usine de Salzgitter. Si Mercedes et Opel ne sont pas encore menacés, Peugeot a désormais à affronter la Golf Diesel, dont les portes ne cotent que 33 800 F. Le 3000 F. de la Golf Diesel, la 304 diesel. La commercialisation est prévue à la fin du mois d'octobre.

Le premier atout de la Golf Diesel est son économie : les consommations annoncées (normes U.T.A.C.) sont de 5,4 litres à 90 km/h, 7,8 litres à 120 km/h et 9,9 litres en ville, le carburant utilisé étant bien entendu, le gasoil à 130 F le litre (2). Ainsi, avec un réservoir plein (58,5 F), il est désormais possible de rejoindre Paris à Marseille sans ravitailler, par la route, et de circuler encore une cinquantaine de kilomètres en ville avant la panne sèche. La différence de prix entre la Golf Diesel et le modèle similaire à essence, 3010 F, pourra être rapidement amortie, même dans le cas d'une utilisation purement familiale. Lors de l'étude du diesel, Volkswagen s'est fixé un objectif rigoureux : offrir à l'acheteur un véhicule de puissance équivalente à celle du même modèle à essence. Cette volonté du constructeur allemand est d'autant plus louable que, jusqu'à présent, ses concurrents néglaient quelque peu la sécurité active (faiblesse des reprises, manque de puissance) en se retranchant derrière une adaptation nécessaire de l'homme à la machine. La nouvelle Golf à la même puissance (50 CV DIN) et les mêmes accélérations que la Golf à CV à essence. Sa vitesse de pointe est la même (140 km/h) et sa souplesse devrait être supérieure (couple maximal : 82 mkg à 3 000 tours-minute). Rappelons qu'un diesel a un couple presque constant, quel que soit le régime. Ses performances en font donc le véhicule diesel le plus sûr et l'un

des plus rapides de la production mondiale.

La critique majeure avancée à l'encontre du diesel, à savoir le manque de nervosité, étant éliminée, Volkswagen s'est préoccupée des nuisances inhérentes à ce type de moteur. La firme assure que le niveau sonore intérieur, à vitesse moyenne, n'est pas supérieur à celui de la Golf à essence. Quant aux vibrations et aux odeurs, un prochain essai devrait nous rassurer. Le constructeur ne s'est pas lancé à l'aveuglette dans l'avenir du diesel : le parc français des voitures de ce type, pour ne prendre que cet exemple, a été limité par la loi de 1970. Il est actuellement de quatre cent mille véhicules ; en Allemagne fédérale, où le gasoil coûte plus cher que l'essence, il est de 1,5 million. Le constructeur allemand est satisfait « naturellement » aux législations antipollution, et que le renforcement de ces dernières jouera de plus en plus en sa faveur.

Pour ses premiers pas dans le marché du diesel, Volkswagen a choisi d'attaquer directement la gamme la plus populaire, celle des 6 CV et 7 CV. Si les données du constructeur sont exactes, nous les vérifierons : la Golf Diesel sera, pour l'automobile, l'événement de l'année.

MICHEL BERNARD.

(1) Du 7 au 17 octobre, à la Porte de Versailles.  
(2) Nouveau prix, à Paris, fixé par le programme gouvernemental de lutte contre l'inflation.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### QUALITÉ DE LA VIE

#### Le conseil général de l'Isère demande au gouvernement de surseoir au projet Super-Phénix

De notre correspondant

Grenoble. — Réuni le jeudi 23 et le vendredi 24 septembre en session extraordinaire, le conseil général de l'Isère a ouvert un grand débat sur la politique énergétique nucléaire française. Pour la première fois, les responsables de l'U.D.R. et du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), les scientifiques opposés à la construction de la centrale de Creys-Malville (Isère) et les élus des collectivités locales, engagés dans un dialogue qui devait permettre à l'assemblée départementale de se prononcer pour ou contre le surseoir de 1200 mégawatts.

Présentant le projet, les ingénieurs d'E.D.F. essayèrent de rassurer les élus départementaux inquiétés devant les quantités importantes de plutonium (4,5 t) et de sodium (5 600 t) nécessaires au fonctionnement de cette centrale à neutrons rapides. Selon M. Vendryes, délégué aux applications industrielles nucléaires au C.E.A., « la centrale de Creys-Malville sera celle où la sécurité sera la mieux assurée, grâce à la multiplication des barrières entre le réacteur et le milieu extérieur, les systèmes de sécurité ayant été doublés ou triplés ».

M. Saitovsky, directeur technique de la société chargée de la conception de Super-Phénix, la NECSA, estime que « ceux qui envisagent l'éventualité d'une « excursion nucléaire » sont des amateurs de sensationnel ». Selon lui, cet accident ne pourrait se produire qu'à la suite de six défaillances simultanées de l'appareillage de la centrale. « C'est un point à la limite de l'imaginable », devait-il ajouter.

#### « Une technologie maîtrisée »

Ce n'est pas l'avis du professeur de biologie végétale de l'université de Lyon, M. Philippe Lebreton, pour qui les risques potentiels sont beaucoup plus grands dans Super-Phénix que dans les autres types de centrales nucléaires. « La technique des surgénérateurs, pour être acceptable au plan de la sûreté, est soumise à la perfection, et la perfection n'est pas de ce monde. »

Selon M. Alexis Delon, délégué général d'E.D.F. pour les orientations à long terme, la France possède dans le domaine des surgénérateurs une nette avance sur ses concurrents. Tout mois de retard dans la construction de

Malville porterait atteinte à la crédibilité de la filière française. En possession de ces éléments d'information, et après avoir reçu l'avis des représentants des différents ministères intéressés par la construction de Super-Phénix, les conseillers généraux de l'Isère purent engager un débat sur la construction de la centrale de Creys-Malville, dont les décrets de déclaration d'utilité publique et d'autorisation de création n'ont pas encore été signés par le premier ministre. Alors que les travaux doivent débuter dans quelques semaines, le groupe de la majorité insistait sur la nécessité de « ne pas compromettre la sûreté internationale de Super-Phénix ». M. Jean Boyer, député et conseiller général de la Côte-Saint-André, devait déclarer : « Notre technologie est maîtrisée, elle doit être exploitée ».

Les conseillers généraux communistes et socialistes dénoncèrent pour leur part le démantèlement du Commissariat à l'énergie atomique et l'emprise « sans cesse plus grande du privé dans le secteur nucléaire ». Ce qui, ajoutait, estime le groupe socialiste, « dépossède la nation du contrôle d'un tel enjeu et à transférer progressivement à l'industrie

privée française, puis internationale, les connaissances technologiques acquises ». Il devait noter à ce sujet la position minoritaire du C.E.A. dans la société Novatome, créée par Cressat-Loire et Alstom pour réaliser Super-Phénix en collaboration avec des sociétés allemandes et italiennes.

Après quatorze heures de débat, les cinquante conseillers généraux de l'Isère se sont prononcés sur une motion présentée par l'U.D.R. et les républicains indépendants, les socialistes et les communistes. La motion du groupe socialiste — le plus nombreux au conseil général de l'Isère, où il dispose de dix-neuf sièges — a été adoptée malgré l'abstention des communistes et le vote négatif du groupe de la majorité. Dans cet avis, le conseil général — qui n'a en cette matière qu'un « pouvoir moral », devait préciser son président, M. Louis Mémeas — demande au gouvernement de surseoir au projet de construction de Super-Phénix tant qu'il n'aura pas accepté la procédure de vote d'une loi-cadre nucléaire et de préparer un « débat parlementaire auquel le pays a droit avant de poursuivre un effort de cette ampleur ».

CLAUDE FRANÇILLON.

#### Les documents dérobés à la préfecture de Grenoble

#### Des secrets... de 1962

Des photocopies de documents officiels concernant les plans Orsec et Orsecrad (Orsec Radiation), documents qui avaient été dérobés dans les locaux de la Sécurité civile à la préfecture de l'Isère, à Grenoble, le 18 septembre, ont été remises à la presse le 24 septembre.

Certains de ces documents portent la mention « Diffusion restreinte » et l'un d'eux (instructions du préfet au commandant du corps des sapeurs-pompiers de Grenoble) a été remis à l'alerte Orsec. La mention manuscrite « Secret » de ce dernier texte, long de six feuillets, porte la date du 3 mars 1963. Le dossier le plus récent est daté, lui, du 12 février 1976. Toutes ces photocopies portent des entêtes officielles (ministère de l'intérieur, secrétariat général à la défense nationale, service national de la protection civile, délégué militaire départemental, etc.).

Deux des documents, respectivement datés du 1<sup>er</sup> août

1966 et du 15 juin 1967, rappellent les instructions sur la conduite à tenir en cas d'« incidents » survenant sur une base militaire dotée d'armes nucléaires, ou d'accident en vol d'appareils porteurs d'armes atomiques.

D'autre part, notre correspondant à Grenoble nous indique que le préfet de l'Isère a adressé, le 23 septembre, à tous les conseillers généraux du département une liasse de quatre documents concernant le plan Orsecrad. Il semblerait qu'il s'agisse d'une synthèse des différents dossiers qui étaient éparpillés dans les manifestations Orsec. On peut y lire, en effet, après l'énoncé des généralités intéressant le plan d'alerte, un inventaire des moyens nationaux de détection et d'analyse, puis des moyens départementaux disponibles (effectifs en personnel, matériels, etc.), et enfin, une note sur les mesures de sécurité à mettre en œuvre lors des transports de matières radioactives.

### Ile-de-France

#### Un maire pour Paris en 1977 : les groupes de la majorité cherchent un terrain d'entente

Des négociations vont s'ouvrir au début du mois d'octobre entre les deux tendances qui composent dans la capitale la majorité présidentielle. Paris-Majorité, dominée par M. Pierre Bas, député et conseiller de Paris U.D.R., et Paris-Avenir, groupant les fédérations de Paris des républicains indépendants, des centristes et du parti radical et présidé par M. Jacques Dominati.

« Il n'y aura pas d'entente à l'importer quel prix », a déclaré vendredi 24 septembre, M. Pierre Bas, qui préconise « la constitution de listes d'union qui établissent un équilibre harmonieux entre les diverses tendances de la majorité ».

Le président du groupe Paris-Majorité a affirmé : « Nous sommes bien obligés d'occuper le terrain, car il ne faut pas laisser la chaîne vide. C'est pourquoi l'avancé, lundi 20 septembre, le nom de Christian de La Malène, rapporteur général du budget, que je considère comme le meilleur actuellement pour briser le pacte de maire de Paris. Mais cela ne peut pas être que je regretterais la candidature de M. Pierre-Christian Taittinger (R.I., secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) s'il se déclarait candidat officiellement ». M. Pierre Bas insiste en outre sur le fait qu'il est « prêt à se battre pour M. Christian de La Malène » et a-t-il ajouté : « Si le président de la République s'y oppose, cela posera un problème ».

Enfin, le groupe Paris-Majorité s'est félicité de « la transformation » de la capitale « qu'il a conduites depuis douze ans ». M. Bertrand de Malgouy (R.I.), vice-président du conseil de Paris, déclarait vendredi 24 septembre : « La campagne électorale n'est pas lancée. Et les citoyens sont agacés par les joutes politiques incessantes, et il a

précisé : « Les Parisiens se sont manifestés à l'occasion de la campagne de 1974, le candidat de la majorité devait être une personnalité soutenant pleinement la politique du chef de l'Etat et décidée à poursuivre l'œuvre de réforme de l'urbanisme parisien engagée depuis deux ans ».

#### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### M. LECANUET : il faut réduire les inégalités entre les régions.

« En me confiant la responsabilité du Plan et de l'aménagement du territoire avec rang de ministre d'Etat, a déclaré M. Lecanuet, vendredi 24 septembre, au cours de son premier entretien avec la presse spécialisée, le président de la République n'a nullement obéi à quelque considération de dosage politique, il a voulu marquer sa volonté de donner un plan particulier à l'exécution du Plan et aux procédures d'aménagement du territoire en vue de réduire les inégalités entre les régions et les inégalités sociales. Le pouvoir politique que je représente est là pour harmoniser ces deux actions. »

Le ministre d'Etat voit dans la mission qui lui a été confiée un double objectif : donner une impulsion à la croissance et lutter contre l'inflation. « Cette lutte est déjà inscrite dans le Plan, a ajouté M. Lecanuet. Quant à l'aménagement du territoire, s'il est mené avec vigueur, il peut contribuer utilement à limiter certains coûts. »

1500







## LES VOYAGES DE TROIS CRÉATEURS

*de*  
**Bernard**  
**Bouthier**

# LA LOUISIANE

*de Jean-Christophe Averty*

Pour sa *Nouvelle-Orléans* bien-aimée - Jean-Christophe Averty a ressorti les mêmes photos, il a fait deux émissions par cours desquelles il raconte où c'était, comment c'était, le jazz, le ragtime. Et sur les images, le voix d'Averty, au drôle de façon de parler avec un léger cheveu sur la langue : « Croyez-moi, les spectres légers de Buddy Bolden, de Tom Anderson et des dames de mauvaise vie de Storyville se montrent en plein jour à qui sait regarder violemment leur mémoire. Sa façon d'être, sa façon de dire, derrière tout ça, avant qu'il ne reste plus rien du tout, les décors ruinés et les lieux désertés... Il est revenu avec un « humble et mélancolique carnet

Chaque séquence comportait un rôle, sa signification, c'était un peu comme au théâtre : des gens en costumes et sortent, coudé cour, coudé jardinier, ils dialoguent, ils soufflent. On fait comme si tout cela, l'intrigue, le décor, quotidien représenté et ses crises, se déroulait dans un lieu sur lequel on peut avoir un point de vue, quand même, et que l'on voit à travers une sorte d'artifice : ceux qui parlent d'adresse aux spectateurs, aux téléspéctateurs. Ils n'ont, en fait, rien à se dire sinon cela : ce serait la vie. Parfois, on peut s'interroger ceux qui sont représentés sur la scène, sur l'écran. Il y a, par exemple, une dimension fantasmatique dans la double robe dévot au téléphone : à la fois pour éléver, pour démolir des P.T.T., c'est l'instruction-matérialisme, l'industrialisme, l'industrialisme par où elle passe, avec des mots, encadrer la vie ; l'arracher au machinal, au répétitif, les libérer. Quand on nomme ce qui se produit, on a une chance, une toute petite

Le regard personnel empruntait les apparences du monde pour donner figure à une vision de la société. Des châteaux aux grands ensembles, on ne rencontrait que des artistes, des solitaires et des adolescents, des personnes en attente. La vie active, les adultes incarnés en parents, en policiers, en juges, en maîtres d'école, avaient l'invariabilité de pierres entre

# LES ANTILLES de *René Jentet*

Le luxe d'une lente marche et d'une progressive découverte, la radio, pourtant, l'offre encore. Étrange. Ces pays que par l'image on pourrait saisir ne sauraient donc être traduits — insaisis-

Ici, il faut raconter comment : la télévision multiplie les créateurs de travail. Ces reportages en Côte d'Ivoire qu'Antenne 2 va diffuser, vont deux ans que Bernard Souchy a écrit. Ils s'appellent *Le monde d'aujourd'hui*, dans la perspective d'un réalisme sans quatrièmes ni cinquièmes, sans qu'on se sente (la manière brute existe à l'est de pellicule Impressionniste). On s'agissait d'un panorama où chaque épisode s'articulait dans un tout, avec des rappels et des progressions. Mais d'insister d'affirmer que cela n'a pas été fait, que c'est un monde qui est la réalité, étrange et complexe de surcroît, l'Afrique de la décolonisation (quand on ne veut pas seulement mettre en scène des idées reçues, sur le thème « elle est mal partie »). A l'époque, Bernard Bouthier les avait montrés en projection, ces deux premières émissions, à quelques amis et à des critiques. On en avait parlé, mais on avait dit que cela représentait pour lui : des reportages où pour une fois le cinéaste ne se contentait pas d'aborder une situation par l'oblique d'une Impressionnisme reconstruite, mais qu'il s'articulait sur le même sujet des visions frontales de la vraie Interview, avec des mots, apparemment destinés ailleurs. Il en parlait, Bouthier, comme d'un chapitre momentané d'un monde où il n'y avait rien de mieux à dire que la vérité. Il n'y avait rien de mieux à dire que la vérité.

« La mémoire, que retient-elle ? Des choses et des gens, certaines mécaniques. L'adolescent boirien — qui c'était encore un adolescent — le porte-parole du film, s'appelait Paul. Pourquoi ce souvenir-là ? Parce que Paul avait aussi un nom africain, mais préférait qu'on le prénomme Paul. Et il avait une réponse terrible, Paul, à la question de la réussite : « C'est être blanc », disait-il, assis devant un bidonville d'Abidjan. Ou bien : « C'est être comme toi ». Bouthier non plus ne se souvient pas très bien de la phrase exacte. Mais cette réplique, quel scénariste aurait osé l'écire ?

deux de sauvegarder la télévision du naturel et de l'impression. Le danger de faire une sorte de journalisme. Il n'est pas question de renouer au réel car pour moi c'est cela à modifier : construire une histoire de A à Z, avec un début et une fin, avec du plaisir et de l'intérêt. Mais le réalisateur va raconter mes impressions. Les images, les sons, les couleurs, les révolutions. Un bon sentiment l'Africain, s'agitant dans des réalités : une langue type noir et la description d'un système économique et social ; un personnage plongé dans ses déterminations et non plus dans le jeu de miroirs de ma violence ; l'agacement de construire une continuité qui amplifie pourquoi ; pourquoi Paul n'est pas un héros, pourquoi l'Algerie ne marche pas pour lui ; pourquoi la ville qu'il ne marche pas non plus, pourquoi ? Disons que le voyage cette suite de films avec un côté russe : chaque fois qu'on s'ouvre le truc, on en dévoile un sujet et ainsi du suite. Dans les boîtes que le réalisateur monte les j'ai avait toute une enquête sur le rôle et le fonctionnement de la télé scolaire. Et aussi des choses d'actualité : des bourgeois bourgeois africain qui, à sa manière, a réussi, et celui d'un boy qui fait de la boxe pour essayer de réussir...  
Actuellement Bernard Bouthier écrit le scénario d'un film. Cela se passe en Afrique.

une opération de ce genre, sans  
distinction sur les moyens : ces dix-  
huit heures d'émissions réparties  
sur trois «samedis» et neuf sou-  
pirs, cet itinéraire de longue  
délivrance, les Caquets, le voyage  
en son Antilles, sont l'œuvre de  
René Jentet et du groupe de pro-  
duction du studio 114.

Il s'agit pour l'auditeur d'une  
traversée considérable. Mais  
c'est l'auteur, s. sans doute, y rétré-  
cit son rêve. Rêve éveillé, vécu  
seul près de six mois durant, à  
un rythme de soixante-douze heures  
de travail par semaine, « Seul,  
dans la solitude, j'ai pu prendre  
pour un Blanc, parce que je  
n'étais et parce que je ne connais-  
sais pas le nom des arbres. »

Maintenant (après soixante-  
deux heures de travail par se-  
maine), il peut dire : « Vers  
8 heures du matin, la sauvagine  
me chante pas de la même fa-  
çon, elle me parle d'un monde  
si grande, si grande, si grande  
d'un air gourmand, de ses ré-  
veries : « Ça, c'est près du cui-  
vre, c'est, c'est, cinq heures  
du matin. »

Maintenant, donc, il connaît  
le monde, il connaît les arbres  
et il connaît le son du goullet, et il  
transpose de la chute, d'un  
transposé d'un ton par l'éboule-  
ment, et le pédale de basse de  
l'usine, dans la nuit, et le rythme

[illegible]

Ces résonances, précisément, différencient du document, ou du dossier, les « Carnets de voyage ». Celui qui regarde et relate dit sa présence, exige des éclaircissements dont il ne se contente pas toujours. Sa voix est là, prenante, contradictoire, qui interromp les spécialistes, leur pose des questions, naïvement, volontairement énormes », qui grognaillent, s'inspire, proteste, qui essaie de transmettre une sensation, un

objet, une vision, un tableau :  
*« visage à bout de bras, noir sous  
 le madras... cri, bouche ouverte  
 éclaté »*

L'investigation, ici, se veut  
 totale et l'individualisme serin :  
*« Un regard. Mon regard sur les  
 Antilles, dit René Jarry. Je décris  
 pour dire ma quête, et non des  
 opinions qui, quelquefois, je le  
 sais, naissent pas abouties. »* C'est  
 ainsi que sous l'apparente logique  
 de l'exposé (l'histoire, la société,  
 le fait racial, la départementali-  
 sation, le créole, la femme à sucre,  
 la population, l'histoire de la canne,  
 la supposée démographie, le déve-  
 loppement économique, le génie,  
 le désespoir, la révolte) se révèlent  
 aussi les plus secrètes correspon-  
 dances.

Culture et économie (« Dans  
caucus de mes tableaux, les instru-  
ments de travail ne trahissent la  
peinture ») ; inconscient indi-  
viduel (« ... bistoire collective de  
Gundelouppen n'existant pas avant  
le colonisateur ; il situe ses origi-  
nes dans le brut et la fureur ; je  
nomme à l'inspiration, tragique,  
l'homme qui se bat avec le monde  
et un homme qui ne se bat  
pas », dit le psychologue) ;  
paradoxe des paysages et « ten-  
sion latente paranoïaque » de ceux qui  
habitent ; d'un fantasme l'autre,  
l'homme qui voyageur,  
l'éruption du volcan  
d'alt-celle pas, déjà, quelque arrêt  
lu cours ?

Ministrature. Le mot, c'est vrai,  
prend tout son sens, quand un  
homme, dans une langue  
étrangère, ne cesse de vivre le réel  
comme une allégorie.

**ANNE REY.**  
★ A partir du samedi 25 septembre, 14 h. 5, Franco-Culture.

## Écouter - voir

Le pianiste américain Byron Janis a visité tous les lieux où vécut Frédéric Chopin. De ce pèlerinage, Adrien Maben a tiré un film, long voyage en musique. On suit le virtuose américain de la maison natale de Chopin, en Pologne, au château de Thoiry, à la chaumière de Valdemossa, lieu des amours tumultueuses, jusqu'à Nohant, où celles-ci tumultueuses avec George Sand, jusqu'à Nohant, où celles-ci se termineront. A chaque étape, le pianiste joue Chopin. Documentaire historique, cette émission est avant tout un éloge au talent de Byron Janis. Des images esthétiques. Il faut écouter.

Le but, c'était de comprendre, d'élucider le mystère Toulouse-Lautrec. Alors Charles Brabant et Marthe Cadieu ont interrogé tout ce qui pouvait apporter un élément de la réponse. On passe de la maison où il est né, avec la vieille servante qui raconte deux ou trois souvenirs, à une interview de deux prostituées qui discutent sur les motivations de leurs clients ; quelques tableaux surgissent, et aussi des chanteurs, comme Mouloudji ou Cora Vaucaire. Plutôt qu'une émission sur l'art, ou même sur un artiste, c'est l'approche d'un homme et d'une époque.

• **JOURNÉES DE MUSIQUE AMATEUR.** — Samedi 2 octobre, France-Musique, à 12 h. et à 23 h., dimanche 3 octobre à 16 h. 30 et à 19 h. 35.

Pour préparer le prochain jour J de la musique, qui aura lieu en mai 1977, France-

Musique a invité les musiciens amateurs de Paris et de la région parisienne à participer à deux journées de rencontre. Des manifestations publiques, dont certaines seront transmises en direct, auront lieu dans divers endroits : sur les marchés, dans les aires et sous les kiosques à musique, et aussi, le soir, dans les mairies et dans les églises. Musique traditionnelle française, chinoise, sons et vibrations cosmique, jazz, musique classique : au total, cinq heures de programmes variés.

La vie de Lord, jeune Israélien, mort au combat, fait l'objet du document d'Elm Shiran réalisé pour le centre de télévision éducative de Jérusalem, montage de photographies et de petits films amateur. Des amis témoignent et l'on entend un texte écrit par le père du jeune homme, né en 1952, un beau texte, sobre, vrai, douloureux. Aucune fausse note. Des mots justes, des images simples, diffusées à l'occasion du 6 jour du grand pardon ».

● **TRIBUNE : « PUNIR OU GUÉRIR : JUSTICE ET PSYCHIATRIE ».** — A partir du 4 octobre, France-Culture, 8 h.

Dans cette série réalisée par Philippe Nemo, Jacques Donzelot, assistant de sociologie à l'université de Vincennes, étudiera le rôle, l'utilité, de l'expertise psychiatrique dans les grands procès criminels et dans les tribunaux pour enfants. Michel Foucault, professeur au Collège de France, et Robert Castel, maître-assistant de sociologie à Nanterre analyseront l'évolution de la

notion de responsabilité pénale. Quand on déportait les délinquants « curables » et les « incurables », s'agit-il de libération ou d'une nouvelle forme d'oppression ?

● **PORTRAIT : ROBERT HOSSEIN.** — Lundi 4 octobre, TF 1 22 h. 5.

Tout feu tout flamme, Robert Hossain, se raconte d'un seul élan, dans une phrase, des souvenirs qui carambolesnt. Cinéma, théâtre, théâtre populaire à Reims, on l'a vu dans ses rôles de metteur en scène et de comédien. Dans l'un comme dans l'autre, ce n'est pas l'homme de la demi-mesure. « Quand fentre dans un bistrot et que je demande un crême, je donne déjà l'impression d'avoir tué père et mère... » Peu importe, Robert Hossain est un vru comédien, toujours sincère. Metteur en scène, il n'a pas eu les moyens il aurait pu devenir Cocteau de Lille. Si avait été un peu roublard, Sergio Leone, il est Robert Hossain, voix cassée, tourmentée, éternelle. Tout feu tout flamme, trinitaire et des mains qui minent le texte. Tel que so public l'aime.

**NOVOTEL - Pte de Bagnolet**  
**CLUB NOVOBRIDGE**  
COURS, TOURNOIS  
PARTIES LIBRES  
RENS, 16 h. - 30-19 h. T. 858-00-10  
Poste 19.25, tous les jours  
TOURNOIS CHAQUE MERCREDI  
à 20 heures.



Jeudi 26 150

AUJOURD'HUI

... LE MONDE - 26-27 septembre 1976 - Page 9

RADIO-TELEVISION

Samedi 25 septembre

CHAINE I: TF1  
20 h. 30, Variétés: Numéro un (Michel

**ligneroset**  
en vente aux  
Galeries Lafayette

Sardoul: 21 h. 30. Série: Matt Helm, avec  
T. Franciosa; 22 h. 30 (R). Portrait: A bout  
portant (Jean-Pierre Cassel).

CHAINE II: A2  
20 h. 30 (R). Téléfilm: Les Cinq Dernières  
Minutes. (Les petits d'une autre planète).  
M. Viard, réal. Cl. Loursais, avec J. Debary,  
M. Eyraud, G. Meunier.  
Crimes en série près de Melun.  
22 h. 5, Magazine: Les gens heureux ont  
une histoire, avec F. Deguelt; 22 h. 45 (R).

Variétés: Drôle de baraque, de J. Audoir,  
G. Daude et R. Sangla.

CHAINE III: FR3  
20 h. 30 (R). Retransmission lyrique:  
« Cavalleria Rusticana », de P. Mascagni, dir.  
Karajan, mise en scène G. Strehler, avec F. Cos-  
sato, C. Caccchiola, A. Di Stasio. Orch. de la  
Scala de Milan.

FRANCE-CULTURE  
20 h. 5, Poésie: 20 h. 5, « Les Amants étrangers », de  
P.-J. Jarmet, adaptation C. Bourdet, avec D. Faturel.

R. Ménard, F. Meistre, réalisation H. Soubeyran; 21 h. 37,  
Disques: 21 h. 35, Ad lib, par M. de Bréville; 22 h. 5,  
La fugue du samedi ou « Mélange mélancolique », divertissement  
de B. Jérôme; 23 h. 50, Poésie interrompue.

FRANCE-MUSIQUE  
20 h. (R). Wagner (Joly): « La Walkyrie » (enregistrements  
de 1940 à 1945), acte I, avec M. Lorenz, M. Testinacker,  
K. Bohme, Sächsisches Staatstheater, direction K. Elmendorff;  
acte II, avec M. Lawrence, L. Lehmann, F. Schott, chœurs et  
orchestre du Metropolitan Opera, direction E. Leinsdorf;  
acte III, avec H. Traubel, H. Janssen, I. Jessner, les chœurs  
du Metropolitan Opera et le New-York Philharmonic Or-  
chestra, direction A. Rodzinski; 24 h. Alberto Neumann, par  
J. Drillon.

Dimanche 26 septembre

CHAINE I: TF1  
9 h. 30 (III). Emissions religieuses et phi-  
losophiques (messe à 11 h.); 12 h. (III). La  
récompense du spectateur; 12 h. 30 (III). Jeu:  
« bonne conduite »; 13 h. 20 (III). Vive le  
drapeau; 14 h. 10 (III). Les rendez-vous du  
dimanche; 15 h. 45 (III). Sports: Direct à la  
une; 17 h. 35 (III). Téléfilm: « le Chasseur  
l'éméraire », réal. B.-L. Kowalski.  
Voix 24 heures à l'écoute

**LES RENDEZ-VOUS**  
DU DIMANCHE  
**MANDOLINE**  
le Nouveau Succès  
de  
**LAURENT ROSSI**  
45 tours C 010-14321  
PATHE MARCONI

de W. Wyler (1939), avec M. Oberon, L. Olivier,  
D. Niven, P. Robinson (N.).  
« La fin du dix-huitième siècle, dans les  
lignes d'Écosse, un amour fou entre une  
jeune fille née sur le domaine de Hurlevent  
et une sorte de bohémien recueilli par son  
père et qui cherche à révéler dans l'échelle  
sociale.

son premier album CBS  
**adamo**  
voyage  
jusqu'à toi  
30 cm  
CBS 81585  
LES DISQUES COMPTENT

CHAINE II: A2  
11 h. 30. Concert: Rapsodie sur un thème  
de Paganini, de Rachmaninov.  
12 h. Magazine du spectacle. Ecran blanc:  
rideau rouge, de J. Arjur et P. Bouleiller;  
13 h. 30. Série: 14 h. 50. Monseigneur. Cinéma, de  
T. Chabrol; 14 h. 50. Téléfilm: Jim Bridger et  
Kit Carson; 16 h. 20. Des animaux et des hom-  
mes; 17 h. 10. Sport; 17 h. 15. Jeu: Chacun  
chez soi (finale); 18 h. 5. Série: Super Jaimie  
(Les missiles de la mort); 19 h. Sport: Stade II.  
Feuilleton: 20 h. 30. Jeux sans frontières; 22 h. 5 (R.).  
Feuilleton: La dynastie des Forsyte.

CHAINE III: FR3  
11 h. Emissions destinées aux travailleurs  
étrangers: A. écrans ouverts; 17 h. 30. Pour les  
jeunes: 17 h. 50 (R.). « Méditerranée »;  
18 h. 45. Spécial DOM-TOM; 19 h. Magazine;  
Hexagonal; 19 h. 55. Spécial sport; 20 h. 5.  
Pour les jeunes: La fièvre noire.  
20 h. 30 (R.). L'autopsie du crime, de R. Mo-  
reau, réal. E. Tyborowski.  
21 h. 45. Le court métrage français.  
22 h. 30 (R.). Cinéma de minuit: « Le Mari  
de la femme à barbe », de M. Ferreri (1963),  
avec A. Girardot et U. Tognazzi (N.).  
Une minable entreprise de spectacle  
écrit par et avec Jean-Pierre Laurant et le  
corps sont couverts d'un pelage simiesque.  
Parler, d'après son phénomène.  
« Humour noir et morbide de Marco Ferreri  
à ses débuts.

FRANCE-CULTURE  
7 h. 2. Poésie: 7 h. 2. La fenêtre ouverte; 7 h. 15.  
Horizon; 7 h. 40. Chasseurs de son, par J. Thévenot;  
8 h. Emissions philosophiques et religieuses; 11 h. Regards  
sur la musique; 12 h. 5. Allegro; 12 h. 45. Disques variés;  
14 h. 5. Poésie; 14 h. 5. La Comédie-Française présente:  
« On ne badine pas avec l'amour » et « Faire sans dire »,  
d'A. de Musset, réalisation J. Reynier; 16 h. Concert  
des premiers prix 1975 des concours de la Région de la  
musique, avec le Nouvel Orchestre philharmonique de  
Radio-France, direction R. Beveroux (Vivaldi, Beethoven,  
Brahms, Saint-Saëns, Weber, Grieg, R. Schumann, Franck,  
Debussy); 17 h. 30. Rencontre avec le Père C. Avril, par  
P. Gillebeau; 18 h. 30. Ma nuit trop, divertissement de  
B. Jérôme; 19 h. 10 (R.). La ciné des cinéastes;  
20 h. Poésie; 20 h. 5. Poésie interrompue; 20 h. 40 (R.).  
Festival d'Alen-Provence: « Carnaval de Venise » (Campan),  
par l'Orchestre et les Chœurs du Capitole de Toulouse, direc-  
tion M. Plasson, avec C. Eda-Pierre, C. Châtelet, R. Seyer;  
22 h. 35. Disques: 23 h. Black and blue; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE  
7 h. 2. Concert promenade (reprise à 7 h. 40); 8 h.  
Caniste pour le dimanche après la Trinité; 9 h. Musical  
gratuit; 11 h. Harmonia sacra (Chapier, G. P. Cima,  
F. Cavalli, Schutz); 12 h. Sortilèges du flamenco; 12 h. 37.  
Chorale; 12 h. 40. Opéra bouffon;  
13 h. 40. Petites formes; 14 h. 40. La tribune des critiques  
de disques: « La Création » (Haydn); 15 h. 30. En direct  
de Berlin: La Fondation Karoline; Concours; 17 h. 30. Le  
concert imaginaire de La Fontaine (Couperin, Purcell, M. Al-  
mire, Mozart); 19 h. 30. Jazz vivant;  
20 h. 30. L'Orchestre national de France et Chœur New  
Philharmonia de Londres, direction M. Rostropovich, avec  
G. Tallier, le Maccaroni P. Scriver, le Maccaroni P. Scriver,  
« Neufième Symphonie » (Beethoven); 22 h. Concours inter-  
national de guitare; 23 h. L'Almanach du labourneur;  
24 h. Musique de l'Himalaya, du Shoutan et de l'Afghanistan,  
par J. Delmas; 1 h. 15. Trêve.

Lundi 27 septembre

CHAINE I: TF1  
12 h. 15 (III). Jeu: Réponse à tout;  
2 h. 30 (III). Midi première; 13 h. 35 (III). Rester  
avec nous; 14 h. 50 (R.). Série: Colditz;  
8 h. 5 (III). A la bonne heure; 18 h. 35. Pour  
les petits; 18 h. 40. Pour les jeunes; 19 h. 3.  
feuilleton: Anne Jour après jour; 19 h. 45.  
Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors,  
accroche.  
20 h. 30. La caméra du lundi (l'avenir du  
utur): « La Submersion du Japon », de S. Mo-  
itani (1974), avec K. Kobayashi, T. Tanba.  
« D'inquiétants mouvements se produisent  
dans la grande île du Pacifique. Un séisme  
découvre que le Japon se trouve enclavé dans  
les dix mois à venir.  
Un film-catastrophe dans les effets spé-  
ciaux nous fait voir la grande scène.  
Vers 22 h. Débat: Peut-on prévoir les trem-  
blements de terre?  
Avec M. Jean Desperon (conseiller de  
l'UNESCO), les professeurs Jean-François Roche

(sismologue), Xavier Le Pichon (géophysici-  
en) et le docteur John Tomba (directeur de  
recherche).

CHAINE II: A2  
13 h. 5. Emissions régionales; 13 h. 50.  
Accordéon; 14 h. Aujourd'hui, madame...;  
15 h. (R.). Série: Sur la piste du crime;  
15 h. 50. Aujourd'hui magazine; 18 h. Fenêtre  
sur...; 18 h. 20. Les palmiers des enfants;  
18 h. 30. TV service; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres  
et des lettres; 19 h. 40. Jeu: Chacun chez  
soi.  
20 h. 30. Jeu: La tête et les jambes;  
21 h. 55 (R.). Portrait: Frédéric Chopin, avec  
le pianiste B. Janis, réal. A. Mahen.  
22 h. 55. Variétés: L'huile sur le feu.

CHAINE III: FR3  
18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emissions  
régionales; 19 h. 40. Tribune libre: Michel  
Serres (professeur à l'université Paris-1); 20 h.  
Les jeux de 20 heures;  
20 h. 30. Prestige du cinéma: « Le Vagabond »

de P. Tchermis (1972), avec M. Serrault, M. Ga-  
labru, J.-P. Darras, R. Varte, O. Laure.  
En 1920, un petit bourgeois français achète  
en Gaspésie une maison de Saint-Tropez appar-  
tenant à un aristocrate et la surnomme « l'île  
de la lune ». Mais les années passent et le malade  
ne se décide pas à mourir.  
Une comédie satirique et drôleuse relatée  
par l'interprétation.

FRANCE-CULTURE  
7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins  
de la connaissance (R.); « Groddeck ou la santé sauvage »,  
par R. Lewin; 8 h. 30. Echos du monde; 9 h. 7. La matinée  
des sciences et techniques; 10 h. 45. L'œuvre, ouverture sur  
la vie; 11 h. 2. La magazine des éditions musicales; 12 h. 5.  
Parti pris; 12 h. 10. Les tournants du royaume de la musique; 14 h. 5.  
Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix: « L'Amour les yeux  
fermés », de R. L. M. L'écologie des parents et des  
enfants; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture: magazine;  
16 h. 25. Reportage; 17 h. Ne quittez pas l'école; 17 h. 25.  
Reportage; 18 h. 2. La gazette du piano; 18 h. 30 (R.). Feuilleton: « Les  
Fruits du Congo », d'A. Vialatte; 19 h. 30. Présence des  
arts;

20 h. Poésie; 20 h. 5 (R.). Itinéraire: Carnet d'un  
voyage aux Antilles, réalisation R. Jentet; 21 h. 25. L'autre  
scène ou « Les vivants et les morts », par C. Métra et P.  
Ardéou; 22 h. 35 (R.). Entrées avec Eric Parin; par  
S. Pingaud: « L'École normale » 23 h. De la nuit; 23 h. 50.  
Poésie.

FRANCE-MUSIQUE  
7 h. 2. Quotidien musique; 9 h. 7. Petites formes; 10 h.  
La règle du jeu; 12 h. La chanson; 12 h. 50. Jazz  
classique;  
13 h. 15. Micro-facteur; 14 h. Mélodies sans paroles:  
Portrait d'un musicien français. Jean-Claude Eloy; à 15 h.  
Ardéou; 16 h. 15. « Marie Stuart » (Donizetti) par  
l'Orchestre du Théâtre communal de Bologne, direction  
R. Bonynge, avec J. Sutherland, H. Tourangeau, L. Pavarotti;  
17 h. 30. Echos du monde; 18 h. 20. Echos du monde;  
19 h. 15. Gregor Piatigorsky, violoncelliste;  
20 h. Surtout, ne vous dérangez pas pour moi; 20 h. 30.  
Festival d'Alen-Provence: « Chœur des Chœurs »  
d'Orange. Orchestre national de France et Chœur New  
Philharmonia de Londres, direction M. Rostropovich, avec  
G. Tallier, le Maccaroni P. Scriver, le Maccaroni P. Scriver,  
« Neufième Symphonie » (Beethoven); 22 h. Concours inter-  
national de guitare; 23 h. L'Almanach du labourneur;  
24 h. Musique de l'Himalaya, du Shoutan et de l'Afghanistan,  
par J. Delmas; 1 h. 15. Trêve.

Mardi 28 septembre

CHAINE I: TF1  
12 h. 15 (III). Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30  
III. Midi première; 13 h. 45 (III). Rester avec  
nous; 14 h. 50 (R.). Série: Colditz;  
8 h. 5 (III). A la bonne heure; 18 h. 35. Pour  
les petits; 18 h. 40. Pour les jeunes; 19 h. 3.  
feuilleton: Anne Jour après jour; 19 h. 45.  
Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors,  
accroche.  
20 h. 30 (R). Documentaire: Henri la Ten-  
resse (Toulouse-Lautrec), réal. Ch. Brabant;  
2 h. 15 (R.). Le sens de l'histoire, de J. Lau-  
vent et J. Aurel (La modernité).

d'hui magazine; 18 h. 5. Fenêtre sur...; 18 h. 55.  
Les palmiers des enfants; 18 h. 55. Jeu: Des  
chiffres et des lettres; 19 h. 45. Jeu: Chacun  
chez soi.  
20 h. 35. Les dossiers de l'écran: film: « Un  
film », de J.-P. Melville (1972). Avec A. Delon,  
C. Deneuve, R. Crenna, R. Cucciola.  
Un commissaire de police partant découvrir  
qu'un potier de bois de nuit, son ancien  
ami, est le chef d'une bande de truands.  
Il doit agir contre lui.  
Série: notre chronique au point d'en être  
bavante et confuse. L'écriture elliptique et  
sèche de Melville frôle parfois le maniérisme.  
Vers 22 h. Débat.

CHAINE III: FR3  
18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emissions  
régionales; 19 h. 40. Tribune libre: Le Grand-  
Orient de France; 20 h. Les jeux de vingt  
heures.

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventures  
- de la Liquidation », de J. Cardif (1965).  
Avec T. Howard, R. Taylor, J. Saint-John.  
Un homme recréé par la sécurité britan-  
nique pour liquider des agents secrets se  
réveille incapable de remplir ses obligations  
et s'écroule, victime d'un fœtus à gages.  
Action, rythme et humour macabre.

FRANCE-CULTURE  
7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins  
de la connaissance (R.); « Groddeck ou la santé sauvage »,  
par R. Lewin; 8 h. 30. Echos du monde; 9 h. 7. La matinée  
des sciences et techniques; 10 h. 45. L'œuvre, ouverture sur  
la vie; 11 h. 2. La magazine des éditions musicales; 12 h. 5.  
Parti pris; 12 h. 10. Les tournants du royaume de la musique; 14 h. 5.  
Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix: « L'Amour les yeux  
fermés », de R. L. M. L'écologie des parents et des  
enfants; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture: magazine;  
16 h. 25. Reportage; 17 h. Ne quittez pas l'école; 17 h. 25.  
Reportage; 18 h. 2. La gazette du piano; 18 h. 30 (R.). Feuilleton: « Les  
Fruits du Congo », d'A. Vialatte; 19 h. 30. Présence des  
arts;

18 h. 30 (R.). Feuilleton: « Les Fruits du Congo », d'A. Via-  
llette; 19 h. 30. Spectroscopie de l'UNESCO; 20 h. 30.  
Poésie; 20 h. 5. Dialogues: « Tolérance et In-  
tolérance », avec M. A. Fetscher et A. Grosser; 21 h. 20 (R.).  
Itinéraire: Carnet de voyage aux Antilles, réalisation  
R. Jentet; 22 h. 35 (R.). Entrées avec Eric Parin; 23 h.  
De la nuit; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE  
7 h. 2. Quotidien musique; 9 h. 7. Petites formes; 10 h.  
La règle du jeu; 12 h. 50. Cours d'interprétation; 12 h. 50.  
Jazz classique;  
13 h. 15. Micro-facteur; 14 h. Mélodies sans paroles:  
Portrait d'un musicien français. Jean-Claude Eloy; à 15 h.  
Ardéou; 16 h. 15. « Marie Stuart » (Donizetti) par  
l'Orchestre du Théâtre communal de Bologne, direction  
R. Bonynge, avec J. Sutherland, H. Tourangeau, L. Pavarotti;  
17 h. 30. Echos du monde; 18 h. 20. Echos du monde;  
19 h. 15. Gregor Piatigorsky, violoncelliste;  
20 h. Surtout, ne vous dérangez pas pour moi; 20 h. 30.  
Festival d'Alen-Provence, orchestre et chœurs du Capitole  
de Toulouse, direction M. Plasson, avec S. Sess, I. Mazourek;  
« La Traviata » (Verdi); 24 h. Musique du Tibet du Shoutan  
et de l'Afghanistan, par J. Delmas; 1 h. 15. Trêve.

Mercredi 29 septembre

CHAINE I: TF1  
Une allocation de M. Giscard d'Estaing est  
diffusée à 20 heures sur TF1 et A2 et sur les  
principales chaînes de radio.  
12 h. 15 (III). Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30  
III. Midi première; 13 h. 45 (III). Rester avec  
nous; 14 h. 50 (R.). Série: Colditz;  
8 h. 5 (III). A la bonne heure; 18 h. 35. Pour  
les petits; 18 h. 40. Pour les jeunes; 19 h. 3.  
feuilleton: Anne Jour après jour; 19 h. 45.  
Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors,  
accroche.  
20 h. 30 (R). Documentaire: Henri la Ten-  
resse (Toulouse-Lautrec), réal. Ch. Brabant;  
2 h. 15 (R.). Le sens de l'histoire, de J. Lau-  
vent et J. Aurel (La modernité).

Mercredi animé (avec « Super souris »); 14 h. 5.  
Aujourd'hui, madame...; à 15 h. (R.). Série:  
L'aventure au bout de la route; 18 h. 5. Un  
sur cinq; 18 h. 35. Les palmiers des enfants;  
18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres;  
19 h. 45. Jeu: Chacun chez soi.  
20 h. 30. Série: Kojak; 21 h. 30. Magazine  
d'actualité: C'est à dire, de J.-M. Cavada.  
23 h. 5. Football: Saint-Etienne-Sofia.

CHAINE III: FR3  
18 h. 45. Pour les jeunes; 19 h. 5. Emissions  
régionales; 19 h. 40. Tribune libre: la C.G.T.;  
20 h. Les jeux de 20 heures;  
20 h. 30. Un film, un auteur: « Kluge », de  
A.-J. Pakula (1970), avec J. Fonda, D. Suther-  
land, Ch. Clöff, R. Scheider.  
Un générique de grand renom a disparu.

Un détective prend enquête, aidé par une  
coll-girl avec laquelle cet enquêteur a peut-  
être maintenu de secrètes relations.  
Le récit est raconté par la sécurité britan-  
nique pour liquider des agents secrets se  
réveille incapable de remplir ses obligations  
et s'écroule, victime d'un fœtus à gages.  
Action, rythme et humour macabre.

FRANCE-CULTURE  
7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins  
de la connaissance (R.); « Groddeck ou la santé sauvage »,  
par R. Lewin; 8 h. 30. Echos du monde; 9 h. 7. La matinée  
des sciences et techniques; 10 h. 45. L'œuvre, ouverture sur  
la vie; 11 h. 2. La magazine des éditions musicales; 12 h. 5.  
Parti pris; 12 h. 10. Les tournants du royaume de la musique; 14 h. 5.  
Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix: « L'Amour les yeux  
fermés », de R. L. M. L'écologie des parents et des  
enfants; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture: magazine;  
16 h. 25. Reportage; 17 h. Ne quittez pas l'école; 17 h. 25.  
Reportage; 18 h. 2. La gazette du piano; 18 h. 30 (R.). Feuilleton: « Les  
Fruits du Congo », d'A. Vialatte; 19 h. 30. Présence des  
arts;

Congo, d'A. Vialatte; 19 h. 30. La science en marche;  
20 h. Poésie; 20 h. 5 (R.). Itinéraire: Carnet de voyage  
aux Antilles, réalisation R. Jentet; 21 h. 25. Musique de  
chambre (Schumann, Brahms); 22 h. 35 (R.). Entrées  
avec Eric Parin; 23 h. De la nuit; 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE  
7 h. 2. Quotidien musique; 9 h. 7. Petites formes; 10 h.  
La règle du jeu; 12 h. 50. Cours d'interprétation; 12 h. 50.  
Jazz classique;  
13 h. 15. Micro-facteur; 14 h. Mélodies sans paroles:  
Portrait d'un musicien français. Jean-Claude Eloy; à 15 h.  
Ardéou; 16 h. 15. « Marie Stuart » (Donizetti) par  
l'Orchestre du Théâtre communal de Bologne, direction  
R. Bonynge, avec J. Sutherland, H. Tourangeau, L. Pavarotti;  
17 h. 30. Echos du monde; 18 h. 20. Echos du monde;  
19 h. 15. Gregor Piatigorsky, violoncelliste;  
20 h. Surtout, ne vous dérangez pas pour moi; 20 h. 30.  
Festival d'Alen-Provence, orchestre et chœurs du Capitole  
de Toulouse, direction M. Plasson, avec S. Sess, I. Mazourek;  
« La Traviata » (Verdi); 24 h. Musique du Tibet du Shoutan  
et de l'Afghanistan, par J. Delmas; 1 h. 15. Trêve.

Jeudi 30 septembre

CHAINE I: TF1  
12 h. 15 (III). Jeu: Réponse à tout; 12 h. 30  
III. Midi première; 13 h. 45 (III). Rester avec  
nous; 14 h. 50 (R.). Série: Colditz;  
8 h. 5 (III). A la bonne heure; 18 h. 35. Pour  
les petits; 18 h. 40. Pour les jeunes; 19 h. 3.  
feuilleton: Anne Jour après jour; 19 h. 45.  
Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Alors,  
accroche.  
20 h. 30 (R). Documentaire: Henri la Ten-  
resse (Toulouse-Lautrec), réal. Ch. Brabant;  
2 h. 15 (R.). Le sens de l'histoire, de J. Lau-  
vent et J. Aurel (La modernité).

Une jeune provinciale romanesque cherché  
à échapper à une vie conjugale médiocre  
par des aventures sentimentales qui tournent  
mal pour elle.  
Adaptation hollywoodienne du roman de  
Gustave Flaubert.

FRANCE-CULTURE  
7 h. 2. Poésie; 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins  
de la connaissance (R.); « Groddeck ou la santé sauvage »,  
par R. Lewin; 8 h. 30. Echos du monde; 9 h. 7. La matinée  
des sciences et techniques; 10 h. 45. L'œuvre, ouverture sur  
la vie; 11 h. 2. La magazine des éditions musicales; 12 h. 5.  
Parti pris; 12 h. 10. Les tournants du royaume de la musique; 14 h. 5.  
Poésie; 14 h. 5. Un livre, des voix: « L'Amour les yeux  
fermés », de R. L. M. L'écologie des parents et des  
enfants; 15 h. 2. Les après-midi de France-Culture: magazine;  
16 h. 25. Reportage; 17 h. Ne quittez pas l'école; 17 h. 25.  
Reportage; 18 h. 2. La gazette du piano; 18 h. 30 (R.). Feuilleton: « Les  
Fruits du Congo », d'A. Vialatte; 19 h. 30. Présence des  
arts;

Petites ondes - Grandes ondes

Régulières  
FRANCE-INTER: (Informations  
toutes les heures); 5 h. La main  
à la pâte; 7 h. 10. Variétés; 9 h. 10.  
Le magazine de Pierre Boncompagni;  
10 h. Ce que la culture; 11 h. Ré-  
nouveau; 12 h. Journal  
de Jean-Pierre Elkabbach; 14 h. Le  
temps de vivre; 16 h. L'heure  
de musique classique; 17 h.  
Radioscopie; 18 h. Bananas;  
19 h. Journal; 20 h. 10. Marche  
ou rêve (le samedi) La semaine de  
l'histoire; 22 h. 10. Le Pop Club.  
EUROPE 1: (Informations toutes  
les heures); 5 h. Musique et no-  
velles; 6 h. 40. Philippe Gilès;  
9 h. 15. Denise Fabre; 11 h. Pile  
ou face; 12 h. Cash; 13 h. Le  
journal d'André Arnaud; 13 h. 30 (R).  
Les dossiers extraordinaires du  
crime; 14 h. (R). Une femme, un  
homme (le samedi) Histoire d'un  
père; 16 h. 30. Toux pour arriver;  
19 h. Jean-Loup Laffont; 22 h. 30.  
Europe-Panorama; 22 h. 35. Top à  
Wall Street (le samedi) Ça va être  
la fête; 24 h. G. Saint-Bris.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS  
TF1: 13 h. Journal; 20 h. Journal  
(le dimanche, 19 h. 45); vers 23 h. 45,  
Dernière édition.  
A2: 15 h. Flash; 20 h. Journal; vers  
23 h. 45, Dernière édition.  
FR3: 19 h. 55. Journal; vers 22 h.  
Dernière édition.  
RELIGIEUSES  
ET PHILOSOPHIQUES  
TF1: 9 h. 30. Orthodoxie (le 26), La  
Source de vie (le 3); 10 h. Présence pro-  
phétique; 10 h. 30. Le jour du Sclapent: Fran-  
çois d'Assise (le 3); Le défi chinois (le 26);  
11 h. Messe à Notre-Dame-de-Belleuve,  
à Meudon (le 26); à la chapelle des franciscains  
de La Clarté-Dieu, à Oisy (le 3).  
PROGRAMMES EDUCATIFS  
Les programmes des émissions édu-  
catives diffusées à la radio sur le réseau  
ondes moyennes de France-Culture et à  
la télévision sur la première chaîne les  
jours de semaine sont parus dans le  
Monde de l'éducation à (n° 21, daté  
octobre 1976), qui les publie réguliè-  
rement tous les mois.







## ETRANGER

## Lettre de Iaroslav

## REFLETS DU MONDE ENTIER

jeune  
afrique

## Un chef est un chef...

L'hebdomadaire *Jeune Afrique* fait une suggestion hardie pour le contrôle des dépenses de l'Etat : « Lorsque, en 1968, la Maison Blanche fit connaître la fortune du chef de l'Etat américain de l'époque, Lyndon Johnson, certains de ses homologues du tiers-monde n'en revinrent pas. Ne pouvant cacher sa surprise, l'un d'eux se serait même écrié : « C'est tout ce qu'il a, lui, président du plus puissant Etat du monde ? » Même à supposer qu'elle ne soit pas vraie, l'anecdote est très vraisemblable. Elle correspond, en tout cas, à un état d'esprit, sinon à une mentalité très ancrée chez les dirigeants de cette partie du monde, selon laquelle plus la richesse d'un pays est grande plus le chef en dispose à sa guise. » Pour les leaders africains (comme pour leurs peuples par ailleurs), le véritable « chef » doit non seulement être riche, mais la faire savoir. Dans les capitales africaines, il n'est pas rare d'entendre que le président a fait un « cadeau personnel » à une municipalité, à une équipe nationale de football, à une troupe d'artistes, etc. Ces générosités se chiffrent parfois par dizaines de millions de francs C.F.A. »

« Là où le bât blesse, c'est que, dans l'actuelle génération des dirigeants du tiers-monde, rares sont ceux qui pourraient justifier d'une fortune personnelle avant leur accession au pouvoir. Et comme leurs « dons personnels », au cours d'une seule année, dépassent largement les provisions normales allouées aux « fonds spéciaux », force est de conclure qu'il s'agit de fonds publics. Dès lors, ne serait-il pas plus simple d'intégrer toutes les prévisions de dépenses, y compris celles du chef de l'Etat, dans le budget général de fonctionnement ? Ce serait non seulement plus rationnel, mais moins choquant pour l'opinion. Ce qui suppose, bien entendu, que le « chef » accepte de se soumettre à une discipline budgétaire. »



## La dure vie des turfistes de Moscou

On ne sait pas assez que les Soviétiques sont des passionnés des champs de courses, affirme *Time*. L'hebdomadaire américain décrit un après-midi à l'hippodrome de Moscou « qui, sauf pendant la dernière guerre, n'a pas manqué une saison depuis 1834 ». Une fois passée l'entrée — d'énormes colonnes corinthiennes soutenant des chevaux de bronze cabrés — on se trouve dans une atmosphère unique en U.R.S.S. Les turfistes soviétiques ont pourtant beaucoup de difficultés : dénoncés par la presse comme des « cités » et des « parasites », ils sont très souvent arrêtés. Les paris sont très strictement contrôlés : les informations sur les chevaux engagés ne sont pas rendues publiques avant la course et il n'y a pas de feuilles de parisants ni de journaux de pronostics. Ce n'est qu'après les paris que d'importantes sommes d'argent sont distribuées. Les turfistes, équipés de bouillottes, commencent à calculer la cote qui ne sera donnée qu'après la course. La mise maximum est un rouble (625 francs), bien qu'on puisse parier dix fois cette somme en mises différentes. Si le favori gagne, les parieurs ne récupèrent d'ordinaire guère plus que leur mise initiale. Les bookmakers sont officiellement interdits, mais on peut les voir, très actifs, se promenant dans la rue qui se trouve de l'autre côté de la rue ou cachés dans les coins sombres des tribunes. »

## THE WALL STREET JOURNAL

## San-Francisco sans fards

Un astucieux agent de tourisme a décidé de montrer à ses clients un San-Francisco insolite, raconte le *Wall Street Journal* : pas de Fort de l'Or, pas de quartier chinois traditionnel, mais « une balade dans un quartier à prédominance homosexuelle, où un guide explique comment on peut facilement se procurer un ami de rencontre et montre les bars et les hommes les plus connus. Un arrêt dans une galerie d'art latino-américaine pour voir une exposition de photos et de sculptures et de violence. Une visite aux rues les plus sinistres de la ville chinoise, où des femmes entassées dans des usines de confection travaillent pour des salaires de misère devant leurs machines à coudre. »

« Bien que ce programme ne corresponde pas à l'idée générale que la touristes moyen se fait d'un voyage, il attire de plus en plus de monde et a été approuvé par ceux des habitants de la ville qui souhaitent que les visiteurs voient les réalités derrière la légende dorée de San-Francisco. »

## The Economist

## Au « pays des sourires »

« Depuis le mois dernier, deux cent trente policiers spécialement entraînés patrouillent autour des temples, des marchés et des bars de Bangkok », raconte l'hebdomadaire anglais *The Economist*. « Il y a un an, les hôteliers et les agents de tourisme thaïs craignaient que les visiteurs potentiels, aujourd'hui, ils se demandent si le danger ne vient pas plutôt des voleurs et des assassins locaux. Malgré les prospectus qui décrivent Bangkok comme « la ville des anges au pays des sourires », le taux de criminalité du pays est l'un des plus élevés du monde. »

« En 1975, plus de trente mille personnes ont été assassinées en Thaïlande. Il y a, en moyenne, trente-sept meurtres par jour. (...) Les explications sont celles qu'on met en avant dans pareil cas, plus quelques-unes spécifiques : le chômage touche 5 % de la population active, les investissements étrangers sont tombés à rien et il y a peu d'emplois pour les jeunes. De surcroît, on assure que les hommes sont enclins à « faire preuve de leur virilité » après des années d'« impérialisme sexuel » de milliers de G.I. américains. »

« Les cy-titres périodiques de dépôts d'armes clandestines offrent un vaste choix qui va du pistolet à un coup de fabrication artisanale, au canon anti-aérien. (...) On peut « louer » les services d'un assassin pour l'équivalent de 200 francs. Mais si vous préférez vous servir vous-même d'un fusil automatique M-16 vous n'aurez pas grand-peine à en trouver un pour 100 francs. »



A VEC cinq cent quatre-vingt mille habitants, Iaroslavl, installée sur les rives de la Volga à quelque 240 km, au nord-est de Moscou, est considérée, à l'échelle soviétique, comme une « ville moyenne ». Elle est d'ailleurs jumelée avec Poitiers (soixante-quinze mille habitants). Son maire — ou plus exactement le président du comité exécutif du soviet des travailleurs de la ville — Nicolas Alexandrovitch Iablovkov, se flatte pourtant, dit-on, d'administrer une « cité qui est la première, sinon en toutes choses, au moins en plusieurs domaines. »

C'est à Iaroslavl que fut bâti en 1756 le premier théâtre de Russie (dont le spectacle inaugural fut une représentation d'*Esther*). C'est là que fut mise en service, après la première usine de pneus de l'Union soviétique, la première usine de caoutchouc artificiel du monde. Depuis quelques années, vous préférez-vous le sourire, Iaroslavl emporte aussi le palme de la propriété parmi toutes les villes de la Volga. Enfin, la cité a vu naître la première femme cosmonaute, Valentina Terechkova, aujourd'hui députée au Soviet suprême, dont le portrait orne la place principale non loin de la traditionnelle statue de Lénine.

Le camarade Iablovkov n'est pas avare de statistiques, mais il sait mettre en valeur chacune d'elles pour les besoins de sa démonstration. Le cheveu noir en bataille, les traits légèrement asiatiques, il offre l'image d'un gestionnaire souriant qui sait considérer les choses avec simplicité et les hommes avec bienveillance. Avant d'accéder au poste de maire, il dirigeait une entreprise de construction de logements.

Il en a conservé apparemment une vocation de bâtisseur. Il affiche surtout une volonté de contribuer à améliorer le cadre de la vie quotidienne. C'est avec une fierté discrète qu'il dit avoir refusé l'implantation d'une usine sur une zone « destinée au repos des habitants ». C'est avec un contentement évident qu'il expose le programme de rénovation des vieux quartiers où se dressent de belles demeures néo-classiques des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, dont l'une servit d'hôpital aux blessés de la guerre napoléonienne (le prince André Bolonski, selon Tolstoï dans *Guerre et Paix*, y fut soigné).

De fait, aux alentours de la Volga, ce fleuve qui fut longtemps, selon le vers du poète Nekrassov, autre gloire de la cité, « la rivière des larmes d'acier », et qui est devenu pour Iaroslavl le symbole et l'instrument du renouveau, la ville respire l'harmonie et le bonheur de vivre. Les multiples églises aux façades blanches et aux coupoules vertes — chaque riche marchand s'étant senti obligé, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, de faire édifier la sienne — les vastes jardins publics, la longue promenade au bord de l'eau, à l'ombre de tilleuls touffus, la plage de sable fin, l'imposant monastère du Sauveur enfin, dont émerge le dôme éblouissant de la cathédrale de la Transfiguration, dessinent un paysage plein de charme.

D'AUTRES aspects de la réalité sont, de toute évidence, moins agréables. Dès que l'on s'éloigne de ce quartier privilégié — dont les habitants, vous assure-t-on, n'ont bénéficié d'aucune faveur, sinon de celle de la chance — les rues et les maisons dégagent une certaine tristesse. Les banlieues ressemblent à celles de métropoles françaises, même si les espaces verts y sont nettement plus nombreux. Dans le centre de la cité, les immeubles vétustes aux murs décrépis, les petites boutiques aux devantures modestes, les trottoirs souvent détrempés, rappellent que les problèmes du développement se posent encore avec acuité. M. Iablovkov souligne lui-même que sa ville ne prépond pas « vivre au-dessus de ses moyens ». Les transports, en particulier, malgré les chiffres impressionnants fournis par le maire, restent insuffisants, si l'on en juge par les longues queues qui s'établissent aux arrêts d'autobus et de trolleybus.

En revanche, l'effort consenti en matière d'éducation porte ses fruits. Le budget de la ville — 80 millions

de roubles — y est consacré pour un tiers, un autre tiers allant à l'assistance médicale et le reste à divers postes, dont celui des transports. Quatre instituts supérieurs, dix-sept établissements secondaires, treize collèges techniques, sont ouverts aux enfants et adolescents de Iaroslavl.

La plus importante des écoles secondaires — ou « école de dix ans », puisque l'enseignement y est dispensé de la première classe (le cours préparatoire français) à la dixième — groupe mille neuf cents élèves. Il y a quatre-vingt-six enseignants. De la directrice, Mme Maria Ivanovna Houtouva, une forte femme aux cheveux gris relevés en chignon, aux larges lunettes et au regard rayonnant, émane une chaleur à laquelle nul ne saurait rester insensible. C'est avec beaucoup de conviction, mais aussi de spontanéité, qu'elle s'exprime par exemple le système de notation. Les notes, nous dit-elle, sont attribuées selon un barème de 1 à 5. Son objectif est d'augmenter le nombre des élèves qui obtiennent 4 et 5 : ils sont actuellement 37 %, ce qui, souligne-t-elle, n'est pas mal par rapport aux autres écoles de la ville.

Dans les classes, les enfants, intimidés, lèvent sagement le doigt en réponse aux questions de la directrice. Quel métier voulez-vous faire

plus tard ? La première, une petite fille de neuf ans, se trouble et ne sait que répondre. Un garçon du même âge s'enhardit : « Chaudier. » Un autre garçon fait la même réponse, indice de la nouvelle passion de l'automobile ? Une fille enfin répond : « Médecin. » Une autre : « Professeur. » Un autre encore, plus explicite : « Professeur de mathématiques. » Tablier blanc et col de dentelle pour les filles, costume et chemise blanche pour les garçons, voici la classe responsable, ce jour-là, de la marche de l'établissement.

AILLEURS, l'uniforme est moins élégant. Les enfants sont au nombre de trente-cinq par classe, parfois un peu plus, car, nous confie la directrice, cette école est très recherchée. Sur les murs de la classe d'histoire, on lit cette phrase de Lénine : « L'histoire est faite désormais par les millions de gens eux-mêmes. » La première leçon de l'année porte sur la Commune de Paris. Dans les couloirs, des photos et des slogans célèbres de la révolution soviétique de la Libération et retracent l'histoire de la division 234, celle de Iaroslavl. Les portraits des héros de l'Union soviétique sont exposés. D'autres planches évoquent les réalisations du régime, en particulier la conquête de l'espace. Une galerie est réservée aux

peintres de la ville. Ailleurs sont affichées quelques règles de conduite destinées aux enfants : être sage, écouter attentivement, etc.

Neuf cents élèves de dix à quatorze ans sont membres de l'organisation des « pionniers », qui tiennent à la fois du scoutisme et du mouvement politique, et cinq cents, au-delà de quatorze ans, appartiennent au Komsomol, l'organisation de jeunesse du parti. Les uns et les autres préparent avec ferveur le sixième anniversaire de la révolution d'Octobre, qui sera bien entendu l'objet d'une exposition dans l'école. Mais leur rôle n'est pas seulement politique : recrutés parmi les meilleurs élèves, ils servent en principe de modèles aux autres, qu'ils aident dans leur travail. Ce qui ne va pas toujours sans heurts ni grincements de dents. Le personnel de l'établissement, enfin, ne compte, nous dit-on, que vingt membres du parti communiste.

Une école parmi d'autres. Une ville comme beaucoup d'autres, avec ses difficultés, ses espérances, ses blocages, avec ses hommes et ses femmes qui, dans le respect de l'idéologie officielle, mais aussi dans la diversité de leurs personnalités et de leurs intérêts, s'efforcent d'aménager la vie quotidienne.

THOMAS FERENCZI.

## LES WALLACE

## UN DRAME DU « VIEUX SUD »

Washington. — Après quelques semaines d'absence, Cornelia Wallace, la femme du gouverneur de l'Alabama, est de retour à sa place habituelle, aux côtés de son mari. Debout, pâle et muette, le sourire figé, le regard un peu éteint, Cornelia — comme on l'appelle dans le Sud — tenait la chaise roulante où George Wallace se trouve cloué, gravement paralysé depuis 1972, à la suite d'une tentative d'assassinat. Le couple est ainsi réuni, mais pour combien de temps ?

Peut-être faudrait-il un Tennessee Williams ou, à un niveau inférieur, un spécialiste du feuilleton ou des sitcom (comédies de situation) de la télévision pour raconter l'histoire des Wallace. Tous les éléments du drame du « Vieux Sud », plein de violence et de passion, d'ambitions manquées, de vexations et de frustrations qui colorent la vie des « petits Blancs » s'y trouvent réunis. Le décor est celui de la chambre à coucher du gouverneur dans sa résidence officielle de Montgo-

mery, capitale de l'Alabama. Entre les lits de George et de Cornelia, les services de sécurité découvrent un beau jour un système d'écoute et, au sous-sol, dans le coffre-fort utilisé par Cornelia, deux cents exemplaires des conversations téléphoniques du gouverneur. On n'en connaît jamais le contenu. George Wallace les a fait détruire : « Ce qui se passe entre ma femme et moi dans ma chambre à coucher ne regarde que nous », a-t-il dit, refusant de surcroît d'admettre que Cornelia, sa femme chérie, avait fait installer des micros.

Mais un mythe s'est effondré. Et l'image du couple uni et fidèle, aussi liée que Philémon et Baucis, Saint Louis et Marguerite de Provence, Robert et Elizabeth Browning et tant d'autres, est à jamais altérée. Cornelia n'est pas seulement la femme dévouée et réconfortant un mari infirme, plus jeune de vingt ans que son conjoint ; très belle, elle se proclamait amoureuse. Dans son autobiographie,

elle indique à plusieurs reprises qu'elle a maintenu des relations sexuelles avec George, racontant par exemple comment elle avait trompé un jour la surveillance des gardiens pour le retrouver dans l'intimité de sa chambre d'hôtel. Personne ne sait exactement comment ni quand les choses se passent. Certains affirment que le gouverneur paralysé était jaloux, ne supportant pas que sa femme s'absente, même pour aller au drugstore. Il la faisait suivre et c'est en représailles que Cornelia aurait installé les écouteurs.

D'autres évoquent la situation pathétique de cet homme isolé, souffrant de sa déchéance physique et aussi politique (élu gouverneur en 1963, il a cessé d'être la force politique dominante dans le Sud) et dont la grande distraction est le téléphone. Pendant des heures, il téléphonait à sa famille, ses amis, ses collaborateurs — dont de nombreuses jeunes femmes — parlant de tout et de rien. Déjà tourné vers le passé, il aimait évoquer des souvenirs et notamment celui de sa femme Lurleen, morte d'un cancer en 1968. Cornelia, d'un milieu plus modeste, aurait gravement ressenti, dit-on des réflexions désobligeantes et grossières de son mari enregistrées sur bandes magnétiques. Mais l'ambition politique aurait encore assombri les relations déjà tendues. Le gouverneur aurait peu apprécié l'intention de Cornelia d'être candidate en 1978 pour le remplacer comme gouverneur, gênant ainsi son projet de briger un siège de sénateur.

Dans ce drame, on trouve naturellement des personnages secondaires, des comparses, hauts en couleur ou tragi-comiques pour détendre le public : la mère de Cornelia, surnommée « Big Ruby », irresponsable, bavarde, portée sur le bourbon. Elle protège la réputation de sa fille : « Cornelia ne boit pas. » Les journalistes affirment que le visage de Cornelia s'est empâté sous l'effet de l'alcool. « C'est moi qui suis alcoolique. » « Big Ruby » espère toujours guérir pour pouvoir retrouver ses petits-enfants dans la maison du gouverneur d'où elle a été exclue.

Un autre personnage, apparemment « mauvais », est Gerald, le frère du gouverneur qui, d'après Cornelia, aurait répondu la rumeur (il le nie) qu'elle aurait « couché avec tous les gardes nationaux de l'Alabama. » Tout est rentré dans l'ordre. Pour recevoir les Carter, Cornelia est revenue au foyer, mais elle refuse toujours de parler des bandes magnétiques. « Je veux seulement maintenir le mariage dans des circonstances très difficiles », a-t-elle dit. Le 25 août dernier, elle a découpé le gâteau du cinquante-septième anniversaire de son « cher George », mais les intimes du mariage affirment que le cœur n'y était pas, ou plus. La fin du drame folklorique est encore imprévisible.

HENRI PIERRE.

## IMAGES

## DES VÉRITÉS A DANSER

L'ÉVENEMENT, qu'il s'agisse de la mort, la haine ou le mariage dans des corps dansés en offrande au destin, c'est, en fait, l'histoire d'un homme ou d'une femme, d'un couple, d'un peuple, d'un pays, d'un monde. C'est une histoire d'homme, d'homme et de femme, d'homme et de peuple, d'homme et de monde. C'est une histoire d'homme, d'homme et de femme, d'homme et de peuple, d'homme et de monde. C'est une histoire d'homme, d'homme et de femme, d'homme et de peuple, d'homme et de monde.

Silence. Le théâtre est vide. Le toucher du regard sur les sabots. Il arrive que le plus froid de tous les monstres froids — c'est ainsi, n'est-ce pas ? qu'on nomme l'Etat — s'échauffe, bouillonne, lance des flammes sur aile de slogans ravageurs, vole du jour, vent de sable qui habille l'enfant nu. Alors c'est l'histoire des mots qui s'écrit dans le ciel : « révolution », « socialisme », « peuple », « débris d'étoiles... » C'est comme l'histoire du mandant nu : « Qu'est-ce qui te manque ? lui a-t-on demandé ? — la baque », répondit-il.

« De quoi s'occupe la cheuve, sinon du peigne et des cheveux ? — Le peuple ? — Que Dieu le protège des mots, comme il protège la langue d'entre les dents. — Oui, pendant longtemps la dent a souri à la dent, tandis que dans le cœur... la trahison. — On a pris l'habitude de s'armer ce qu'on n'a pas : il y en a qui s'arment la bonne conscience — ceux qui partagent avec la caméra l'ère-en-ciel coincé par l'imprévu de l'histoire — comme il y en a qui s'arment le droit d'avoir pour eux la vérité et de parler « pour », le nuage noyé. — Tu sais, il ne glisse entre la chair et l'ongle que l'impureté, mais les pieds de l'orphelin apportent la boue en été. — Ne sommes-nous que des faiseurs de mots ? — Je ne crois pas, nous parlons par parabole, car nous savons ce que c'est que la pudeur... Silence, puis un grand écart de rire.

TAHAR BEN JELLOUN.



## IDÉES

**REMARQUABLEMENT** édité, illustré de nombreuses et instructives photographies, l'ouvrage de Jean-François Troin sur les souks du Maroc a la séduction des sujets colorés (1). L'auteur précise pourtant qu'il ne s'agit nullement de folklore, mais d'une institution singulièrement vivante, nonobstant son déclin, fort expressive de l'état des campagnes marocaines et toujours essentielle à la définition géographique du pays. Ces marchés ruraux, en général hebdomadaires, moins visités que les souks urbains, souvent même ignorés des voyageurs, sont tout de même un nombre de huit cent cinquante et mettent en mouvement, chaque semaine, quelque trois millions de personnes. Bien sûr, leur origine doit remonter assez loin dans l'histoire, mais leur rôle reste de « satisfaire des besoins vitaux », et on les voit encore capables d'adaptation à de nouveaux styles économiques. C'est dire que l'étude de ces organismes « à la fois anciens et modernes, sclérotisés et élastiques, rigides et dynamiques », ne présente pas un mince intérêt.

C'est dire aussi qu'ils sont très variés d'importance et d'aspect. De la « ville fragile de toile blanche » au souk-caravansérail entièrement construit, la gamme est étendue, selon la place tenue par les installations fixes et les bâtiments en dur. Mais la vraie nature du marché est ailleurs, puisque aussi bien, sur les hauts plateaux orientaux, les souks constituent, au milieu des steppes, les seules agglomérations en dur de la région. Le souk rural est défini par la vie qui l'anime à certains jours de la semaine, dont il tient même parfois le nom, le calendrier étant plus nécessaire encore à sa personnalité que sa situation géographique. C'est le cycle des jours qui détermine le dessin des circuits commerciaux et finalement l'existence de véritables réseaux reliant entre eux ces marchés dont la solide organisation régionale est « l'un des traits les plus caractéristiques de l'économie rurale marocaine ».

Et nous voyons bien là le signe d'échanges beaucoup plus ouverts, actifs et lointains qu'on ne le pense générale-

## Fortune et déclin des souks marocains

ment. L'antarcisme tribal est ici un mythe, et les souks ruraux expriment depuis fort longtemps l'association obligée de pays qui ont des nécessités et des ressources diverses, depuis la zone montagneuse qui ne vend que quelques produits chers, mais a de grands besoins en céréales, jusqu'à la plaine qui s'ouvre sur les entrepôts urbains de la côte.

Le souk est donc loin de se borner à des trocs locaux. Il est un maillon d'une chaîne commerciale établie du douar à la ville et jusqu'au port atlantique. Et ce caractère est propre au Maroc. Les souks algériens ne sont plus que des « reliques misérables », victimes de l'importante colonisation rurale européenne. Ceux de Tunisie ont encore quelque consistance, mais les centres urbains ou villageois du pays sont nombreux, et le souk n'est plus essentiel à la vie des campagnes. La vitalité des marchés ruraux marocains, placés comme des témoins d'équilibre entre les cités et le bled, répond donc aux particularités de l'histoire et de la géographie du monde berbère.

Que le souk marocain soit encore bien vivant tient à ce que, selon la jolie expression de Jean-François Troin, il est « une ville à la campagne et pour la campagne ». Ville intermittente mais beaucoup plus ordonnée qu'on ne l'imagine, il voit la confusion bruyante du détail. Le souk a des quartiers bien individualisés et des rues intelligibles. Il a même des présences administratives et judiciaires qui peuvent être matérialisées par des édifices. Il a de la ville la ressource du service — y compris l'écritain public — et de la fête. Tout cela dans une grande diversité de situations et de dessertes qui rend encore plus apparente l'homogénéité de l'institution. « Pôle d'attraction unique pour les gens du bled », le souk est bien une ville diminuée, mesurée aux capacités et aux besoins des lieux, mais aussi

comme multipliée et rendue mobile pour se conformer aux données d'un habitat et d'une société auxquels la mobilité est familière. Pour se conformer en outre à des données d'histoire qui ne laissent pas grand-chose entre les groupements des cités et les campements des douars. Le souk est une rencontre nécessaire au bled, qui s'ouvre par lui sur le monde, comme à la ville, qui en tire bénéfice. L'état présent montre en lui le garant d'un équilibre, non un archaïsme maintenu envers et contre toute modernité.

Cet équilibre est pourtant menacé aujourd'hui. Le protectorat avait modifié la carte des marchés ruraux, réputés dangereux, mais les avait plutôt renforcés en les officialisant, en les fixant, en les rapprochant des centres forts de la colonisation. Depuis le début du siècle également, le vieux artisanat des douars était venu les déborder, ajoutant des nouvelles activités de service et d'autres suivront — à un ensemble qui n'était encore que marchand. Présentement, c'est la tendance à l'affaiblissement qui prévaut. Le souk n'est plus avant tout le lieu d'une collecte des produits paysans, mais — et de plus en plus — un rassemblement de boutiques urbaines offrant leurs séductions aux gens des campagnes.

Cette prépondérance du « soukier » (on appelle ainsi les commerçants itinérants venus de la ville) n'était guère autrefois ressentie quand il était le fournisseur d'objets adaptés à la vie simple des ruraux, et quand ses distributions ne dépassaient point en valeur, le produit de la collecte des denrées paysannes. Mais ce temps est fini. La distribution, dans le souk, excède maintenant la collecte. Et surtout elle tend à perdre son caractère de nécessité pour revêtir celui de la tentation. Le souk devient « un lieu de vulgarisation d'habitudes de consommation, supérieures fort souvent aux possibilités financières des paysans ».

En fin de compte, c'est la grande transformation du monde moderne qui raccourcit les distances, multipliant les désirs et finissant d'effacer les anciennes oppositions des genres de vie, menace cet équilibre qui contribuait à assurer le souk, et dont aussi il témoignait. Mais nous savons le souk vivace, et non point par la seule force des traditions. Jean-François Troin montre à maintes reprises comment il s'adapte en réalisant — et en exprimant — un nouvel équilibre sans cesse retouché. Il se fait lieu de détente et de réjouissance, comme nos foires d'autrefois. Il enrichit considérablement la gamme des services qu'il propose et qui comprend maintenant des restaurateurs, des barbiers, des coiffeurs, des réparateurs de toutes sortes, des photographes, des dentistes, des charlatans vendeurs de produits médicinaux et d'amulettes. Strange brio-à-brac dans un décor d'objets en plastique sous des publicités qui ont passé les océans ! Etonnant mélange du traditionnel et du contemporain d'avant-garde ! Aucune liste n'épuise définitivement tous les genres pratiqués par ces foules récemment gonflées que forment sur le souk les gens des services. Il y a là des bricoleurs et des camelots de toute espèce. Et ces personnages sont pour la plupart des ruraux déclassés ou ambitieux pour qui les souks présentent une promesse, à moins qu'ils ne soient « des camps de la dernière chance avant le départ vers la bidonville urbaine ».

Ce n'est point là un type d'adaptation qui fasse prévoir un renouvellement efficace de l'institution. Jean-François Troin, tout en mettant l'accent sur l'étonnante souplesse de ces marchés ruraux, sait bien qu'ils ne résisteront pas toujours à la suprématie de la ville. Dans la moitié septentrionale du Maroc tout au moins — où l'énormité du sujet et la sévérité de ses enquêtes l'ont con-

traint de borner ses exemples — il a constaté que « le seul de diffusion maximale des marchés était atteint », et il reste sceptique quant à l'installation de nouveaux souks. C'est la conséquence d'une nouvelle polarisation de l'espace marocain, où le rôle des petites villes est essentiel. L'ancienneté des relations ville-campagne, si remarquable au Maroc, tend à créer « un nouveau maillage de petites villes actives par-dessus l'armature ancienne des souks ». On peut penser que les plus gros souks seront associés à cette nouvelle infrastructure, puisque déjà ils sont complémentaires des agglomérations. Que deviendront tous les autres marchés de rang inférieur ?

J'ai beaucoup aimé que l'auteur de ce livre tout assemblé monumentalement ait tiré de son enquête une conclusion d'ordre éthique que l'on chercherait en vain chez tant de géographes « appliqués » d'aujourd'hui. « Face au gigantisme et au fonctionnel qui nous assaillent », écrit-il, « ces marchés perpétuent des institutions plus humaines et bien adaptées ». Au point de se demander « si le souk n'est pas un modèle pour nos sociétés occidentales ». Assurément, si l'en juge à ce qu'est devenu mon bled breton depuis que foires et marchés y sont morts, ou dénaïvés. Il n'a plus de chemins creux, ni de sentiers ni de « routes messianiques ». Les seuls chemins qu'il garde se terminent, asphaltés, en cul-de-sac à la ferme. Les champs aux talus dévastés sont cernés de fils de fer, et le paysan, prisonnier de son économie « ouverte », n'a jamais été plus isolé.

(1) Jean-François Troin, *Les Souks marocains. Marchés ruraux et organisation de l'espace dans le monde nord de l'Afrique*. Aix-en-Provence, 1970, 2 volumes 21x29, 503 pages (55 fig. et 40 ph. photographiques), plus atlas de 28 pl. à 1,18 F.

Un max copio : le coulin ne tire pas son nom, comme je le suggère imprudemment dans une note de mon feuillet de juillet intitulé « L'archéologie et le géographe ». Le coulin de l'île malaise du Combe. Cette forme était connue des Grecs, qui l'avaient reçue, à travers les Phéniciens, de la langue de l'Inde. Deux confrères de l'Ecole pratique des hautes études et de la faculté de pharmacie de Strasbourg m'ont aimablement remis dans le droit chemin.

## LES NOMS

## Quel patronyme choisir pour nos enfants ?

La presse a récemment mentionné un projet de loi suisse donnant aux parents le choix du patronyme que porteront leurs enfants, celui du père ou celui de la mère. En France, cette réforme a été souvent proposée sans trouver beaucoup d'écho.

Or, en plein cœur de notre pays, en Auvergne, à une époque pas si lointaine, celle de François 1<sup>er</sup>, il n'était pas rare que les enfants héritent du nom de leur mère et non pas de celui de leur père. Cette pratique n'est guère connue parce que l'État civil n'existe pas alors, qui ait permis de suivre aisément l'évolution des patronymes dans chaque famille. Les plus anciens registres paroissiaux, dans cette région, ne remontent pas au-delà de 1550 et encore sont-ils très fragmentaires.

Un heureux hasard nous a mis entre les mains un « terrier » qui combait cette lacune (1). Un « terrier », c'est un registre sur lequel un notaire, mandaté par un seigneur, a enregistré les noms des exploitants agricoles qui devaient une redevance au seigneur en raison de telle ou telle de leurs terres. L'emplacement de ces terres, le montant de la redevance en espèces et en nature, la date d'échéance, sont toujours bien précisés ; mais de l'exploitant, on ne donne généralement que le nom et le prénom.

Le « terrier » en question, établi en 1518 et 1519 par un notaire de Viviers (Puy-de-Dôme) pour cette région, précise, lui, les noms et le parage des exploitants, mari et femme, aîné et neveu, frères ou beaux-frères, car beaucoup de fermes étaient tenues en famille.

## Une proportion assez impressionnante

On y lit donc que « Pierre Sabatier dit Théron reconnaît avoir tenu pour lui et pour Catherine Théron, sa femme » ; ou bien que « Leonard Chabot la femme dit Jary, doit tenir pour lui et pour Gabrielle Jary, sa femme ». Et ainsi, sept fois dans ce « terrier » nous voyons le mari prendre pour surnom le patronyme de sa femme. C'est au premier point : il permet de penser que les « Jeanne Marie Fournier », les « Jeanne Germaine Corbail » sont pareillement surnommés du patronyme de leur femme bien que l'acte ne le spécifie pas ; et il y en a treize.

Mais il y a mieux. On lit dans ce « terrier » que telle reconnaissance est faite par « Gaspar Rolland fils à Jean Benoît Rolland, pour lui et pour Etienne et Louis Rolland, enfants à Jean Claude Gire dit Rolland » ; et telle autre par « Pierre Nurey dit

Combré, pour soi et pour Marguerite Combré, sa femme et fille à Jean Claude Terras et Benoît Combré ». Cette fois nous y sommes : les patronymes paternels Gire et Terras ont disparu au profit des patronymes maternels Rolland et Combré ; tout se passe comme si MM. Gire et Terras n'avaient pas eu de descendance.

A partir de ces deux exemples, il est permis d'imaginer que quelques-uns des vingt exploitants à « noms doubles » n'ont pas vu leur descendance garder leur nom patronymique. Sur un total de cent quarante-trois reconnaissances, c'est une proportion assez impressionnante.

Pourquoi cet usage, s'agit-il d'un manuscrit ? Non, il ne semble pas qu'il s'agisse d'une option délibérée, mais d'une option de commodité.

Tout d'abord on remarque que ces hommes sont de familles nombreuses (frères et cousins) ; que le surnom personnel de la femme identifie ; c'est ainsi qu'aujourd'hui dans les nombreuses familles du Nord le nom de la femme est accolé couramment au nom du mari.

## Les traces du portail

Ensuite, ces hommes ont quitté leur village d'origine pour aller fonder des filles qui appartenaient à des familles bien implantées dans le village où leur mari est venu « en étranger » ; rien d'étonnant à ce qu'on ait eu tendance à oublier progressivement leur patronyme pour ne garder que celui de la femme, celui qui était commun dans le village.

Le village lui-même pouvait prendre le nom de la famille dominante. Un village de la région s'appelle Feutrie en 1400 quand les Portal y vivaient nombreux ; en 1450 on l'appelle « Feutrie sive Portal » ; en 1500, on l'appelle Portal ; en 1850, les services cartographiques l'ont appelé Portal ; et aujourd'hui les archéologues recherchent les traces du Portal dont le village porte le nom !

Les femmes de France souhaitent-elles que leur descendance hérite de leur nom patronymique ? On peut en douter lorsqu'on observe avec quelle facilité elles renouent à son usage en se mariant et quelle surprise elles témoignent au notaire qui leur rappelle que c'est de « leur nom de jeune fille » qu'elles doivent signer les actes importants. Du moins peut-on supposer qu'on rende plus accessible l'usage et la transmission du double nom.

JEAN TORRILHON.

(1) Collection privée, photocopie aux Archives départementales du Puy-de-Dôme.

## ADMINISTRATION

## L'étalement des vacances

Note de Messieurs les chefs de service de l'administration centrale.

DANS le cadre de la vigoureuse politique d'étalement des vacances conduite avec la fermeté que l'on sait par le gouvernement, la Direction du personnel vient d'accorder certains avantages à ceux des agents de l'administration centrale qui ont accepté de prendre leurs congés annuels en dehors du mois d'août.

Durant tout le mois d'août, les deux heures consacrées chaque lundi matin à la réunion du week-end seront portées à trois ; — La lecture des journaux du matin est autorisée jusqu'à l'heure du départ pour la cantine, et non plus seulement jusqu'à la pause de 11 heures ; — Les horaires deviendront entièrement flexibles : heures d'arrivée possibles : 8 heures à 18 heures. Heures de départ possibles : 8 heures à 18 heures.

De plus, pour contribuer à l'effort de solidarité envers l'agriculture, touchée par la sécheresse, la bière et les boissons alcoolisées seront autorisées sur les lieux de travail.

Enfin, certaines revendications catégorielles seront satisfaites : les chauffeurs pourront poser un autocollant « Europe 1 », c'est-à-dire « Europe 1 » ; les distributeurs automatiques de tracts syndicaux seront fixés devant les ascenseurs. Une avance sur les primes de rendement sera consentie à tous les agents qui sont seuls au mois d'août du fait que leur conjoint ne travaille pas dans l'administration.

Le journal le Petit Echo de l'Administration centrale sera transformé en quotidien, et les petites annonces y seront gratuites.

La grande salle de réunion du rez-de-chaussée sera transformée en terrain de sport réservé aux enfants des agents qui n'ont pas pu bénéficier des dispositions de la circulaire n° ERT/3978-DP du 14 janvier 1969 relative aux colo-

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérant : Jacques Favre, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5767.

## PARIS

## C'EST LA FÊTE AUX TUILLERIES

Ah oui, c'est maintenant, la fête aux Tuilleries ! Parce qu'enfin ils sont partis : les conquérants, les organisateurs du loisir populaire, les baladins du monde occidental, avec leurs baraquements, leurs tentes, leur intendance, leurs câbles électriques tendus dans les branches, leurs projecteurs, toute cette quincaillerie pour une prétendue fête qui n'était qu'une foire, et quelle ! Les nuisances qu'ils ont créées pendant la moitié de l'année ou presque. Seigneur ! Leurs chapiteaux froidement dressés en travers de la perspective royale, à l'ébahissement des étrangers qui ne viennent pas pour ça, leurs manèges hurlant en trébuchant (nauséabondement, c'était le plus charmant, avec ses véritables chevaux de bois, qui était toujours délaissé au profit des capsules spatiales), leurs nuages et leurs matelas de pousière, leurs barrières insolentes (vous oubliez, messieurs, que ce jardin est un jardin « public » traversé chaque jour par des mil-

liers de personnes qui vont à leur travail au sortir de la gare d'Orsay, qui ont donc droit de passage ; il a fallu la reculer, élargir plusieurs fois de haute lutte, ce droit, par l'intermédiaire des représentants de l'autorité).

Même l'armée, durant une longue période, y est venue en occupation avec ses cantonnements, des chars, un avion. La Prévention routière aussi, dans un dessein d'éducation sans doute louable, mais les voitures, nous en sommes gorgés, non ? Alors, pas ici, pas ici, pas dans ce jardin ! Il fallait voir cela, au matin, voir ce champ de bataille, les papiers sales partout, les journaux déchirés, les détritus, les bouteilles éparpillées, les malheureux pelouses piétinées au point d'en être devenues comme bétonnées. La réjouissance visait...

Mais maintenant c'est fini. Ils ont démonté. Ils ont emporté en sillonnant les allées avec leurs camions énormes — toutes ces hordes. Et la fête authentique a repris : nous avons retrouvé les arbres, l'espace entre les arbres. L'automne a pu tranquillement sortir sa palette pour peindre une à une, selon le rite, les feuilles à une, selon le rite, les feuilles vertes en rouge, en ocre et en jaune vives, une fois retirés les baraquements artificiels et faux. Le merle vaque à ses affaires. Joyeux, en faisant entendre, comme au fond des bois, son pas d'homme sur les feuilles mortes. Les volées de moineaux ont repris possession du terrain. On respire l'odeur de la terre mouillée, on écoute à l'occasion le picotement de la pluie, et délicieux après les saharas de cet été torride. Même l'arbre folle se remet à pousser à l'aise.

Plus loin, on redécouvre les corbeilles fleuries qu'avait confiées de soigner, un peu à l'écart des Attila de la liesse, les vaillants jardiniers. (Merci, ô jardiniers, derniers sages, figures tutélaires ! De nouveau, il est donc possible de rêver ici à Constantin Guys, à Manet, à Monet, à Bonnard. Il est de nouveau possible, en traversant cette oasis entre deux fleuves mécaniques, de se nettoyer les yeux et l'esprit, de s'accorder le bref mais précieux répit du citadin harcelé.

Nous aurons pour cela l'automne et l'hiver. Mais, au printemps prochain, est-ce que cela va recommencer ? Messieurs les édiles, de grâce, prévoyez des lunaparks à l'intention des amateurs de ce genre de fêtes. Et laissez-nous, laissez aux travailleurs, aux mères, aux enfants, aux touristes, cette rare, cette inégalable merveille : un beau jardin à l'usage de jardin, au cœur de Paris.

JEAN GUICHARD-MEILL.

## CORRESPONDANCE

## UNE LECTURE POLITIQUE D'« OBÉLIX ET COMPAGNIE »

La dernière aventure d'Astérix les Gaulois, dont Obélix est le héros, installe les péripéties quotidiennes du fameux petit village d'irréductibles au sein des obsessions de l'actualité de 1970. L'opération, largement tendue dans certaines bandes dessinées, n'en est pas moins réussie.

Deux thèmes. Une critique, celle du capitalisme, système économique. Une satire, celle de la technocratie. Un jeune énarque — le qualificatif brûle les lèvres avant d'être écrit sous une forme quasiment transparente — bravant tous les Anciens, riches d'expérience et en pleine déchéance, propose à César un plan new-look pour mater l'insolence du petit village gaulois.

Son analyse est sans aucun doute moderne. Inspirée des lois du marché, elle entend susciter chez ces Gaulois l'appât du gain, de la « sur-accumulation capitaliste », pourrissent-ils. Le jeune Romain agresse des menaces, le jeune gaulois dans lequel s'installe progressivement la division du travail (apparition de propriétés de moyens de production — c'est le cas d'Obélix — et de salaires, d'autres Gaulois), la concurrence entre les entreprises capitalistes naissantes. Ainsi, le système politico-économique qui régit le présent village et que l'on pourrait associer à la « phase intégrale du communisme », exprime par la devise : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » s'estompe-t-il. Le

plan du jeune technocrate romain lui substitue une économie de type capitaliste dont les retombées ne se font guère attendre.

Cette métamorphose se présente sous la forme habituelle d'un texte qu'on ne saurait lire sans rire. L'objectif du Romain était, on le perçoit au fur et à mesure, de provoquer la décadence du village par l'infiltration de ces procédés « modernes » d'organisation économique. C'était, on le devine, compter sans la sagesse de Panoramax et d'Astérix, mais aussi sous-estimer l'irréductible lien de saine fraternité qui unit tous les membres de la communauté gauloise. Alors la technocratie se dévoile : son plan échoue parce qu'elle méconnaît « les aspirations profondes des intéressés » (en l'occurrence des victimes). Le plan, préparé à Rome par un jeune ambassadeur non dépourvu de talent (qui ressemble fort à un Chirac jeune), est trop loin des réalités concrètes.

Est-il hardi de voir, dans cette no. « bande dessinée », une apologie du socialisme, voire du communisme tel que les théoriciens du marxisme l'ont préconisé ? Cette société marxiste, c'est le village gaulois qui nous prouve sa supériorité humaine, par opposition au système capitaliste et à son implication, le pourrissement des relations humaines. La satire de la technocratie s'inscrit dans la logique de cette critique.

NICOLAS RESSEGUIER, Étudiant en sciences économiques, dix-huit ans.



## MÉDECINE

### La Semaine du cœur

L'infarctus, c'est bien connu, cela n'arrive qu'aux autres... Or les cardiologues sont formels : les maladies de cœur guettent chacun d'entre nous. On estime à plus d'un million, aujourd'hui, le nombre de Français cardiaques et à cinq millions le nombre d'hypertendus, c'est-à-dire qui ont une tension artérielle anormalement élevée. Les maladies cardio-vasculaires sont responsables dans notre pays de 40 % des décès, soit presque deux fois plus que toutes les catégories de cancer.

Le plus grave, c'est que les maladies cardiaques se multiplient en raison du rythme de vie moderne qui entraîne à la fois une tension nerveuse accrue, un surcroît d'alimentation et des activités physiques réduites. L'infarctus ne

respecte même plus la jeunesse. Il frappe de plus en plus tôt. Les cardiologues estiment que, statistiquement, un sujet qui a fumé depuis sa jeunesse plus de vingt cigarettes par jour, qui est sédentaire après l'âge de vingt-cinq ans, qui surconsomme graisse et sucre et qui est hypertendu, aura à peu près inéluctablement un infarctus cardiaque sous forme d'infarctus du myocarde.

Pour combattre ce fléau, la Fondation nationale de cardiologie organise cette année encore une Semaine du cœur (1) consacrée à la prévention des maladies cardio-vasculaires. A cette occasion, elle a dressé un petit catalogue des « facteurs de risques » dont elle soumettrait que chaque Français prenne connaissance.

#### Comment déceler une maladie cardiaque et prévenir l'accident

Quels sont les signes avant-coureurs d'une maladie cardio-vasculaire ? La Fondation nationale de cardiologie en a retenu huit, qui sont autant de signaux d'alarme pour le sujet réputé bien portant :

- 1) La douleur thoracique. — Le fameux « poids » sur la poitrine peut avoir une origine cardiaque, lorsque la douleur se fait sentir au milieu du thorax, derrière l'os du sternum. En revanche, des douleurs localisées dans la région gauche de la poitrine ne sont pas forcément d'origine cardiaque.
- 2) L'essoufflement. — Trois variétés d'essoufflement peuvent être d'origine cardiaque : l'essoufflement après un effort ; l'essoufflement dans la nuit lorsqu'on s'allonge et que l'on ressent le besoin de se soutenir avec des oreillers, alors qu'on a l'habitude de coucher à plat ; les crises d'essoufflement aiguës.
- 3) L'œdème des chevilles. — Si les deux chevilles ou les deux jambes enflent au même temps, ce peut être un signe de fatigue de la « pompe cardiaque » qui n'arrive plus à faire remonter le sang.
- 4) La syncope. — En dehors des émotions fortes ou d'éventuelles faiblesses du système nerveux, la véritable syncope (perte de connaissance brusque et brève) peut trahir une défaillance du cœur.
- 5) Les « battements » de cœur. — Lorsque ni la fièvre ni l'émotion ne sont en cause, une accélération brusque des battements du cœur peut faire craindre des troubles cardiaques.
- 6) L'hypertension artérielle. — Une trop forte pression artérielle reste, la plupart du temps, indolore. Il faut donc, pour la détec-

ter, procéder à des contrôles périodiques.

7) La crampes. — Lorsque, pendant la marche, une crampes saisit le mollet ou la fesse, il s'agit souvent d'une artère bouchée qui bloque la circulation du sang.

8) La jambe enflée. — Lorsque une jambe devient brusquement blanche, froide et douloureuse, c'est souvent aussi l'effet d'une artère bouchée.

Ces huit symptômes, naturellement, ne sont que des repères, qu'il ne faut pas de quitter dans l'angoisse. Il suffit de les connaître pour, le cas échéant, se faire examiner rapidement.

La Fondation nationale de cardiologie énonce ensuite les huit commandements de la sécurité qu'il faut observer pour éviter l'apparition, dans un premier temps, des signes avant-coureurs, et ensuite de la maladie caractéristique.

1) Le corps : une angine mal soignée chez un enfant peut provoquer des rhumatismes articulaires et ensuite une infection des valves du cœur, dont les lésions sont incurables.

2) Les dents : les streptocoques de la carie dentaire sont très vite véhiculés par le sang de la gencive au cœur. Là encore, une infection des valves cardiaques. Une bonne hygiène dentaire évite de tels risques.

3) Le cholestérol : les graisses alimentaires, et en particulier les graisses animales contenues dans la viande, la charcuterie, le beurre et le fromage, augmentent le taux de cholestérol dans le sang, et donc les risques de sécrétion des artères.

4) Le diabète : la consommation abusive de sucres entraîne un excès de sucre dans le sang, et

par suite, une mauvaise irrigation des tissus.

5) La tension artérielle : la condition régulière pour déceler toute hypertension dangereuse pour le cœur.

6) Le tabac : l'inhalation de la fumée de tabac entraîne une sécrétion des parois artérielles, et la nicotine fatigue le cœur en entravant l'oxygénation du sang (ce qui l'oblige à battre plus vite). Le tabagisme est donc doublement dangereux pour le cœur.

7) Les risques d'accident sont multipliés par deux avec seulement six cigarettes par jour, et multipliés par trois avec vingt cigarettes. Pour ceux qui ne peuvent absolument pas renoncer à fumer, les cardiologues recommandent un maximum de dix cigarettes par jour.

8) Le poids : l'obésité, qui va souvent de pair avec une alimentation trop riche, augmente par deux ou trois les risques d'angine de poitrine et de maladies vasculaires.

9) La sédentarité : la pratique de l'exercice physique est bonne pour le cœur, car elle entraîne le muscle cardiaque. Les cardiologues recommandent donc la marche à pied, la bicyclette, et toutes les activités physiques qui sont toniques pour l'organisme, et en même temps favorables à l'équilibre nerveux.

(1) La semaine du cœur 1976 se déroule du 27 septembre au 3 octobre à Paris. La Fondation nationale de cardiologie propose des cartes de membres sympathisants au prix de 5 francs, disponibles dans les bureaux de poste, les banques, les boulangeries, les supermarchés. L'adhésion permet par ailleurs l'accès à des conférences de prévention des maladies cardio-vasculaires.

Dans le diocèse d'Autun

### Mgr LE BOURGEOIS SOUHAITE QUE CERTAINS DIVORCÉS REMARIÉS PUISSENT BÉNÉFICIER DE PRIÈRES PRIVÉES ET DISCRÈTES

Mgr Armand Le Bourgeois, évêque d'Autun, a évoqué dans une conférence de presse la situation des « chrétiens divorcés remariés ».

L'évêque d'Autun, qui parlait à la paroisse Saint-Pierre, à Chalon-sur-Saône, a donné des précisions sur la doctrine religieuse qui « pourrait accompagner un mariage de divorcés lorsque ceux-ci le désirent expressément ».

« Un moment de prière avec les confesseurs, leurs familles, leurs amis dans les jours précédant la célébration de la messe qui accompagne le mariage civil. Cette prière, doit garder un caractère discret et privé. A la rigueur, et pour les familles habituellement pratiquantes, on pourra toujours, dans les jours précédant la célébration de la messe, faire célébrer l'eucharistie à l'intention des familles, mais dans l'un et l'autre cas on évitera tout ce qui peut laisser croire à une célébration d'un mariage religieux avec échange de consentement et bénédiction d'alliances ».

Normalement, on le sait, les divorcés remariés ne reçoivent pas le sacrement de l'eucharistie. Mais Mgr Le Bourgeois se demande si cette communion sacramentelle ne pourrait être admise au terme d'une longue démarche pénitentielle assortie de diverses promesses : éducation chrétienne des enfants, justice à l'égard du précédent conjoint et des enfants du premier lit, fidélité au nouveau conjoint, temps de prière.

La position de Mgr Le Bourgeois a été portée par tout l'épiscopat français, par la commission épiscopale pour la famille, notamment.

● Mgr Hyacinthe Thiaudoux, archevêque de Dakar, qui semble avoir été chargé d'une mission officielle de conciliation entre Rome et Mgr Marcel Lefebvre en raison des liens d'amitié qu'il entretenait avec le fondateur du séminaire d'Écône, vient d'être reçu par Paul VI. Apparaissant, Mgr Thiaudoux avait fait un court séjour en Suisse.

## JUSTICE

Après la grève en faveur de M. Ceccaldi

### Plusieurs dizaines de magistrats font l'objet d'avertissements ou de sévères observations

Dix-huit magistrats en poste dans le ressort de la cour d'appel de Douai viennent de recevoir de la part de leur chef de cour — premier président ou procureur général — une lettre les informant qu'ils faisaient l'objet d'un « avertissement » ou de « sévères observations » pour avoir participé au mouvement de grève organisé par le Syndicat de la magistrature le 10 juin dernier afin de protester contre les poursuites disciplinaires engagées à l'égard de M. Etienne Ceccaldi, directeur du procureur de la République à Marseille. D'autres magistrats — au total, plusieurs dizaines — ont reçu une lettre identique, notamment à Rouen, Rennes, Chambéry, Limoges et Amiens.

Le texte de la lettre aux magistrats de Douai précise que ces avertissements ne peuvent être qualifiés de mesure « disciplinaire ». Cependant, le Syndicat de la magistrature, dont le bureau national devait se réunir ce samedi 25 septembre à Paris, estime que cette sanction représente une discrimination dans la mesure où seuls dix-huit magistrats sont visés, alors que les grévistes étaient plus nombreux dans le ressort de la cour d'appel de Douai.

Le Syndicat s'élève contre ces mesures prises pour les mêmes faits faits l'objet d'un « avertissement », tandis que six autres se voient dresser des « sévères observations ». Le Syndicat a l'intention de former un recours devant le Conseil d'État contre ces sanctions.

Les unions régionales C.G.T. et C.F.D.T. du Nord-Pas-de-Calais ont déjà assuré les magistrats de leur solidarité pour une réaction éventuelle contre ces mesures.

À la veille de la grève, M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux, avait adressé aux chefs de cour une circulaire rappelant aux magistrats que leur fonction était interdite selon l'article 10 du statut de la magistrature. Les chefs de juridictions étaient invités à relever le nom des magistrats grévistes.

Au début du mois de juillet, certains magistrats qui s'étaient déclarés grévistes avaient reçu une lettre leur demandant des explications. Le délégué régional du Syndicat de la magistrature avait alors écrit aux chefs de juridictions pour leur demander « quelles étaient les intentions dissimulées sous cette demande » et faire valoir les droits de la défense accordés à tout fonctionnaire faisant l'objet d'un projet de sanction. Cette lettre ne devait pas recevoir de réponse.

Le 30 août dernier, M. Etienne Ceccaldi s'est vu notifier officiellement la sanction prise contre lui par le ministère de la justice, une « réprimande » avec inscription au dossier. Cette sanction avait été proposée par la commission de discipline du parquet qui avait entendu le 12 août le magistrat marseillais. La commission avait, uniquement examinée l'accusation de manquement à l'obligation de réserve, c'est-à-dire le fait que le substitut du procureur de la République avait publiquement expliqué les raisons de son refus de rejoindre le poste de procureur de la République à Strasbourg, avant qu'il n'ait été « promu » au mois de mai.

Comme d'habitude, à la vingt-troisième chambre du Tribunal de la Cour de Cassation, celle des « affaires de discipline », les affaires se sont succédées jeudi 23 septembre en un temps record. Les principaux condamnés : ceux qui ne savaient pas s'exprimer dans un langage clair, beaucoup d'étrangers.

Par exemple, ce jeune Sénégalais âgé de vingt-deux ans qui, arrivé en France depuis deux mois pour « faire ses études », était poursuivi de « violences sexuelles ». Au quartier Latin, il rencontre deux touristes espagnols qui ne savent pas passer la nuit. Il leur propose de les héberger, elles la suivent. L'une d'entre elles accepte de faire l'amour. Mais, après cette expérience, il va « voir » la seconde fille qui dort, habillée, dans un sac de couchage.

L'a-t-il brusquée et frappée alors qu'elle se retournait, comme elle l'affirme ? Toujours est-il qu'elle n'a pas subi de violences sexuelles, l'examen de l'hôpital l'a prouvé et on a constaté simplement un hématome sur le nez et une égratignure à l'œil. Contre lui, le chef de la jeune fille. Malgré la défense qui soulignait l'absence de la victime à porter plainte et demandait l'absence de poursuites pour « cette simple affaire d'étudiants », le jeune Sénégalais a été condamné à dix-huit mois de prison.

M. P.

## RELIGION

### Libres opinions

#### LE PETIT PEUPLE DE DIEU

par MAURICE CLAVEL

VERS la fin de notre culture occidentale, ou plutôt de cette période culturelle dite de la mort de Dieu — et de l'homme — un concile se tint, non pour la condamner, non pour capituler devant elle, mais s'y « adapter ». « Adaptation » à la « mutation », ouverture au monde, tel est le but avoué, lui-même inclus dans le vaste et beau dessein d'aller chercher l'homme là où il s'affaire pour le ramener au Père par l'Evangile.

On devine la suite. On voit du moins le danger. La différence entre adaptation et abandon, nette au départ, avait tout risque de s'estomper. Dès lors que l'Eglise avait choisi, sans ses gestes et dans ses textes, de ne pas prendre les mouches avec du vinaigre, les « valeurs » de ce temps devaient être « prises », son « dynamisme » reconnu et tenu « en grande estime », sa « civilisation » excusée ou innocente « dans son essence ». Le produit de cette culture, « l'homme moderne », loin d'être perçu ou plaint comme une personne diminuée ou perdue, devait être dit « en marche vers un développement plus ample de sa personnalité ». Et la « famille humaine », en fait déclinée par les impérialismes et tribalismes, on lit qu'elle se constitue peu à peu comme une « unité » à l'univers. Mouvements de ce monde auxquels le concile offre « la collaboration sincère de l'Eglise ».

On reste un peu pantelant devant un optimisme laïque si généreux, qui même alors devait suggérer la question : « A quel bon l'Eglise ? » Mais il y a mieux, ou pis : le savoir de ce monde sur lui-même, sa connaissance de soi, bref et très explicitement les sciences humaines, nées de l'avènement de l'homme contre Dieu et prises dans son circuit, ou son cercle, aujourd'hui dénoncées et démasquées par la critique gauchiste comme instruments de pouvoir et d'aliénation, l'Eglise conciliaire les admet, les reconnaît compétentes et souveraines, non point sur quelques champs empiriques et limités, mais sur l'homme lui-même, dont elles « expliquent » l'activité « en profondeur », ouvrant ainsi « des voies nouvelles à la vérité ». D'où le commandement d'en faire « bon usage dans la pastorale ».

Soyons sérieux : que pouvait-il en résulter ? Je n'ai aucune autorité pour décider si ces textes, dans leur opposition extrême à saint Augustin pour qui en Dieu seul se connaît l'homme, sont rigoureusement orthodoxes, douterait d'être hérétiques ou calomnieusement candides. Je ne suis ici qu'un penseur élémentaire et populaire. Mais à ce titre je suis bien obligé d'écrire que notre culture occidentale moribonde — telle qu'elle fut secourue ou subvertie en mai 1968 — recevait du concile, vers 1969, un fameux ballon d'oxygène, et de toute façon gardait assez de force, telle une fleur canivore, pour englober et déglutir qui en faisait ainsi son miel.

L'Eglise ne s'est pas prosternée au siècle. Ces textes n'attestent qu'un flirt, entrecoupé, comme tous les flirts, de vigoureux et vertueuses reprises. Mais nous savons les dangers du flirt, et l'Eglise ne devait pas les connaître. Tous s'est passé comme si elle avait choisi de s'ouvrir au monde au lieu de s'ouvrir le monde et, naturellement, s'était fait posséder. Aussi bien on ne pouvait pas s'ouvrir le monde, surtout ce monde, avec un Evangile « adapté » ou « accommodé », que ce fût aux « cultures », à la « vie sociale » ou aux « exigences des temps » : peu gracieuses perspectives et guère galvanisantes, en tout cas, à l'inverse de cette « folie » de saint Paul qui seule a jamais pu faire choc et rupture, confondant les agresseurs et brisant les idoles. On aurait pu s'en douter.

Mais on ne s'en doutait pas. Dès lors, ce qui a fait peu à peu les frails de l'« agglomération » conciliaire, ce n'est point tant le sentiment religieux chrétien que le contenu de la foi, au premier chef ses mystères, notamment au profit des idéologies de ce monde qui, vaguement, lui ressemblent, tel le marxisme — ce qui me fait aujourd'hui bien sympathiser avec les chrétiens-marxistes, chrétiens-théistes, chrétiens-matérialistes et tout quant, ces galeux, ces peides, accusés par l'Eglise officielle et conciliaire d'horribles « déviations », alors qu'ils en descendent par filiation directe, au plus un peu trop vite, mais plutôt accusateurs que déformés. A ce jour, sous ce jour, les réformes internes du concile, toutes bonnes et même excellentes, ce « courant d'air », dont nous avons tous respiré plus librement, évoquent une amélioration de l'ordinaire et même de la qualité de la vie assurée à un équipage, dont le navire s'enfonçait lentement. Comme si les salutaires trous ou bouches d'aération avaient été ouverts sur la ligne de flottaison.

Dès lors, aujourd'hui, on comprend : d'abord que les partisans du renfermé, les nostalgiques de l'air corrompu et rance, exploitent sans scrupules le désarroi du naufrage ; ensuite que le sort fait au malheureux équipage soit beaucoup plus important et grave que le sort à faire aux adeptes du renfermé. Autant il est salubre de proscrire Lefebvre, autant il est suspect de flétrir ceux qu'il tente et partiellement hypocrite de condamner les effets sans s'en prendre aux causes, d'autant qu'elles sont patentes. Lefebvre est un rien qui, malgré lui, fait éclater presque tout. Lefebvre est une paille qui ne doit pas cacher à notre clergé sa poutre.

Bien verrouillée. Tout cela, notre petit peuple de Dieu ne le sait pas tout à fait, mais il s'en doute. Il ne saura pas Lefebvre. Mais il n'acceptera plus de revenir à ce qui était avant, le vieux dire depuis quinze ans : car c'est déjà révolu ; la voilà bien cette accélération de l'histoire qu'il faut admettre sans l'adorer. Un grand prélat, Mgr Garrone, ralliait tout le concile en déclarant que l'Eglise devait se repentir de ses erreurs passées : je suppose qu'il ne se croyait pas alors à la fin des temps et que cette maxime vaut aujourd'hui encore, notamment pour les quelques erreurs ou imprudences de ce concile. Au reste, comment cette assemblée vénérable invoquerait-elle maintenant à son profit l'autorité opaque et l'infaillibilité obtuse qu'elle a eu l'opportunité d'acquiescer naguère ?

J'avoue que j'attends beaucoup du petit peuple de Dieu pour une nouvelle réforme, même si sa tendance devait être insurrectionnelle. Je conviens que j'appelle de tous mes vœux, dans l'Eglise catholique, à la base, une sorte de révolution culturelle qui pourrait entraîner celle du monde. Je sais : cette notion de « petit peuple » exaspère. De même qu'il a suffi à Glucksmann d'invoquer la plèbe et les résistances populaires pour être aussitôt exoré à gauche, de même, aux avant-derniers « Dossiers de l'écran », il a suffi de dire deux fois « le petit peuple de Dieu » pour qu'un membre de l'appareil accablé s'indigne de cette coupure artificielle. En, il lui appartient de la combler, en le rejoignant, ce peuple.

Or tous ces gens me semblent bien, plébiscite, en cette crise actuelle, non leur tradition mais leur foi, non leurs vieux rites mais leurs décrets mystères, non leurs tabous mais leurs sacrements. On dirait qu'ils ont enfin envie d'exister, les pieds par terre mais la tête au-dessus de terre par l'intermédiaire d'une colonne vertébrale vertébrale ; et qu'ils se rendent compte qu'en l'état d'avachissement spirituel, comment dire, de leurs structures, exister c'est résister. Comment ne pas sauver ce début de résistance ? Et, sans savoir d'où vient l'Esprit ni où il va, de quel droit décréter que c'est aux quelques milliers qu'il se pose de préséance ? Les droits du petit peuple de Dieu n'ont d'autres limites que nous que la : « Tu es Pierre ».

Mais que dit Pierre ?

P.S. — Pris à partie une ou deux dizaines de fois, depuis un mois et demi, dans les chroniques et tribunes libres du Monde, j'ai préféré ces rappels de texte et ces précisions de pensée à des polémiques multiples. Toutefois je confesse qu'ayant récemment « excusé » Mgr Lefebvre devant beaucoup de monde, à la télévision, la profane loi, aussitôt, du journaliste crâni qu'il me confondait cette B. A. de gauche. Et j'ose même demander qu'enfin l'on m'oppose plus de raisons qu'on de moines.

(1) Je n'apprends aux quelques milliers de lecteurs que l'occasion de Dieu est Dieu, non de Dieu. Simplement pour la plupart à 60 centimes (80 centimes à présent).

### Le Syndicat des notaires dénonce l'injustice fiscale dont sont victimes les membres de la profession

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Le congrès annuel du Syndicat national des notaires, réuni vendredi 24 et samedi 25 septembre, n'a pas démenti la réputation de conservatisme bon enfant qu'on prête à un organisme qui, au sein d'une profession encore héritière de la France rurale, compte, selon les estimations, entre 60 % et 80 % de membres exerçant dans des agglomérations de moins de trente mille habitants.

Le syndicat annonce cependant plus de trois mille adhérents — soit la moitié du corps notarial — et canalise tant bien que mal les aspirations d'une profession tenue pour corporatiste et strictement contrôlée par le Conseil supérieur du notariat.

Bien que les derniers mois aient été marqués par un conflit entre le nouveau président, M. François Caehla, de Marseille, et son prédécesseur, M. Emma nuel Villédon, d'Angoulême-sur-Mer, ancien député U.N.R. — conflit ne révélant toutefois, semble-t-il, qu'une rivalité de personnes sans grande signification politique — le syndicat a su donner l'image d'une relative unité.

La plupart des problèmes de la profession ont été évoqués plus que discutés par le rapporteur, M. Michel Manbray, de Souillac (Lot), qui a insisté, en accord avec la majorité des congressistes, sur la nécessité d'accroître le nombre des offices tout en maintenant le principe du numerus clausus.

La concurrence à laquelle se heurte la profession, notamment dans les domaines du conseil juridique et de l'immobilier, a fait l'objet d'un débat animé au cours duquel certains orateurs se sont déclarés moins optimistes que le rapporteur. Mme Nicole Pradain, nouveau directeur de la division des professions au ministère de la

justice, a partiellement rassuré les notaires en déclarant qu'il n'était pas question de porter atteinte au monopole dont ils jouissent pour l'authentification des actes, pas plus qu'à leur statut de profession libérale.

M. Louis Chaigne, pour quelques jours encore président du Conseil supérieur du notariat (C.S.N.), qui sera probablement remplacé par M. Alain Bourdel, l'actuel vice-président, est venu apaiser, de son côté, les craintes du syndicat visant un renforcement éventuel des pouvoirs de discipline et d'administration du C.S.N. Le projet actuellement soumis à la chancellerie, a-t-il précisé, porte seulement sur trois points : possibilité pour les présidents des conseils régionaux et du C.S.N. de saisir le chambre pour faire exécuter les décisions de leur conseil ; pouvoir du C.S.N. d'imposer la garantie de bonne fin des prêts hypothécaires ; pouvoir du C.S.N. d'agréer un certain nombre de méthodes et systèmes de traitement des comptabilités. « Si ce n'est pas le C.S.N. qui dispose de ces pouvoirs, ce sera la chancellerie », a-t-il déclaré.

Suivant en cela une tradition, la majorité des syndicalistes présents se sont prononcés en faveur d'une liberté maximale des notaires vis-à-vis de la hiérarchie et de l'autorité ministérielle. M. Caehla, largement suivi sur ce point, a insisté sur le fait qu'il n'est pas de liberté sans indépendance financière. Il a regretté, en termes très vifs, l'absence de tout représentant du ministère de l'économie et des finances au congrès. Alors, a-t-il dit, que « l'injustice fiscale dont sont victimes les notaires n'est plus à démontrer ».

Les notaires se sont enfin élevés, chiffres à l'appui, contre l'impôt, récemment développé par un hebdomadaire, selon laquelle le monopole dont jouit la profession serait l'une des sources de l'inflation. Mme Pradain est venue à leur secours, assurant que cette appréciation faisait preuve d'une « méconnaissance stupéfiante » de la réalité.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

● La cour d'assises de l'Eure-a condamné, vendredi 24 septembre, à la réclusion criminelle à perpétuité Henri Schmitt, âgé de vingt-six ans, reconnu coupable du meurtre de deux personnes âgées. Dans la soirée du 26 août 1973, Henri Schmitt, après s'être introduit par effraction dans la maison qu'occupaient à Cervery (Eure) deux sœurs, Mmes Alice Querrel, quatre-vingt-deux ans, et Germaine Suze, quatre-vingt-sept ans, avait battu à mort les deux femmes avant de prendre la fuite en emportant 600 francs.

Les jurés n'ont pas suivi le représentant du ministère public qui, dans son réquisitoire, avait demandé la peine de mort pour Henri Schmitt.







## ARTS ET SPECTACLES

## Architecture

## Le fer au siècle dernier

(Suite de la première page.)

C'est maintenant l'ère des grands magasins, du chemin de fer et des gares, des marchés couverts et des palais d'expositions industrielles. Et les vrais constructeurs de ce changement, ce sont les architectes du fer, les rationnalistes, d'où sont nés d'ailleurs les ingénieurs. Mais eux aussi avaient fait le « grand compromis ». En 1876, il y a exactement cent ans, le palais de la grande distribution et de la grande distribution à prix fixes de Boucraut, le Grand Bon Marché, qui avait servi de modèle à Zola pour « Au bonheur des dames », c'était le grand magasin, le décor intérieur est conçu avec « du fer, rien que du fer », ouvrage comme de la dentelle de crinoline la long des passerelles et de l'escalier à double révolution.

Le palais du nouveau commerce et de la grande distribution à prix fixes de Boucraut, le Grand Bon Marché, qui avait servi de modèle à Zola pour « Au bonheur des dames », c'était le grand magasin, le décor intérieur est conçu avec « du fer, rien que du fer », ouvrage comme de la dentelle de crinoline la long des passerelles et de l'escalier à double révolution.

La fer existe, il faut l'employer. On lui trouve des applications dans les grands travaux publics. L'architecte français est le merveilleux pont des Arts, menacé de destruction, dont les courbes aériennes suivent le fil de l'eau comme une promesse.

Tout ce que l'architecture, rattachée au quotidien, va cumuler dans une œuvre sans utilité particulière : la tour Eiffel.

Allié au verre, le fer a apporté une nouvelle « lecture » de l'architecture tout en légèreté, et en force aussi. D'où ces serres chaudes pour fleurs tropicales et jardiennes d'hiver, comme celui des Champs-Élysées, détruit, qui avaient préfiguré les bâtiments d'acier et de verre d'aujourd'hui, les halles de Baltard, démolies, en attendant qu'elles soient abattues le marché du Temple de Jules de Miroslaw, la nef de cathédrale de la gare du Nord par Hittorf, la Galerie des machines de Contamin, et D'Arny, qui suggèrent à Cécile Mithou l'idée que « l'industrie est plus près de la beauté moderne que l'art ».

Tout va ensemble : pendant que le chemin de fer et les gares se développent avec les grands magasins et la spéculation immobilière va

Selon Mme Françoise Giroud  
Beaubourg n'est pas rentable

Le Centre national Georges-Pompidou est une réalisation ambitieuse conçue dans une période d'euphorie financière. Elle pose un problème qu'il faut résoudre, a déclaré Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la culture, dans une interview, vendredi, sur TF1. A son achèvement, l'an prochain, la construction du centre aura coûté 800 millions, peut-être davantage, et le budget de fonctionnement sera de l'ordre de 130 millions.

Notant qu'aucune activité du centre n'est rentable, Mme Françoise Giroud a souligné que la situation actuelle rendrait naturellement les choses un peu plus difficiles. Le centre Beaubourg sera très lourd, a-t-elle constaté.

Aucune des institutions de Beaubourg, ni la bibliothèque, ni l'Institut de recherches musicales, ni le musée, ni le centre de design, ne sauraient être rentables. Par nature, les activités culturelles ne le sont pas. Reste que le musée et le centre de création industrielle peuvent trouver

## THEATRE D'ORSAY

## CERNAUD-BARRAULT

## PETIT ORSAY

prolongation

jusqu'au 7 octobre

théâtre acadien

## LA

## SAGUINE

de Antonine Maillet

présenté par

Le Rideau Vert de Montréal

7, rue Anatole France - 548.38.53

## Cinéma

« LA MARGE »  
de Walerian Borowczyk

La Marge, roman d'André Pieyre de Mandiargues, raconte une curieuse histoire. De passage à Barcelone, un homme apprend par une lettre (dont il ne lit que quelques lignes) que sa femme vient de se suicider. Très consciencieusement, il décide alors de vivre pendant trois jours « en marge » de son malheur, de s'enfermer dans une « bulle » — c'est le mot qu'il emploie, — à l'abri de cette mort que pour l'instant il refuse de faire semblant de ne rien savoir. Pendant trois jours, il erre donc, dans Barcelone, tel un touriste désorienté, et plus particulièrement par les rues du « barrio », où il rencontre une jeune prostituée, avec laquelle, trois soirs de suite, il fait l'amour. Après quoi, la parenthèse terminée, le récit arrive à son terme. Il achève la lecture de la lettre, et se suicide.

Il y avait tout dans ce récit pour séduire Walerian Borowczyk, le réalisateur des Contes Immoraux et de la Bête. Le fantastique quotidien d'une ville étrange découverte par un promeneur en état de rêve éveillé : un étrange quasi constant (les « pures » à la peau verte le peuplent la ville) ; la présence d'une tragédie latente : enfin une certaine préciosité d'écriture que pouvait refléter le style luxuriant du cinéaste. A doses inégales, ces divers éléments se retrouvent d'ailleurs dans le film. Malheureusement, le mélange se fait mal, et le mystère ou, du moins, l'étrangeté, mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

La raison de cette déconvenue est-elle due au fait que Borowczyk a déplacé l'action du film de Barcelone à Paris ? C'est dans une certaine mesure possible. Les rues « chaudes » de nos anciennes halles ne sauraient être comparées à ce haut lieu de l'amour vénéral qu'est, dans le roman de Mandiargues, le « barrio » barcelonnais. Mais il ne s'agit là que d'un détail. Plus grave

## Musique

## Les curieux instruments du Salon de la Bastille

Le troisième Salon de la musique à la Bastille pourrait aussi bien être celui de l'électricité : computers, synthétiseurs, orgues, guitares, tout se termine par des fils et des prises de courant ; impressionné, on hésite à soulever un clavier et une boîte d'ampoules suffisent encore pour faire de la musique au vingtième siècle : simple question d'imagination.

Un seul stand tranche vraiment sur la grisaille commerciale ambiante : on y présente des cornes... en corne, des sifflets, des godels, des guéridons, des fûts, « pour les enfants » deux mélancoliques lames de contreplaque rendant un son mat. On est tout de même triste d'apprendre que la musique a été supprimée par le sup. kazoo, petite trompe en plastique avec des membranes de peau qui vibrent lorsqu'on chante dans l'embouchure ; en revanche, la sœur musicale, avec des dents atrophiées d'un côté, pour la dévotion, subsiste : une « quatre quatre » coûte 105 francs et l'archet 150 francs.

Buffet - Crampon expose un énorme saxophone contrebasse en si bémol, en n'en a construit que huit depuis 1880, celui-ci l'a été pour la revue de Mistinguett en 1928. Il n'est pas à vendre et, de temps en temps, quelqu'un vient l'essayer : il suffit seulement d'être là au bon moment. Un peu plus loin, au milieu d'atmosphère onctueuse de lecture moderne, un cécilium de Gramard, inventé à Suède, en Normandie, quatre octaves et demi chromatiques : cela ressemble à un violoncelle mais, à l'enlèvement des chevilles, se trouvent une cinquantaine de dévotionnelles en cuivre. Le soufflet intérieur est actionné grâce à une tige sortant du corps de l'instrument à la hauteur du chevet ; on la pousse de droite et de gauche comme un archet. Le cécilium peut faire toutes les harmonies, à condition d'étudier le doigté, et ne s'accorde pas :

★ Quintette, Cluzy-Palace, Montparnasse-13. Concordia, Française, Pavetta, Convention, Mayfair, Caravelle.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à 19 h.

★ A la Bastille jusqu'au 26 septembre, de 11 h à



## ÉDUCATION

# LES I.U.T., DE LA PROSPÉRITÉ A L'AUSTÉRITÉ

L'Etat a-t-il voulu le succès des instituts universitaires de technologie ? Loin d'accueillir, aujourd'hui, le nombre d'étudiants prévu, ils comptent une proportion insuffisante de « professionnels » parmi les enseignants (« le Monde » du 25 septembre). Les établissements ont-ils usé à bon escient des moyens qui leur ont été accordés ? Le « sous-emploi » des I.U.T. tient davantage à la concurrence extérieure qu'à un « malthusianisme » des enseignants. Mais il est dû aussi à la politique antérieure du gouvernement.

La participation des « professionnels » à l'enseignement dans les I.U.T. difficile dès le départ, s'est heurtée à une résistance des enseignants de métier, notamment des universitaires. Ceux-ci reprochent souvent aux praticiens une préparation pédagogique insuffisante ; ils n'ont pas la même conception qu'eux de la technique et sont trop absorbés par la recherche d'une cohérence de l'enseignement (chaque « spécialité » comporte un grand nombre de disciplines) ou d'une nouvelle pédagogie pour accepter la contradiction. S'y ajoute le désir de faire place à des collègues, ou, pour les mandarins, de caser des élèves. Ainsi, dans certains cas, les « professionnels » se sont trouvés progressivement écartés (1). Les chefs d'entreprise aussi se sont parfois contentés de s'aligner dans les conseils d'I.U.T. sans aider à fournir le contingent de cadres nécessaires.

### Un acte d'accusation

Dès 1969, la commission consultative chargée de contrôler la mise en place des I.U.T. constatait que « les deux critères fondamentaux d'environnement professionnel et universitaire n'ont pas été respectés. Certaines implantations, notait-elle, ne répondent que de très loin aux exigences pédagogiques des I.U.T. Il y a là un risque sérieux de baisse de niveau et assez rapidement d'insuffisance numérique d'étudiants ». Un groupe de travail réuni par M. Pierre Billecocq, alors secrétaire d'Etat chargé des enseignements techniques, faisait les mêmes observations en 1971, tandis que le rapport Stirn invitait à « ne pas perdre de vue » les conditions d'implantation. Le mal était fait, les quatre cinquièmes des départements actuels étaient déjà créés. Malgré cela,

Mais toutes les difficultés ne sont pas dues à ces négligences ou à ces faiblesses. La localisation des I.U.T. les a multipliées : accumulation de départements (voire d'établissements) se faisant concurrence dans une même région (génie électrique à Lille, à Béthune et à Calais ; génie civil à Bordeaux et à La Rochelle), développement trop rapide de « spécialités » à débit limité et surtout localisations choisies pour des motifs « extra-pédagogiques », selon l'expression de la Cour des comptes. Destinées à aider l'aménagement du territoire (en encourageant le développement industriel), les I.U.T. sont très vite devenues un argument électoral, comme une usine ou une autoroute.

La liste est longue des notables de la V<sup>e</sup> République qui ont voulu donner à leur ville ou à leur circonscription son I.U.T. : de M. Marcellin (Yvelines) à M. Vendroux (Calais) ; de M. Galley (Troyes) à M. Chirac (Egletons), en passant par M. Boscardy-Monservin (Rodez) (« le Monde » du 8 mars 1972).

Dans la plupart des cas, on n'a tenu compte ni des possibilités de recrutement ni de l'environnement industriel. Parfois ces installations se sont même faites contre l'avis clairement exprimé des « professionnels ». Elles ont souvent accru les coûts d'équipement, et toujours les frais de déplacement et de gestion. A Nîmes, par exemple, où l'I.U.T. prévu pour six cents étudiants, n'en accueille que cent seize, les frais de déplacement représentent, selon les responsables de l'établissement, 5 % des dépenses de fonctionnement. De manière générale, ce sont les départements installés hors des villes universitaires (un quart au total) qui ont le plus de difficultés à « faire le plein » et à trouver des praticiens pour enseigner.

on a installé, en 1973, des départements d'I.U.T. à Annecy, Valence et Lorient. En 1974 encore, après avoir annoncé son intention de mettre fin à cette pratique, et répété symboliquement « qu'il n'y aurait pas d'I.U.T. à Alzette » (dont il est le maire), M. Jean-Pierre Soisson en a créé à Bayonne et au Creusot.

L'absence de dispositions statutaires adaptées aux I.U.T. a favorisé aussi la « dérive ». Ce n'est que tardivement et en petit nombre qu'ont été accordés des postes d'enseignants « associés » pour les professionnels — notamment des postes à temps partiel leur permettant de conserver leur activité professionnelle. Aujourd'hui encore, le comité consultatif des universités continue à freiner leur recrutement.

## II. — PUNIR LES LAXISTES

par GUY TRZLICH

Quant aux universitaires (assistants, maîtres-assistants ou professeurs), ils sont jugés selon les mêmes critères que leurs collègues des autres U.E.R. (c'est-à-dire essentiellement sur leurs travaux de recherche), alors que leurs charges d'enseignement sont plus importantes (année universitaire plus longue ; exigences de coordination plus fortes). D'autre part, les I.U.T. ne faisant pas de recherche, les enseignants doivent préparer leur thèse ou leurs travaux à l'extérieur de leur établissement, parfois hors de leur université. Ainsi a-t-il fallu parfois accorder des suppléments de rémunération qui n'étaient pas prévus.

Ainsi, s'est établie une cercle vicieux : cette rémunération fait accepter les sujétions supplémentaires, mais celles-ci entraînent le progrès du travail de recherche, et le manque d'ensei-

### Une réduction sévère

Le rapport 1976 de la Cour des comptes, qui a repris et enrichi leurs constatations, constitue un acte d'accusation contre l'administration centrale plus que contre les établissements : rien n'a été fait pour éviter la « dérive » des I.U.T. Mme Samier-Sellé, secrétaire d'Etat aux universités, choisissant la solidarité avec ses prédécesseurs, malgré leur « laxisme », a su rejeter la responsabilité sur les chefs d'établissement, qui réclamaient des crédits supplémentaires. Cette tactique inhabituelle, qui a surpris les magistrats de la Cour, eux-mêmes, est peut-être payante vis-à-vis de l'opinion publique ; mais une autocritique rétrospective de l'administration est-elle plus juste et mieux comprise.

Les possibilités de changement sont aujourd'hui limitées : il n'est guère possible de fermer les I.U.T. « électoraux ». Mais les mesures prises sont-elles de nature à « redresser la barre » ? En ce qui concerne le recrutement des étudiants, le groupe de travail sur « les enseignements technologiques supérieurs », réuni au début de l'année, a préconisé une « meilleure coordination » entre les I.U.T. et les sections de techniciens supérieurs (S.T.S.) : les premiers seraient créés pour répondre à des besoins « nationaux », les seconds pour des besoins « locaux ». La recommandation, de portée limitée, a de surcroît peu de chances d'être suivie, les S.T.S. dépendant de l'administration de l'éducation et non du secrétariat d'Etat. Il serait plus intéressant de remettre en vigueur le recrutement sur exa-

men de non-bacheliers, qui devait fournir « au moins 10 % » des promotions des I.U.T., et que beaucoup d'établissements ont aujourd'hui pratiquement abandonné (2).

La remise en ordre interne semble plus précieuse sur le plan administratif. Le secrétariat d'Etat entend mieux contrôler les établissements en modifiant le mode de nomination des responsables : selon un projet de décret qui doit être prochainement présenté au Conseil national de l'enseignement supérieur, les directeurs seraient nommés par le secrétaire d'Etat.

(1) Voir le cas d'un département d'information dans « La reproduction du système universitaire dans les I.U.T. », Centre de recherches sur les systèmes universitaires, université Paris IX Dauphine, place du Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Paris-16<sup>e</sup>.

(2) Cet examen est ouvert à tous ceux qui ne possèdent pas un diplôme exigé pour entrer dans un département d'I.U.T., qu'ils aient un baccalauréat d'une autre série, un autre baccalauréat ou baccalauréat de technicien, ou seulement un certificat de fin d'études secondaires.

après simple avis des conseils d'administration, et les chefs de département par le recteur après avis du directeur.

Sur le plan financier, des mesures ont déjà été prises. Au printemps dernier, cent huit postes non occupés par des titulaires ont été bloqués. C'est-à-dire le secrétariat d'Etat a décidé de supprimer, sur les crédits d'heures complémentaires destinées à la rémunération du « tiers professionnel », tout ce qui n'est pas effectivement assuré par des praticiens. La réduction est de 50 % en moyenne, mais elle atteint parfois 70 % (comme à Besançon ou à Montbéliard), ou 80 % (comme à Grenoble-1). Cette mesure, si elle n'est pas corrigée, comporte de grands risques : elle « gèle » la contribution des praticiens au niveau le plus bas. Elle pérennise ainsi la situation que l'on regrette aujourd'hui. Elle accentuerait les inégalités d'encadrement déjà très fortes entre les établissements et amènerait une réduction (de 15 % à 20 %) de l'horaire d'enseignement.

Au printemps dernier, l'administration avait déjà demandé aux commissions pédagogiques nationales chargées d'établir les programmes des I.U.T. de réduire ces programmes pour, disait-on, mieux tenir compte des moyens disponibles et alléger la charge de cours des étudiants, jugée excessive. La réduction actuelle s'appliquant

inégalement paraît peu défendable sur le plan pédagogique. Suspendre des enseignements sous prétexte qu'ils ne sont pas assurés par les professeurs les mieux qualifiés aurait abouti, dans l'enseignement secondaire, à supprimer toutes les disciplines enseignées par des maîtres auxiliaires.

Mme Samier-Sellé a annoncé aux présidents des conseils d'administration des I.U.T. et aux présidents d'université que les recteurs pourraient « modular » les restrictions en fonction des contraintes locales (insuffisance d'encadrement dans certaines disciplines, expériences pédagogiques, difficultés pour trouver des praticiens).

Cependant, le secrétariat d'Etat paraît avoir obéi à deux préoccupations principales : répondre aux accusations de la Cour des comptes (qui représentent celles, traditionnelles, de l'administration des finances) et récupérer des postes et surtout des crédits d'heures complémentaires dans une conjoncture budgétaire difficile (une « ardoise » de près de 50 milliards de francs a été accumulée depuis plusieurs années). Les I.U.T. étant l'un des secteurs les mieux dotés de l'enseignement supérieur, se trouvaient particulièrement exposés à cette récupération : on pouvait penser qu'une cure d'amalgame ne leur ferait pas de mal.

### Du temps...

Mais les mises en garde tonnantes et le ressassement du contrôle bureaucratique ne suffisent pas à faire une politique, ni même à garantir un meilleur usage des moyens. On peut faire pression sur les établissements pour qu'ils accroissent la part des « professionnels » dans l'enseignement, ou bien allonger les stages des étudiants en entreprise, voire étudier des formules d'« alternance ». Mais cela demande l'assurance que les efforts seront récompensés, et... du temps.

La correction des « surdotations » doit aller de pair avec celle des inégalités d'encadrement. Elle ne peut être assurée par la seule redistribution des postes vacants cette année : les départements les mieux dotés étant les plus anciens, les postes y sont généralement pourvus. Elle exige

un examen précis des charges réelles d'enseignement, des possibilités de recrutement des établissements et de leur organisation pédagogique. Il y faut des délais et une continuité dans l'effort : l'appel en catastrophe aux commissions pédagogiques nationales, au printemps dernier, après quatre années d'oubli, ne manque pas d'ironie. Combien de temps dureront les intentions réformatrices du secrétaire d'Etat ?

L'absence de « suivi » des réformes est largement responsable des maux actuels des I.U.T. ; leur correction demande de la prudence et de la continuité.

FIN

**La SNCF améliore la desserte de jour du Sud-Est de la France :**  
Dijon, Lyon, Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, la Côte d'Azur, le Languedoc.  
- accélération des trains existants  
- création de nouveaux trains.  
- amélioration du confort par la mise en service de voitures « Corail »

renseignements : gares et agences de voyages.

Des bruits courent sur S.M.O. :

# « Ils engagent des vendeurs. »



Les meilleurs, pour nous, ne sont pas ceux qui se contentent de courir après les plus grosses commissions. (Rassurez-vous, chez S.M.O., elles sont confortables). Mais ceux qui ont à cœur de se tenir à jour en permanence avec un métier où les découvertes scientifiques vont plus vite que les technologies d'application. (Nous pensons par exemple aux microprocesseurs).

Les meilleurs, pour nous, sont toujours ceux qui, au sein de leur équipe — il y a une cinquantaine d'équipes de vente chez S.M.O. — dépassent un peu chaque jour le strict travail qui leur est demandé pour augmenter leur rayonnement personnel et progresser dans la hiérarchie de l'entreprise.

Les meilleurs, vous le savez bien, sont

ceux qui prennent leur destin en main. Alors, si vous avez une bonne expérience en matière d'équipement de bureau, de mécanographie ou d'ordonnancement et de lancement, et si vous êtes intéressé par un emploi stable au sein d'une équipe solide dans une affaire en pleine progression, il serait bon que vous écriviez sans tarder à une S.M.O. pour ouvrir le dialogue.

Il y a 15 S.M.O. en France : à Amiens, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Paris-Vélizy, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours, Troyes.

Vous vous sentez concerné ? Pour qu'on ne passe pas à côté de vous, écrivez au Directeur de l'une d'elles ?

**S.M.O.**  
Au SICOB  
Niveau 3, Zone E, Stand 3509  
Et niveau 2, Zone B, Stand 2204

Remplissez ce coupon S.M.O., renvoyez-le par la poste à :  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
S.M.O. BP 59  
91000 Evry



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

## La situation des prix agricoles devrait être normalisée d'ici deux ans

déclare M. Bonnet

De notre correspondant

Nîmes. — Entre deux avions, M. Bonnet, ministre de l'Agriculture, est venu, dans l'après-midi du 23 septembre, à Nîmes, réviser la séance de clôture du congrès national des producteurs de maïs (A.C.P.M.). Comme il s'attendait sans doute, ces exploitants lui ont beaucoup parlé de la sécheresse et de ses conséquences. C'est pourquoi le plan Barre qu'il a été le plus question, non pas en séances publiques mais en coulisses. Les congressistes ont menagé dans leur programme de travaux un temps mort pour pouvoir prendre connaissance, le 22 septembre, des dispositions du plan anti-inflation.

Les producteurs de semences de maïs ont manifesté un optimisme assez réconfortant dans une conjoncture agricole dépressive. « Une récolte paraît être assez bonne », a raison du fait que les deux tiers de la production sont irrigués.

Les producteurs de maïs proprement dits se sont montrés plus pessimistes. La sécheresse a réduit la récolte à 60 % de son volume normal. Le président, M. Marcel Izat, a longuement exposé devant le ministre de l'Agriculture les difficultés des professionnels au fait du dossier. M. Christian Bonnet a répondu quelques questions et il en a répondu à d'autres, notamment dans le domaine de l'irrigation. M. Bonnet a rappelé à ses hôtes que depuis quelques années il invitait les instances européennes à proposer à la communauté européenne un plan hydraulique qui intéresserait non seulement les producteurs de maïs mais aussi un grand nombre d'autres exploitants.

En ce qui concerne le plan Barre, le ministre de l'Agriculture a fait cette déclaration : « Le 1<sup>er</sup> août, j'ai annoncé que les sala-

## « SERISSETTE » : APPLICATION AUTOMATIQUE SAUF SI...

La prévision conjoncturelle contre l'inflation dit « serissette », voté par le Parlement en décembre 1974, n'a, jusqu'à présent, été appliquée qu'à la fonctionnalité (sans pour quelques dizaines d'entreprises en 1975). Il recommencera à s'appliquer au 1<sup>er</sup> janvier prochain, si le Parlement y consent.

Élément nouveau : alors que la taxe conjoncturelle ne pouvait commencer à s'appliquer cette année qu'à partir du moment où la hausse des prix des produits manufacturés de base (hors produits agricoles) dépassait 5 % durant trois mois consécutifs, l'application de la « serissette » sera automatique à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, sans aucun seuil de déclenchement n'ayant été cette fois retenu. En revanche la taxe cessera de s'appliquer si les prix des produits manufacturés de base ont subi une baisse de moins de 2,5 % en six mois (soit 0,4 % par mois en moyenne).

La taxe pour 1977 devra être complètement payée au début de 1978 par les entreprises. Mais des acomptes trimestriels seront versés à partir du 1<sup>er</sup> avril prochain. Ces acomptes seront calculés en prenant comme référence 1976. Le principe de calcul est le suivant : c'est l'augmentation d'une année à l'autre de la valeur ajoutée qui est taxée (1). De même l'assiette taxable sera-t-elle réduite de la part de la valeur ajoutée représentant chaque année les augmentations d'effectifs (création d'emplois) et les nouveaux investissements.

De ce chiffre obtenu on déduit un coefficient fixé par le gouvernement et qui représentera le « gros mode » la progression de la richesse nationale en valeur : 13,1 % en 1976 (pour le calcul des acomptes), 11,5 % en 1977 (pour le calcul du solde) ; ce qui se justifie par le fait que les entreprises subissent un environnement inflationniste mais qu'il faut éviter qu'elles ne l'aggravent.

(1) La valeur ajoutée correspond à la totalité des revenus bruts par l'entreprise pour rémunérer les salaires, les investissements, les actionnaires. Plus simplement elle égale le « gros mode » la différence entre l'entreprise entre prix d'achat et prix de vente.

## LA LIGUE COMMUNISTE ET LE P.S.U. SE JOINDRONT À LA GRÈVE DU 7 OCTOBRE

Le P.S.U., d'une part, et la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.), d'autre part, ont décidé de se joindre à la grève nationale du 7 octobre organisée par la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.N.

Dans un communiqué publié ce vendredi 24 septembre, le bureau national du P.S.U. appelle en effet tous ses militants à se mobiliser pour faire de cette journée nationale de grève et de manifestations un grand succès.

Quant à la L.C.R., elle annonce dans son journal, le quotidien de la L.C.R., que « les militants révolutionnaires ne perdront pas une minute pour faire de cette journée un grand succès ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

« Le P.S.U. et la L.C.R. se joignent à la grève du 7 octobre », a déclaré M. Alain Krivine, secrétaire général de la L.C.R., « et nous nous joignons à la grève du 7 octobre ».

## La poussée des prix est restée forte

(Suite de la première page.)

Ce dérapage traduit, en partie, les fortes hausses de salaires qui ont été accordées depuis un an (15 % environ), mais probablement aussi le fait que de nombreux commer-

## UN COMMERÇANT QUI A COMPRIS LE SENS DU PLAN BARRE...

Le blocage des prix n'a guère pas tout le monde et étrangement pas les propriétaires de ce restaurant-pâtisserie bien connu dans le quartier de l'Opéra qui, dernièrement, ont fait passer le tarif du « déjeuner au bar » de 14,50 F à 20 F : 35 % de hausse en une seule fois. Qui dit mieux ? Et les services du contrôle des prix n'y ont rien dit : le blocage n'a qu'une semaine de rétroactivité. Il suffisait — encore une fois — d'attendre, comme dit M. Barre.

Les portions servies, qui se réduisent progressivement ces derniers mois — le bifteck avait la taille d'une humble coquille Saint-Jacques — ont, il est vrai, retrouvé des dimensions plus normales. Pour combien de temps ? En jouant habilement une fois sur la hausse des prix, la fois suivante sur la taille du plat servi, on peut préserver ses bénéfices, les augmenter même, s'en délecter au lieu du gouvernement. Quant à la concurrence sur laquelle compte si fort M. Barre pour freiner les « dérapages », elle n'est pas si forte dans un quartier d'affaires de la capitale pour savoir qu'elle n'est pas si forte que ça. Entre midi et 13 h 30, tous les restaurants sont pleins.

çants arrondissent leur marge pour accroître leurs revenus et leur pouvoir d'achat.

## Sévérité... en apparence

C'est bien d'ailleurs ce qui a incité M. Barre à bloquer les prix jusqu'à la fin de l'année. L'administration avait la preuve que d'assez nombreux chefs d'entreprise (industriels, commerçants, prestataires de service) avaient relevé leurs prix ou leurs tarifs dans des proportions tout à fait excessives et injustes. Blocage en apparence sévère, puisque même la répercussion des hausses des cours des matières premières ne sera pas possible sans autorisation expresse des pouvoirs publics. Michel, par exemple, a dû revenir sur sa dernière décision d'augmenter ses prix. On ne se fera pas faute de le souligner au ministère de l'économie et des finances. Les exemples ne seront pas si nombreux.

Dispositif en réalité beaucoup moins draconien qu'il n'y paraît. D'abord parce que la période de blocage est très courte : jusqu'à la fin de l'année seulement. Ensuite parce que des produits tout de même assez nombreux s'échappent : viande, fruits et légumes, vin (à la production tout moins, car les marges sont bloquées au détail), produits fermiers, tels les fromages à la crème... Les marges de la distribution sont certes bloquées en valeur absolue. Mais cela empêche seulement les commerçants de profiter de l'inflation, c'est-à-dire d'avoir des marges d'autant plus élevées qu'ils achètent plus cher pour s'approvisionner. Car le système, jusqu'à présent en vigueur, consistait à bloquer le prix de proportionnalité du gain du commerçant à son prix d'achat : plus celui-ci était important et plus la marge s'arrondissait.

Blocage peu sévère enfin parce que le système mis en place n'est rétroactif qu'au 15 septembre. Ainsi tous les industriels, grossistes, commerçants qui avaient senti « venir le vent » et avaient pris leurs précautions à temps — en augmentant leur prix avant le 15 septembre — ne supporteront aucune des rigueurs du blocage. Seuls les autres, ceux qui se sont montrés raisonnables ou ceux qui ont manqué de réflexes, seront pénalisés. Cela apparaît profondément injuste. On peut d'ailleurs se demander pourquoi le gouvernement n'a pas bloqué rétroactivement le prix et le tarif à une date plus ancienne. Quand un contrôle est effectué, est-il plus difficile de vérifier les prix pratiqués au 1<sup>er</sup> juillet dernier que ceux pratiqués au 15 septembre ? A moins que l'impopularité d'une telle mesure — rigoureuse celle-là — n'ait fait reculer les pouvoirs publics.

Il ne faut pas oublier enfin — et les agents C.G.T. du quel Brandy ont immédiatement rappelé dans un communiqué — qu'il n'existe que quinze mille agents qualifiés en France pour effectuer des contrôles.

soit un pour deux cents entreprises. Le risque est faible comme tous...

On verra dans quelques mois si les prix prennent une pente moins ascendante (le rythme annuel de hausse du coût de la vie est actuellement de 9,5 %). Les perspectives des chefs d'entreprises industrielles interrogées par l'INSEE au début de septembre étaient de ce point de vue assez encourageantes.

En revanche, les perspectives de production sont « assez maigres », ce qui explique qu'après les mesures qui viennent d'être annoncées (majorations fiscales, hausses de prix de l'essence, de la vignette) le Conseil national du crédit, qui se réunit mercredi 29 septembre, ne décidera probablement aucune restriction sur le crédit à la consommation.

Cette relative douceur n'empêchera pas l'encadrement général du crédit d'être sévère l'an prochain comme l'ont appris, de la bouche même de M. Clappier, les responsables des principaux établissements bancaires convoqués vendredi 24 septembre à déjeuner par le gouverneur de la Banque de France.

ALAIN VERNHOLLES.

## COLLOQUES ET CONGRÈS

## Les bureaux d'aide sociale réclament un minimum garanti de revenus pour les familles déshéritées

De notre correspondant

Besançon. — Le congrès de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale a mis fin à ses travaux en souhaitant, pour les familles déshéritées, la reconnaissance d'un minimum garanti de revenus, « sans lequel aucune action valable ne saurait être menée ». (Le Monde du 24 septembre.)

Soucieux de figurer en tant que tels dans des organismes disposant d'un certain pouvoir en matière d'attribution de logements, tels que les conseils économiques régionaux et les conseils d'administration des caisses d'allocation familiales et des offices H.L.M., les animateurs des bureaux d'aide sociale demandent à être représentés dans les trois sections de la Commission nationale des institutions sociales et médico-sociales (dont la composition est fixée par le décret du 23 août 1976), ainsi qu'au sein de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, dans les commissions départementales de l'éducation spécialisée prévues par la loi d'orientation en faveur des

handicapés et dans les trois sections des commissions régionales des institutions sociales et médico-sociales prévues par la loi du 30 juin 1975.

Le congrès a suggéré de nouveau qu'une taxe spéciale sur les budgets de publicité soit prélevée pour financer l'aide sociale facultative. Parmi d'autres vœux, très nombreux, on relève encore : l'exonération de la taxe sur les salaires et la T.V.A. en faveur des bureaux d'aide sociale ; la diminution des délais de liquidation des dossiers de retraite ; l'extension aux retraités de l'Etat et des collectivités publiques du bénéfice de l'aide ménagère à domicile ; la promulgation rapide des décrets d'application de la loi en faveur des handicapés. — C. F.

■ Aux cokeries de Carling (Moselle), qui dépendent des Houillères de Lorraine, plusieurs centaines d'ouvriers sont en grève depuis jeudi, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la F.O. Ils réclament des aménagements salariaux en fonction de la pénibilité du travail et la révision du protocole d'accord en vigueur. La direction a déclaré que « devant la gravité de la situation, elle s'efforce de prendre des mesures conservatoires pour la sauvegarde de l'outil de travail ». Une partie des ouvriers a repris le travail jeudi 23 septembre au soir pour éviter l'arrêt des installations, mais la grève continuait.

■ L'UNION PROGRESSISTE, que préside M. Pierre Cot, ancien ministre, a déclaré notamment jeudi 23 septembre : « Le changement de premier ministre n'a modifié en rien les orientations politiques fondamentales de la majorité de droite au pouvoir. Entre les revenus du travail et les privilèges du capital, le choix demeure le même. Une fois de plus, les salariés, comme producteurs et comme consommateurs, seront lésés ».

■ LE SYNDICAT NATIONAL DES CLASSES MOYENNES estime que le plan Barre est « un ramassis de vieilles idées ». M. Guy Henninot, son président, a déclaré : « Les classes moyennes ne veulent plus de sacrifices ». « Si notre vote n'est pas entendu, nous serons alors peut-être obligés de passer dans la rue ou de faire grève. Toutes les formes d'action sont possibles ».

■ LES POMPIERS, regroupés au sein du comité de défense interprofessionnel du négoce des combustibles en carburants (CO-DIC), affirment qu'ils sont « désarmés » par les mesures de l'Etat. Ils ne pourront supporter « le paiement de produits déjà trop chers et brutalement majorés de 15 % ».

■ EN ALLEMAGNE FEDERALE, le Frankfurter Allgemeine (indépendant) écrit dans un éditorial de dernière page que le plan Barre ne contient rien qui n'ait déjà été essayé maintes fois et, sans succès. Le quotidien souligne que les mesures qui ont été annoncées s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique et financière de routine et qu'elles sont loin d'atteindre les décisions prises par l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, après l'été 1974.

■ Die Welt, journal conservateur (chaîne Springer), estime que le plan Barre a une réco-

nnance politique importante non seulement pour la France mais aussi pour l'étranger. De la réussite du plan, écrit Die Welt, dépend le fait de savoir si la France va dans les dix-huit mois, devenir un pays à économie planifiée et si elle pourra continuer à vivre sous un régime libéral ».

■ AUX ETATS-UNIS, Business Week, dans son dernier numéro, estime que les mesures présentées « constituent un essai pour faire entrer la politique économique française dans le monde du "système", mais ajoute l'hebdomadaire, « on peut douter que la société française puisse rattraper le reste de l'Occident ».

## Les réactions en France...

■ M. CLAUDE LABBE, président du groupe U.D.R. à l'Assemblée nationale, a déclaré vendredi 24 septembre à France-Inter : « Le plan Barre est un toui. Il faut donc le prendre comme un toui et ne pas essayer de le faire passer. Nous ne sommes pas cette intention. Ce qui est plus important, c'est la manière dont il est perçu actuellement dans l'opinion publique et dans la situation réelle. C'est cela la grande interrogation... »

■ M. ALEXANDRE SANGUINETTI, membre du bureau exécutif de l'U.D.R., ancien secrétaire général, a déclaré à France-Inter, vendredi 24 septembre : « Depuis cinquante ans que la France est en situation inflationniste, avec des hauts et des bas, on ne prend jamais que des mesures, plus ou moins saupoudrées... Cet ensemble de mesures pour lutter contre l'inflation est dépourvu de tout caractère d'originalité, de nouveauté, de nouveauté... »

■ M. HENRI CAILLAVET, sénateur (Gauche démocratique) et président du Comité d'action pour une démocratie sociale, a déclaré au micro de France-Inter, vendredi 24 septembre : « L'ensemble de mesures que le plan Barre propose, je dis que c'est un arsenal de mesures économiques cohérentes... Le premier ministre aurait dû avoir l'audace de proposer un impôt sur le capital... Au Sénat, je ne voterai pas contre le projet présenté par M. Barre, parce que je soutiens le succès de son entreprise ».

■ M. PAUL LAURENT, membre du secrétariat du P.C., a déclaré vendredi 24 septembre, au micro d'Europe 1 : « Le plan n'est pas un plan de lutte contre l'inflation, mais un ensemble de mesures... »

■ EN ALLEMAGNE FEDERALE, le Frankfurter Allgemeine (indépendant) écrit dans un éditorial de dernière page que le plan Barre ne contient rien qui n'ait déjà été essayé maintes fois et, sans succès. Le quotidien souligne que les mesures qui ont été annoncées s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique et financière de routine et qu'elles sont loin d'atteindre les décisions prises par l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, après l'été 1974.

■ Die Welt, journal conservateur (chaîne Springer), estime que le plan Barre a une réco-

nnance politique importante non seulement pour la France mais aussi pour l'étranger. De la réussite du plan, écrit Die Welt, dépend le fait de savoir si la France va dans les dix-huit mois, devenir un pays à économie planifiée et si elle pourra continuer à vivre sous un régime libéral ».

■ AUX ETATS-UNIS, Business Week, dans son dernier numéro, estime que les mesures présentées « constituent un essai pour faire entrer la politique économique française dans le monde du "système", mais ajoute l'hebdomadaire, « on peut douter que la société française puisse rattraper le reste de l'Occident ».

■ EN ALLEMAGNE FEDERALE, le Frankfurter Allgemeine (indépendant) écrit dans un éditorial de dernière page que le plan Barre ne contient rien qui n'ait déjà été essayé maintes fois et, sans succès. Le quotidien souligne que les mesures qui ont été annoncées s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique et financière de routine et qu'elles sont loin d'atteindre les décisions prises par l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, après l'été 1974.

■ Die Welt, journal conservateur (chaîne Springer), estime que le plan Barre a une réco-

nnance politique importante non seulement pour la France mais aussi pour l'étranger. De la réussite du plan, écrit Die Welt, dépend le fait de savoir si la France va dans les dix-huit mois, devenir un pays à économie planifiée et si elle pourra continuer à vivre sous un régime libéral ».

■ AUX ETATS-UNIS, Business Week, dans son dernier numéro, estime que les mesures présentées « constituent un essai pour faire entrer la politique économique française dans le monde du "système", mais ajoute l'hebdomadaire, « on peut douter que la société française puisse rattraper le reste de l'Occident ».

■ EN ALLEMAGNE FEDERALE, le Frankfurter Allgemeine (indépendant) écrit dans un éditorial de dernière page que le plan Barre ne contient rien qui n'ait déjà été essayé maintes fois et, sans succès. Le quotidien souligne que les mesures qui ont été annoncées s'inscrivent dans le cadre d'une politique économique et financière de routine et qu'elles sont loin d'atteindre les décisions prises par l'ancien ministre de l'économie et des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, après l'été 1974.

■ Die Welt, journal conservateur (chaîne Springer), estime que le plan Barre a une réco-

nnance politique importante non seulement pour la France mais aussi pour l'étranger. De la réussite du plan, écrit Die Welt, dépend le fait de savoir si la France va dans les dix-huit mois, devenir un pays à économie planifiée et si elle pourra continuer à vivre sous un régime libéral ».

■ AUX ETATS-UNIS, Business Week, dans son dernier numéro, estime que les mesures présentées « constituent un essai pour faire entrer la politique économique française dans le monde du "système", mais ajoute l'hebdomadaire, « on peut douter que la société française puisse rattraper le reste de l'Occident ».

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN

## Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques

## E. C. O. T. E. C.

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

DT/DM - 102/76.

Le Bureau National d'Etudes Economiques et Techniques lance un appel d'offres international pour la fourniture de divers matériels répartis en trois lots :

## LOT N° 1 : MATERIEL POUR BÉTON :

Bétonnières Centrales à béton Camions malaxeurs Stations de concassage Aiguilles vibrantes Marteaux brise-béton Brise-roche hydraulique, etc.

## LOT N° 2 : MATERIEL DIVERS DE CHANTIER :

Moto-compresseurs Groupes électrogènes 150 à 350 KVA Moto-pompes de 70 à 150 m<sup>3</sup>/h. Armatures distribution électrique - Eclairage - Unités mobiles de nettoyage Rouleaux vibrants, 600 kg.

## LOT N° 3 : COFFRAGE-OUTILS :

Tables et banches - Demi-coquilles Coffrages tunnel.

Les éventuels soumissionnaires sont invités à retirer les cahiers des charges définissant les caractéristiques du matériel et les conditions générales d'achat à partir de la date de parution du présent avis contre le paiement de la somme de deux cents (200) Dinars algériens à :

ECOTEC Direction des Travaux - 6, boulevard BOUGARA-ALGER R.P. n° 33 - Téléphone : 58-25-80 à 83 Téléc. : 52737.

Les offres doivent parvenir à la même adresse sous pli recommandé portant la mention : « APPEL D'OFFRES 102/76 - LOT N°... » A NE PAS OUVRIR avant le 25 octobre 1976, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.



## Le sucre

acheter davantage d'étranger et la fin 1976. Le département américain de l'Agriculture estime que la production technique pourrait atteindre 12,8 millions de tonnes, sous réserve de conditions météorologiques favorables, contre 12 millions en 1975 et 11,5 millions en 1974. Ce record de 12,8 millions en 1976. Cette estimation tend à confirmer des estimations antérieures de représentants américains de l'industrie sucrière. La production russe de coton était appelée à croître.

**DIENHIEUX.** — Semaine après semaine la baisse du sucre s'accroît, sur les divers marchés internationaux. En France, les hâtifs de l'expérience de rendement des raffineries a montré un poids de racine de grammes contre 474 le 15 mai dernier, contre 474 le 15 mai dernier, contre 15,6 et un rendement agricole de 35,6 tonnes à l'hectare contre 41. Cela correspond à 6,1 tonnes à l'hectare contre 6,7 et permet de constater une réduction de la production à 2,5 millions de tonnes, selon une importante maison britannique, on enregistrerait cette année un accroissement de la production dans les États-Unis, un déficit des pays du Marché commun, et selon les informations A.C.P. et une récolte satisfaisante en U.R.S.S. Ce dernier pays couvrirait ainsi ses besoins avec sa seule production et la production mondiale de coton. Cette semaine des rumeurs (sans état de ventes) s'inscrivent ont été contredites par des informations concernant des ventes de 180 000 tonnes U.S.A. par la République Dominicaine.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. LE PLAN DE REGLEMENT DE L'AFFAIRE ROUSSELIENNE

#### 4. EUROPE

— **ROUMANIE** : des tirs de quatre cas, les enfants seront éduqués dans l'esprit du communisme.

— **ALLEMAGNE FEDERALE** : M. Franz-Josef Strauss rejette les accusations sur ses liens avec les colonels grecs.

#### 4. ASIE

— **LIBAN** : M. Jomblatt au lit, formulé des réserves au sujet du cessez-le-feu unilatéral décidé par les Palestiniens.

#### 6. POLITIQUE

— **EQUIPEMENT ET REGIONS** : Le conseil général de l'Isère demande au gouvernement de surseoir au projet Super-Phénix.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 7 à 12.

— **AU FIL DE LA SEMAINE** : Solidarité par Pierre Vianzon-Font.

— **LETTRE DE LAROSLAV** : Une ville moyenne en Union soviétique.

— **REFUGES DU MONDE ENTIER**.

— **LA GEOGRAPHIE** : Fortune et déclin des zones marocaines, par Maurice Le Lannou.

#### 13. RELIGION

— **LIBRES OPINIONS** : « Le petit peuple de Dieu », par Maurice Clavel.

#### 13. MEDICINE

— **La Semaine du cœur**.

#### 13. JUSTICE

— Une vingtaine de magistrats font l'objet d'observations « on de sévères observations » après la grève en faveur de M. Etienne Cécaldi.

#### 15. SPORTS

— **TENNIS** : la rencontre de la Coupe Davis Italie-Australie.

#### 14-15. ARTS ET SPECTACLES

— **CINÉMA** : la Marge, de Walter Rutsky.

#### 16. EDUCATION

— **Les I.U.T.**, de la prospérité à l'oubli (II), par Guy Herzlich.

#### 17-18. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

— La mise en application du plan Bore.

#### 18-19. LA SEMAINE FINANCIERE

### LIRE EGLEMENT

**RADIO-TELEVISION (8 à 10)**  
Annonces classées (18) : Aujourd'hui (10) ; Carnet (14) ; Journal officiel (10) ; Météo (10) ; Météo (10).

## NOUVELLES BRÈVES

● **Mort du téniste Roger Bourdin**. — Le téniste Roger Bourdin, qui avait tenu le pupitre de soliste dans l'orchestre des Concerts Lamoureux, est mort d'une congestion cérébrale à Versailles le 25 septembre. Il était âgé de cinquante-trois ans.

● **Un pilote de l'armée de l'air soviétique a posé**, le jeudi 23 septembre, son appareil — un avion léger de type Antonov — sur un aéroport iranien et a demandé l'asile politique aux Etats-Unis, a annoncé samedi un porte-parole du gouvernement iranien. — (Reuters).

● **S.N.C.F. : perturbations réduites pour la banlieue**. — La grève des contrôleurs et des chefs de train déclenchée le vendredi 24 septembre par les cheminots C.G.T. (le Monde d. 25 septembre) était moins ressentie ce samedi matin. Comme la veille, ce mouvement n'a affecté que le trafic de banlieue, assuré à 60 % pour le réseau de la gare Saint-Lazare, à 55 % pour Anvers et à 45 % pour la gare de Lyon. Selon la direction de la S.N.C.F., le service était normal sur les grandes lignes, ainsi que sur les réseaux de banlieue au départ des gares de l'Est, du Nord, des Invalides et de Montparnasse. La grève devrait prendre fin, comme prévu, lundi 27 septembre, à 6 heures du matin.

● **La diffusion de l'émission de R.T.L. « La Case d'Esran »**, qui se déroulait en direct à Sevran-

## Manifestations à Paris de maîtres auxiliaires et de personnels non enseignants

Le mouvement de grève de quarante-huit heures lancé d'une part par le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) pour la défense des enseignants non titulaires, d'autre part par la section des personnels non enseignants de ce syndicat et de la C.G.T., s'est achevé vendredi 24 septembre. Cette journée a été notamment marquée par deux manifestations à Paris.

La manifestation des personnels non enseignants de l'éducation nationale a réuni environ cinq cents personnes. Formé rue de Solferino, le cortège, où l'on distinguait les banderoles de plusieurs académies de province, a été bloqué par les forces de l'ordre à quelques dizaines de mètres du ministère de l'éducation. Partie vers 15 heures de la

### DEUX ORGANISATIONS D'ETUDIANTS ONT ETÉ REÇUES AU CABINET DU PREMIER MINISTRE

Deux associations d'étudiants, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-F en ou v e u, proche des communistes) et le Comité de liaison des étudiants de France (C.L.E.F., de tendance modérée), ont été reçues vendredi 24 septembre à l'hôtel Matignon par M. Jean-Claude Casanova, conseiller technique auprès du premier ministre pour l'enseignement.

Les responsables du C.L.E.F. ont fait état de leurs craintes concernant la rentrée universitaire et l'aide sociale aux étudiants. Ils ont demandé que soit annulée la récente décision d'augmentation du prix des tickets de restaurant universitaire. La délégation a souligné une relance de la participation des étudiants par l'institution d'une date unique de vote dans toutes les universités et par correspondance.

De son côté, la délégation de l'UNEF a développé les thèmes revendicatifs contenus dans le « mémorandum » de cette organisation et a soumis deux demandes particulières : la prolongation d'une semaine des inscriptions en première année, dans les universités, et la création d'un « organisme paritaire pour l'emploi ».

L'UNEF participera à la journée d'action organisée le 26 septembre, par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN. Sans avoir permis de fournir des réponses précises aux revendications des étudiants, ces entretiens semblent instaurer de nouvelles relations entre les organisations syndicales d'étudiants et l'hôtel Matignon. L'UNEF n'y avait pas été reçue depuis 1968.

### RHONE-POULENC. TEXTILE. FERME LA FILATURE DU PÉAGE-DE-ROUSSILLON

Confinant l'évolution observée depuis plusieurs semaines (le Monde d. 17-22 août), la direction de l'usine Rhône-Poulenc Textile du Péage-de-Roussillon (Isère) a décidé le vendredi 24 septembre de fermer définitivement, à la fin du mois de septembre, son unité locale de filature employant 377 salariés. En même temps, elle a prononcé le lock-out de l'atelier de productions intermédiaires (environ 200 ouvriers) durant l'après-midi du même jour.

villepinte (Seine-Saint-Denis), a été interrompue pendant plus d'une heure, le vendredi 24 septembre, par une manifestation de quatre cents ouvriers du Livre C.G.T. qui réclamaient l'ouverture de négociations au Parti libéral. Au cours de cette émission devaient être diffusés des messages publicitaires pour le Parti libéral. N'ayant pu obtenir les deux minutes d'antenne qu'ils demandaient pour exprimer leur point de vue, les manifestants sont demeurés autour du podium de R.T.L., empêchant le déroulement de l'émission. Ce samedi 24 septembre, le feu radio-phonique qui devait avoir lieu près de la place de la Nation, à Paris, a été annulé, il se déroulera à Beauvais (Oise).

● **Le comité central du parti communiste se réunit**, lundi 27 septembre, pour entendre un rapport de A. Georges Gogniat sur les problèmes de l'information.

● **Les représentants des syndicats pénitentiaires F.O. et C.G.T.** se sont réunis, vendredi 24 septembre 1976, en vue d'examiner les graves conséquences de la situation des personnels sur le plan des revendications catégorielles (statut, indemnités, conditions de travail) et du fonctionnement de l'institution, en regard à l'avant-projet de code pénal qui vient de leur être communiqué.

Les syndicats ont décidé, dans un premier temps, de demander au garde des sceaux la réunion immédiate du comité technique paritaire central et d'envisager, dans un second temps, des actions appropriées pour faire échec à la justification excessive de la situation.

## PRÉSENTÉ A CANNES AU COURS DU VIDCOM

### « Antiope », premier journal télévisé imprimé « à la carte »

De notre envoyé spécial

Cannes. — Un système d'information télévisée imprimée a été présenté vendredi 24 septembre pour la première fois au cours du V<sup>e</sup> Marché de la vidéo-communication (Vidcom). Avec le concours d'Antiope, système de transmission de messages télévisés compatible avec la transmission simultanée ou en duplex des programmes nationaux de télévision.

Grâce à une télécommande manuelle, le spectateur de demain — si Antiope trouve un marché suffisant — pourra recevoir instantanément, « à la carte », toute une variété de renseignements : prévisions météorologiques, cours de la Bourse, horaires des trams, offres d'emploi, extraits de documents d'archives, etc.

Antiope, qui a été réalisé par les ingénieurs du C.G.E.T.T. (Centre de recherche de télécommunications communes aux P.T.T. et à l'U.P.F.), repose sur le postulat selon lequel, dans chaque instant de télévision, cinq cent mille caractères par seconde sont véhiculés. Ce potentiel technique énorme est largement sous-exploité. Avec Antiope, ceux qui l'ont mis au point estiment que huit mille à dix mille pages de texte pourraient être accessibles en cinq secondes.

Un procédé comparable fonctionne en Grande-Bretagne depuis près de deux ans, dont on connaît mal encore les résultats auprès du public. Quant à Antiope, même si le système n'est pas encore opérationnel, comme l'a précisé M. Jean Autin, président de l'U.P.F., et si cette société attend encore les « clients » éventuels, il présente à terme des dangers certains de concurrence directe, et il n'est pas de le préciser, non seulement pour la presse écrite mais pour tout ce qui touche à l'imprimé. — C.D.

To-à le système d'édition d'un « à » écrit sur un écran de télévision fonctionnant sur le même principe. Au lieu d'envoyer au téléviseur la totalité des informations, correspondant à l'image du texte, on n'envoie que le texte lui-même, codé sous forme « trique » (un peu comme en Morse, exemple, etc.). Le téléviseur, un « générateur de caractères », lié au récepteur de télévision, engendre ensuite l'image à partir de ces signaux codés.

Il existe actuellement plusieurs systèmes permettant de visualiser sur un écran de télévision un « journal » écrit. Les deux systèmes les plus connus, Cefax et Oracel, sont spécifiques de la transmission par voie hertzienne. Il existe, en effet, un temps mort (équivalent de quelques lignes sur 625) dans une émission de télévision ordinaire. Les informations, correspondant aux textes écrits sont, pendant ce temps mort,

Le General Post Office anglais travaille sur un autre système, View Data, qui emploie, comme moyen de transmission, des lignes téléphoniques ordinaires. L'utilisateur « interroge » à distance un ordinateur qui lui transmet, à la demande, la page qui l'intéresse. Le système français Antiope se veut plus général que le système anglais. Il combine les possibilités de Cefax et d'Oracel avec, bien que ceux de View Data. Veu plus tard, il est conceptuellement plus avancé et il est plus indépendant du moyen de transmission. Mais son industrialisation n'est pas commencée, alors que Cefax fonctionne en Grande-Bretagne dans le grand public. Le succès d'Antiope n'est pas assuré, car on peut craindre que ses possibilités plus importantes n'aient pour contrepartie un coût d'utilisation plus élevé.

J.-L. L.

### LES CÉRÉMONIES A LA MÉMOIRE DE Mgr DE LUPÉ SONT INTERDITES

Le préfet de la Loire, M. Jean Terrade, a interdit les cérémonies prévues, dimanche 26 septembre, à Lupé à la mémoire du comte Mayol de Lupé (le Monde du 24 septembre).

Il a été porté à la connaissance des autorités administratives, a déclaré le préfet, dans un communiqué, que des cérémonies à la mémoire de monsieur Mayol de Lupé, sommité de la légion des volontaires français dans une division SS, étaient prévues, dimanche 26 septembre, sur le territoire de la commune de Lupé.

« Aucune organisation n'a déposé à ce jour de demande d'autorisation de ces cérémonies », a déclaré le préfet. En tout état de cause, de telles manifestations étant, de nature à troubler l'ordre public, les autorités administratives ont décidé de les interdire », conclut le préfet de la Loire.

### LES ENTRETIENS DE BICHAT

#### Le barbecue brûleur d'enfants

C'est par des sujets relevant de la chirurgie et de la réadaptation physiques qu'ont débuté les Entretiens de Bichat, auxquels participent près de dix mille personnes. Les « brûleurs d'enfants » appellent, par leurs conséquences, l'attention conjuguée des chirurgiens et des kinésithérapeutes.

A lui seul, le service de l'hôpital Trousseau à Paris a reçu quinze enfants brûlés par des barbecues, dont cinq pour le seul 24 septembre. Le docteur Thullieux, directeur de l'unité de soins de l'hôpital Trousseau, a proposé de trer la sonnette d'alarme à propos de cette cause absurde de mutilations définitives. Un enfant sur cinq brûlé par une flamme a été par un barbecue, et les brûlures, ainsi observées, sont nettement plus graves que la moyenne.

Saute de vent, courant d'air où feu mourant, on l'on s'approche imprudemment par de l'alcool à brûler, chemise de nylon, et voilà l'enfant transformé en torche vivante, promis à un long calvaire, et peut-être à la mort.

La disposition des barbecues sur pieds, en effet, les flammes à la hauteur du visage, lequel fut gravement atteint dans treize cas sur les quinze observés à Trousseau.

Toutes les petites victimes de l'hôpital Trousseau ont dû subir des greffes, de peau. Pour un tiers, les ont présentés une septième année, et tous ont dû être hospitalisés en service spécialisé, de neuf jours à sept mois (soixante-deux jours en moyenne).

« Au prix de journées des centres de brûlés (1 000 francs par jour), le prix de revient de ces quinze accidents — à combien évaluer — est, pour la société, de 930 000 F (93 millions de centimes...), le double, précise le docteur Thullieux, si l'on tient compte des

## LE RETOUR A L'HEURE D'HIVER

Le retour à l'heure d'hiver se fait dans la nuit de samedi à dimanche. A 1 heure du matin, le dimanche 26 septembre, l'heure légale sera ramené à 0 heure.

### A Cherbourg

#### DES TRAVAILLEURS DES CENTRES NUCLEAIRES MANIFESTENT CONTRE LES TRANSFORMATIONS DU C.E.A.

Des délégations de dix-sept centres du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) devaient participer ce samedi 25 septembre à une manifestation à Cherbourg. L'appel des syndicats C.F.D.T., F.O. et autonome. L'objectif de cette manifestation est de soutenir les grévistes des centres de La Hague et de Miramas, qui s'opposent à la « filialisation » du C.E.A. et veulent obtenir des discussions à l'échelon national sur leurs garanties de statut.

### C'est au début de 1976 qu'a été prise la décision ferme, annoncée

depuis août 1975, de regrouper au sein d'une nouvelle société, la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), l'ensemble des activités du Commissariat portant sur le cycle du combustible utilisé dans les centrales nucléaires, de l'extraction de l'uranium au retraitement des combustibles irradiés. La COGEMA devait employer environ huit mille personnes, pour la plupart issues du C.E.A., qui en emploie au total vingt-cinq mille.

Dès l'origine, les syndicats se sont violemment opposés à ce qu'ils appellent la « privatisation » du C.E.A., estimant notamment que les activités nucléaires devaient rester sous le contrôle direct de la nation et que la sécurité des travailleurs risquait de souffrir dans une entreprise privée, ayant la rentabilité comme objectif principal. Les conditions de transfert du C.E.A. à la COGEMA proposées par la direction sont jugées inacceptables, et les différents mouvements de revendication qui se succèdent depuis le début du mois de septembre ont notamment comme origine l'envoi de nouveaux contrats à certains travailleurs — et ce, sans leur avoir été soumis — ou de refuser d'entrer à la COGEMA, mais les syndicats estiment qu'il s'agit là de « pressions » ; ils ne désespèrent pas de voir les nouveaux contrats refusés en bloc, ce qui ne manquerait pas de gêner fortement la direction du C.E.A.

### Aux Etats-Unis PROPOS PEU PROTOCOLAIRES

M. Nelson Rockefeller, vice-président des Etats-Unis, et M. Carl Albert, président de la Chambre des représentants, ont été eux aussi victimes, jeudi 23 septembre, d'un « incident technique » de transmission. Ce jour-là, MM. Ford et Carter, au cours de leur « duel » télévisé à Philadelphie, avaient été réduits au silence pendant une demi-heure. M. Rockefeller et M. Albert, eux, ont été pris au piège par des micros qu'ils ne croyaient pas branchés, alors qu'ils conversaient librement et s'apprêtaient à recevoir solennellement au Congrès M. William Tolbert, président du Libéria.

« Les Noirs (américains) qui sont retournés au Libéria ont pris toutes les attitudes des Blancs du Sud », remarquait M. Rockefeller. « Ils n'ont jamais laissé les Noirs locaux avoir quel que ce soit ? », demandait M. Albert. « Non ! Ils ont légèrement changé leur manière de parler, mais légèrement seulement », répliquait M. Rockefeller. Son interlocuteur affirmait alors en riant que M. Edward Brooke, sénateur du Massachusetts, qui est le seul Noir du Sénat, « aurait été un esclavé s'il avait vécu au Libéria ».

Les journalistes présents, qui avaient eu la surprise d'entendre ces propos peu protocolaires, ont été évidemment invités à ne pas les divulguer, mais la nouvelle s'est répandue rapidement. M. Albert a présenté officiellement ses excuses au sénateur Brooke vendredi 24 septembre : ses explications un peu embarrassées n'ont sans doute pas convaincu entièrement l'intéressé, qui s'est déclaré « choqué ».

### Au tribunal de commerce de Paris

#### LES JOURNALISTES DE « FRANCE-SOIR » DÉBOUTÉS

#### DE LEUR ACTION EN REFÈRE

M. Cesselin, président du tribunal de commerce de Paris, a débouté, vendredi 24 septembre, l'Union des fondateurs et collaborateurs de France-Soir dans son action en référé, qui tendait à la désignation d'un administrateur judiciaire de la société France-Éditions et publications, d'un fonds versé à Presse-Alliance et d'un contrôleur de la gestion de cette seconde société (le Monde du 17 septembre).

Le magistrat a estimé que l'Union avait un fonctionnement normal et que, d'autre part, les requérants n'avaient ni actionnaires ni créanciers de Presse-Alliance.

### Fin de la grève des signatures

Dans l'édition datée dimanche 26-27 septembre, la rédaction de France-Soir annonce que, sur proposition de son syndicat et de la Société des journalistes, elle a décidé de mettre fin à la grève des signatures qu'elle avait entreprise depuis le 17 septembre, « à la suite d'un accord signé jeudi 24 septembre portant atteinte à la liberté et à la responsabilité professionnelle des journalistes ».

« Depuis lors, poursuit le communiqué de la rédaction, un comité de rédaction provisoire obtenu de M. Paul Winkler des assurances verbales — on forme à la déontologie et aux usages professionnels. Tout en regrettant qu'un accord écrit n'ait été obtenu, la rédaction prend acte des assurances données mais reste prête à défendre en toute occasion les droits et responsabilités de chacun de ses membres ».

Le numéro du « Monde » daté 25 septembre 1976 a été tiré à 574 287 exemplaires.

Jeudi 25/9/76